

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
PROCÉDURE CRIMINELLE
EN
ANGLETERRE ET EN FRANCE

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le lundi 19 décembre 1898, à 9 heures.

PAR

HERBERT W. HALTON

Président : M. GLASSON.

Suffragants : } MM. LE POITTEVIN.
GARÇON.

PARIS

L. DE SOYE ET FILS IMPRIMEURS

18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

1898

THÈSE DE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR LA
PROCÉDURE CRIMINELLE
EN
ANGLETERRE ET EN FRANCE

THÈSE DE DOCTORAT

Soutenue le lundi 19 décembre 1898, à 9 heures.

PAR

HERBERT W. HALTON

Président : M. GLASSON.

Suffragants : } MM. LE POITTEVIN,
GARÇON.



PARIS

L. DE SOYE ET FILS IMPRIMEURS

18, RUE DES FOSSÉS-SAINT-JACQUES, 18

—
1898

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

INTRODUCTION

Quelles que soient les théories par lesquelles on a essayé d'expliquer et de justifier cette organisation des peuples qu'on appelle société, on n'a jamais mis en doute, même dans les conceptions utopiques les plus extravagantes, que le premier devoir d'une telle société est d'indiquer clairement et formellement les actes ou omissions de la part de ses membres qui seront considérés comme préjudiciables aux intérêts généraux, et en même temps de déterminer les peines et les châtimens par lesquels la société entend frapper les coupables. La confection des lois pénales et la création d'une procédure criminelle sont les deux moyens par lesquels la société remplit ce double devoir. Cette procédure doit donner aux citoyens une triple garantie : avant que la société puisse exercer son droit à punir, il sera établi, d'abord et d'une manière indiscutable, la réalité de l'infraction à la loi pénale; ensuite que

la personne qu'on poursuit est bien l'auteur de cette infraction; et, enfin, que la peine qu'on se propose d'infliger à cette personne est en proportion du préjudice qu'elle a causé ou qu'elle aurait pu causer. En un mot : établir la réalité de l'infraction, l'identité de l'auteur, l'équité de la peine : voilà le triple problème que doit résoudre un système de procédure criminelle. Et c'est le plus ou moins grand degré de certitude que le système apporte dans cette triple résolution qui doit être le criterium de sa valeur.

L'organisation des juridictions pénales et les règles à suivre devant elles se sont constituées et développées avec le pouvoir central et suivant le degré de liberté dont jouissaient les peuples. L'histoire du droit criminel a présenté deux formes principales de procédure, dont nous allons indiquer brièvement les traits les plus saillants.

1^{er} système. *Système accusatoire*. — La première forme, dite accusatoire, répond à cette notion, qu'un procès pénal est une lutte entre deux adversaires, lutte dans laquelle la société n'a pas d'intérêt spécial autre que le maintien de la paix générale. Dans un tel procès, le juge n'est qu'une personne quelconque appelée par les deux parties à mettre fin à leur dispute en donnant tort à l'une ou à l'autre. En raison de ce caractère, le système accusatoire est la forme de procédure criminelle qui

apparaît la première dans les sociétés. On la voit se préciser dans les législations grecques et romaines; mais elle est bien modifiée déjà sous les empereurs. Après la chute de l'empire romain, quand l'Europe est tombée de nouveau dans la barbarie, le système accusatoire reparait, compliqué par le moyen de preuves cruelles et barbares empruntées aux mœurs germaniques et féodales. Dans les temps modernes, il a disparu tout à fait sur le continent européen. En Angleterre seulement, au moins en théorie, il existe encore aujourd'hui. Il faudrait bien se garder pourtant de croire que, tel qu'il est organisé aujourd'hui en Angleterre, ce système a pour principe que la société se désintéresse de la poursuite des auteurs des infractions; la vraie base en est que la société peut laisser à l'initiative privée des citoyens le soin de cette poursuite.

Les principes qui forment le caractère le plus frappant du système accusatoire sont les suivants :

1° L'accusation est librement exercée par tout citoyen; mais, comme il n'y a pas de procès pénal sans qu'il y ait un accusateur, il en résulte que, si personne ne prend l'initiative de la poursuite, le crime reste impuni.

2° Le juge n'est qu'un simple arbitre entre l'accusateur et l'accusé; l'accusateur présente ses charges, l'accusé les réfute comme il peut, et, après avoir

entendu les deux parties, le juge prononce la sentence.

3^o Le juge ne peut pas procéder de lui-même ni d'office, contre les coupables; il doit attendre qu'on porte devant lui l'accusation, et ne peut décider que d'après les preuves apportées par celle-ci.

4^o L'instruction d'après laquelle le juge doit formuler son jugement a lieu devant ce juge lui-même; et elle présente trois caractères : elle est contradictoire, orale et publique.

2^e système. *Système inquisitoire*. -- Ce système a son origine dans les dernières institutions du droit romain impérial. Il a été au moyen âge l'objet de nombreux développements, du fait des juridictions ecclésiastiques, spécialement pour la recherche des hérétiques. De ces dernières, il a été porté dans les tribunaux nationaux; et à partir du seizième siècle il est devenu, sous une forme plus ou moins mitigée, le système de procédure criminelle dominant dans toute l'Europe, à l'exception de l'Angleterre.

Les principes du système inquisitoire pur sont les suivants : 1^o la poursuite des criminels n'intéresse pas seulement les parties lésées, mais la société en général; par conséquent, le pouvoir central doit, au nom de l'intérêt public, procéder d'office, et sans attendre l'initiative privée des citoyens, à la recherche, à la constatation d'identité, et à la punition

des malfaiteurs. 2° Le juge n'est pas choisi par les parties; mais, délégué par le pouvoir central, il est imposé par lui, et remplit des fonctions publiques et permanentes. 3° Le juge ne doit pas se décider seulement sur les preuves présentées par l'accusateur; il est tenu de procéder lui-même à éclaircir les points de l'affaire qu'il croit susceptibles de l'être. 4° L'instruction de l'affaire est faite par un magistrat nommé spécialement à cet effet, et a lieu en général hors de la présence de l'accusé, à qui les charges ne sont communiquées que quand l'instruction est terminée; de sorte qu'on peut dire que cette instruction est écrite, secrète et non contradictoire.

Tels sont, dans leurs grands traits, les deux systèmes accusatoire et inquisitoire. Chacun a ses défauts et ses avantages, et les nations modernes ont estimé que ni l'un ni l'autre ne répond suffisamment aux besoins d'une société parvenue au degré actuel de civilisation. Toutes les nations ont reconnu que la poursuite des crimes intéresse la société en général, et qu'on ne peut pas laisser ce devoir important à l'initiative privée sans risquer de bouleverser les fondements mêmes de la société, parce que l'initiative privée peut être arrêtée, ou par indifférence, ou par crainte, ou par corruption. On dit aussi que la publicité de l'instruction facilite la soustraction des malfaiteurs à la justice et que la défense aux

juges de procéder eux-mêmes à la recherche de nouvelles preuves entraîne souvent l'acquittement d'un accusé dont la culpabilité eût été facile à établir si les pouvoirs des juges eussent été plus étendus.

D'un autre côté, la procédure inquisitoire n'est pas sans avoir aussi ses défauts. On dit que c'est rendre trop puissant et trop dangereux le pouvoir central, que de monopoliser entre ses mains l'initiative des poursuites : l'histoire a, en effet, démontré qu'il n'a pas hésité à se servir de cette arme dans des luttes politiques. On dit aussi que le secret qui enveloppe l'instruction et l'absence de la contradiction à l'instruction sont deux atteintes graves à la liberté de la défense : l'accusé est amené devant ses juges définitifs, accablé de charges qu'il entend pour la première fois, et privé du temps nécessaire pour trouver les moyens de se défendre.

Aussi, si le système inquisitoire a été adopté en France, c'est sous une forme très mitigée. Au 1^{er} art. du Code d'instruction criminelle, il est dit formellement que l'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est spécialement confiée par la loi; et, par cette proclamation, le législateur français retire aux citoyens le droit de poursuite privée, qui caractérise le système opposé. En outre, la France a organisé un corps de magistrats auquel on a donné le nom de ministère public, et qui est chargé exclusivement

de l'exercice de ce qu'on appelle l'action publique. Cette institution, qui est d'origine purement française, donne les meilleurs résultats. Mais la procédure criminelle en France, quoique dite inquisitoire, est plutôt un système mixte, dont les éléments sont empruntés aux deux systèmes, accusatoire et inquisitoire. C'est ce que démontre l'énumération suivante des principes de cette procédure, énumération que nous empruntons au *Précis de Droit criminel* de M. Garraud : « Ce système, dit M. Garraud, se caractérise par les principes suivants : 1^o le juge ne peut se saisir d'office; il faut donc qu'il y ait une accusation; mais cette accusation est confiée à des fonctionnaires spéciaux, qui exercent ainsi le ministère public, et dont les parties privées ne doivent être, en principe, que les auxiliaires; 2^o au jugement concourent des magistrats permanents et expérimentés et des juges populaires; 3^o la procédure se dédouble en deux phases : l'instruction préparatoire, écrite et secrète; l'instruction définitive, orale, publique, contradictoire; 4^o enfin, tous les moyens de s'éclairer que la conscience et la raison peuvent admettre, servent à la conviction du juge qui n'est pas enchaîné par un système de preuves légales. »

Ce système français a servi de modèle aux systèmes de procédure criminelle de la plupart des nations de l'Europe. L'Angleterre, seule, a adopté et conservé le système accusatoire; et, naturelle-

ment, les Anglais l'ont porté avec eux dans leurs colonies, où, cependant, il a reçu des modifications importantes, toujours dans le sens du système inquisitoire. Il résulte de là que si le système anglais s'est répandu au dehors, c'est parallèlement à l'extension de l'influence anglaise dans le monde; tandis qu'au contraire, si les autres nations européennes ont adhéré au système inquisitoire comme il est organisé en France, c'est en raison des seuls mérites de ce dernier.

Cette observation de fait a pour but d'expliquer la portée de la présente thèse. L'auteur se propose de faire ici un examen rapide des institutions les plus saillantes de la procédure criminelle en Angleterre; de faire ressortir la différence qui existe entre le système anglais et le système français; de démêler les raisons pour lesquelles l'Angleterre a adopté le système accusatoire, et s'y est maintenue, en dépit de l'exemple que lui donnaient les autres pays, avec une telle ténacité; de déterminer les modifications successives que le législateur anglais a apportées au système accusatoire pur pour écarter les conséquences de ses défauts; de démontrer que, comme le législateur français a perfectionné le système inquisitoire par des emprunts plus ou moins grands faits au système accusatoire, de même le législateur anglais n'a pas hésité à faire des emprunts, dans les mêmes intentions de perfectionnement, au système

inquisitoire : car les deux systèmes, en apparence si différents, visent tous deux au même but ; il est donc naturel qu'ils tendent à se rapprocher, à se soutenir, et à se mêler l'un à l'autre.

Ces matières feront l'objet des six chapitres suivants :

Chapitre I. L'organisation judiciaire en Angleterre en manière répressive.

Chapitre II. Exercice de l'action publique.

Chapitre III. L'instruction préparatoire.

Chapitre IV. La mise en accusation.

Chapitre V. Les juridictions de jugement définitif.

Chapitre VI. Observations générales.

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION JUDICIAIRE EN ANGLETERRE EN MATIÈRE RÉPRESSIVE.

Bien que l'histoire des tribunaux anglais soit assez compliquée, et bien que ces tribunaux portent aujourd'hui encore quelques traces bizarres de leur origine, le système entier, comme il a été organisé depuis 1873, forme un ensemble assez simple et assez uniforme. Il y a aujourd'hui, pour l'Angleterre et le pays de Galles, une seule Cour suprême investie de la plénitude de la juridiction civile, criminelle, administrative et commerciale, et comprenant deux degrés : la Cour d'appel, fixée à Londres, et la Haute-Cour, dont les juges siègent, tantôt à Londres, tantôt dans l'une des 56 villes où se tiennent les Assises. Comme l'appel en matière criminelle n'existe pas en Angleterre, nous n'avons pas à nous occuper de la Cour d'appel.

On peut disposer les tribunaux répressifs de droit commun dans le tableau suivant.

I. Haute-Cour de justice (*High Court of justice*).

1^o La section du banc de la Reine (*Queen's Bench Division*).

2^o Les Cours d'assises (*Assizes*).

3^o La Cour centrale criminelle (*Central criminal court*).

II. Cours de sessions ou Cours criminelles inférieures (*Sessions*).

1^o Cours de sessions trimestrielles des comtés et des bourgs (*Quarter sessions*).

2^o Cours de juridiction sommaire.

a) Cours de petites sessions (*Petty Sessions*).

b) Cours de police (*Police Courts*).

Outre ces tribunaux de droit commun, il existe encore deux autres tribunaux qui ont une compétence criminelle exceptionnelle, savoir : la Haute-Cour du Parlement, et la Cour des cas réservés à la couronne.

Nous allons dire rapidement quelques mots sur chacune de ces différentes Cours.

1^o La section du banc de la Reine. — Cette Cour est une subdivision, une chambre de la Haute Cour de justice de l'Angleterre, investie d'une compétence complète en matière criminelle; de sorte qu'elle peut juger les crimes les plus graves aussi bien que les contraventions les plus insignifiantes. Elle constitue

donc une juridiction concurrente non seulement à celle des Cours d'assises, mais encore à celle de tous les tribunaux répressifs. Cette Cour est présidée par un juge de la Haute-Cour, siégeant avec le concours d'un Jury.

Bien que théoriquement la compétence de cette Cour soit absolue en matière criminelle, il est rare qu'en fait elle use de son droit pour juger les affaires ordinaires. Elle se réserve pour les procès d'un caractère exceptionnel, exigeant une instruction telle qu'il y ait lieu de craindre que les tribunaux ordinaires ne puissent pas la conduire. La Cour même peut renvoyer devant le tribunal compétent l'affaire dont elle est saisie, si elle estime que cette affaire n'est pas assez importante pour être jugée par elle.

Mais celui de ses droits qu'elle a le plus souvent l'occasion de revendiquer et d'exercer, c'est celui d'évoquer devant elle toute cause criminelle pendante devant n'importe quelle juridiction répressive. Elle peut exercer ce droit d'évocation, soit en agissant officio, soit sur la demande des parties, pour l'un quelconque des motifs suivants :

a) Quand l'action est intentée contre une corporation puissante.

b) Lorsqu'il y a raison de craindre que l'affaire ne soit pas impartialement jugée par le tribunal inférieur.

c) Lorsqu'il y aura à trancher un point de droit d'une difficulté peu ordinaire.

d) Dans tous les cas où il y a cause légitime de soupçon tranchant de l'indépendance du tribunal inférieur.

En un mot, cette Cour est une espèce de Cour de réserve, d'une grande utilité, surtout en cas de panique publique ou d'excitation populaire.

2° La Cour d'Assises. — En dehors de ses audiences à Londres, la Haute-Cour fournit des présidents aux Cours d'assises, siégeant dans les comtés et villes importantes, autre que Londres; ces présidents sont les juges de la Haute-Cour, qui reçoivent un mandat spécial du Souverain, pour chacune des tournées qu'ils font dans les provinces. Ainsi, l'existence de la Haute-Cour est permanente, et réglée par la loi, et les juges y siègent en vertu de leurs titres. Mais les Cours d'Assises sont tenues en vertu d'ordonnances spéciales temporaires, émises suivant les exigences du moment. Dans le cours de chaque année, le territoire de l'Angleterre est ainsi parcouru quatre fois par les juges de la Haute-Cour, désignés à la présidence des assises.

Personne n'ignore les inconvénients de cette justice ambulante, les retards et les pertes de temps qu'elle entraîne. Le dérangement des juges et les incidents de leurs voyages ont fourni un thème inépuisable aux humoristes. Il est impossible d'estimer

à l'avance exactement la durée du procès. Aussi, qu'arrive-t-il? Dans certaines villes, le juge expédie les affaires avant le temps qui lui a été fixé, et se voit réduit à chômer ensuite; dans d'autres villes au contraire, le temps accordé est insuffisant, et comme il faut cependant que le juge et les avocats parlent au moment voulu pour le nouvel endroit indiqué par l'itinéraire, on remet les affaires à la session suivante.

Malgré ces inconvénients, l'institution de la justice ambulante est très populaire en Angleterre, et lorsqu'on a proposé de la supprimer, l'opinion publique, aussi bien dans les provinces qu'à Londres, s'y est opposée. Il est assez difficile de déterminer les causes de cette popularité. Mais on peut dire que c'est là une institution qui date des temps les plus reculés de l'histoire du pays; et que son antiquité compte sans doute pour beaucoup dans le cas qu'on en fait. D'autre part, c'est une institution d'origine purement anglaise, et qui a toujours été regardée par la nation comme la garantie la plus efficace contre les abus des autorités locales. On peut dire aussi que la haute fonction du juge, le fait qu'il est porteur d'un mandat du souverain, dont il est en cette circonstance le représentant, donnent à l'administration de la justice un certain prestige, qui n'est pas sans valeur. Enfin, le juge étant étranger à la localité, et en même temps étranger à ces influences

et jalousies locales qui pourraient rendre difficile le rôle d'arbitre impartial que la loi anglaise lui confie.

3^e Cour centrale criminelle. — Outre les Cours d'assises, tenues dans le pays, comme nous venons de l'indiquer, il existe encore une Cour spéciale, instituée pour le jugement des crimes commis à Londres, ou dans les environs de Londres, ou sur mer : cette Cour s'appelle Cour centrale criminelle. Quoiqu'elle ait à peu près la même compétence qu'une Cour d'assises, sa composition est cependant un peu différente. Comme dans le cas de la Cour d'assises, les débats ont lieu devant un jury ; mais à la différence de la Cour d'assises, celui-ci est assisté de plusieurs juges. La Cour doit être, d'après la loi, présidée par le maire de Londres, et les fonctionnaires suivants peuvent être appelés à siéger avec lui : le haut chancelier, les juges de la Haute-Cour de justice, les échevins de la cité de Londres, les anciens hauts chanceliers, et les anciens juges de la Haute-Cour, et les autres personnes qu'il plaît au souverain de nommer. Telle est la composition de la Cour centrale criminelle suivant la loi. Mais, en réalité, il y a peu de différence entre cette Cour et une Cour d'assises ordinaire. Le maire, habituellement, vient en grande tenue et en grande pompe, pour ouvrir la session, mais il ne reste que peu de temps et seulement comme spectateur ; il se retire ensuite, laissant au juge de la Haute-Cour

qui a été désigné le soin de présider les débats. Cependant, comme la loi exige que deux au moins des fonctionnaires sus-nommés soient présents aux débats, il y a toujours un échevin assis à côté du juge, mais uniquement pour la forme, en spectateur muet et honorifique. Même cette échevin peut être changé plusieurs fois au cours d'une même affaire. Voilà, dira-t-on, de la bizarrerie et même de la puérilité : on en trouve l'explication dans l'histoire de cette Cour. Autrefois, c'était un droit, très apprécié par les citoyens de Londres, d'être jugés par leurs propres juges, c'est-à-dire par une Cour composée du maire et des échevins. Mais la nécessité d'une Cour présidée par un juge expérimenté se fit plus tard sentir ; et, moyennant la solennité de l'ouverture par le maire et la présence passive de l'échevin, la réforme s'accomplit, en même temps que la fiction de l'ancien privilège était maintenue.

4° Cours de sessions. — Ces cours sont probablement l'institution la plus caractéristique de l'organisation judiciaire de l'Angleterre. Ce sont des Cours de justice criminelle inférieures. Elles sont composées de simples citoyens, siégeant avec un jury, qui administrent la justice gratuitement et qui se chargent de ces devoirs, toujours assez onéreux, par esprit de dévouement à la cause publique. Ces magistrats non rétribués sont choisis parmi les personnes qui composent ce qu'on appelle la commis-

sion de paix; c'est, dans chaque comté, un corps de citoyens qui ont prêté serment, devant le souverain ou son représentant, de veiller au maintien de la paix publique. Ces commissions sont recrutées parmi les propriétaires et les personnes influentes du comté. Ceux-ci remplissent des fonctions qui, dans d'autres pays, sont confiées à des fonctionnaires rétribués du gouvernement. Comme mesures de police préventives, ils arrêtent les malfaiteurs, séparent les assemblées turbulentes, surveillent le vagabondage, et ont, en outre, d'autres fonctions administratives indépendantes de celles qui se rattachent à la procédure criminelle. Ils jouent un rôle important dans l'instruction des crimes, qui sera ci-dessous l'objet d'un chapitre spécial. Enfin, ils composent, comme nous l'avons dit, une Cour de justice, dite Cour de sessions.

Les Cours de sessions se subdivisent en trois catégories :

1° Les Cours trimestrielles de comtés, où les juges de paix siègent sous la présidence de l'un d'eux, élu par eux, avec le concours d'un jury.

2° Les Cours trimestrielles de bourgs, dont la composition est à peu près la même que celle des précédentes, avec cette différence, cependant, que la présidence est confiée à un fonctionnaire rétribué et permanent.

3° Les Cours de petites sessions ou Cours de juri-

diction sommaire, qui se subdivisent elles-mêmes en deux catégories. — *a*) Les Cours de petites sessions proprement dites, qui existent dans toutes les parties du royaume et qui sont tenues par deux ou plusieurs juges de paix ou magistrats non rétribués; — *b*) Les Cours de police, qui remplissent, dans quelques grands centres tels que Londres, le rôle des Cours de petites sessions, et qui sont tenues par un magistrat unique, rétribué, dont la nomination a été nécessitée par la trop grande abondance des affaires.

Les tribunaux de juridiction sommaire ont un double rôle à remplir : ils procèdent à l'instruction des affaires qui doivent être soumises au jury; et, en outre, ils jugent directement les affaires de minime importance. On doit remarquer que, comme les juges des Cours de juridiction sommaire siègent seuls et sans le secours d'un jury, leurs décisions sont sujettes à l'appel par-devant les Cours trimestrielles.

Si maintenant l'on nous demandait de définir la compétence de ces tribunaux, nous nous trouverions embarrassé pour le faire en quelques mots, par la raison qu'il n'existe pas, dans la loi anglaise, de classification régulière des infractions à la loi pénale. La seule qui existe est la suivante, qui range ces infractions en trois catégories :

1° Les trahisons,

2° Les félonies (crimes),

3° Les misdemeanours (délits et contraventions).

Toutefois, cette division n'a aucune signification relativement à la compétence des diverses Cours non plus qu'à l'échelle des châtiments. En effet, elle se rapporte à un état de choses qui a depuis longtemps disparu. La trahison est un crime commis contre le pouvoir souverain. Un crime ou félonie est une infraction punie autrefois par la mort ou par la confiscation des biens. Toute autre infraction est un délit. Mais comme la condamnation pour félonie n'entraîne plus la confiscation, et comme le nombre des infractions punies de la peine de mort a beaucoup diminué, cette classification a cessé d'avoir une signification. La seule qui serait en rapport avec l'état actuel des diverses Cours serait la suivante :

1° *Indictable offences*, c'est-à-dire les crimes et délits qui doivent être présentés par un jury d'accusation, lequel existe encore aujourd'hui en Angleterre.

2° Les crimes et délits qui n'ont pas besoin de cette présentation.

La première catégorie est de la compétence de la Cour d'assises ou des Cours trimestrielles de sessions, suivant la gravité du crime. La deuxième catégorie est de la compétence des Cours de juridiction sommaire. Il se peut que cette matière assez

obscur s'éclaircisse à la lumière de l'histoire du développement de ces Cours. Voici donc rapidement cet historique.

Les Cours trimestrielles siégeant avec un jury formaient autrefois la juridiction pénale de droit commun du pays; elles étaient, par cela même, compétentes pour juger toutes les infractions. Puis, d'abord par une cession volontaire, consacrée ensuite par une disposition nouvelle de la loi, il a été établi que les crimes les plus graves, c'est-à-dire les crimes punis par la peine de mort et par les travaux forcés, ainsi que les affaires qui pourraient soulever des questions de droit d'une délicatesse peu ordinaire, seraient retirées des Cours trimestrielles pour être données à la Cour d'assises. D'un autre côté, les infractions d'une importance minime étaient également retirées des Cours trimestrielles pour être attribuées aux Cours de juridiction sommaire.

Cette confusion de compétences fait le désespoir de l'étudiant anglais qui songe avec envie à la division claire et logique du Code français. Le Code français divise les infractions en crimes, délits, contraventions, division basée sur la gravité de l'infraction, et correspondant à une division analogue des peines, basée aussi sur la gravité de celles-ci. Cette classification correspond encore aux trois catégories de tribunaux répressifs : Cours d'assises, tribunaux

correctionnels et tribunaux de simple police. Pour mettre cette classification à peu près en rapport avec la classification anglaise, disons tout de suite que, dans le courant de cette thèse, nous désignerons sous le nom de « crimes » les infractions du droit pénal anglais qui sont de la compétence des Cours d'assises; sous le nom de « délits », les infractions de la compétence des Cours trimestrielles de sessions; et sous le nom de « contraventions », les infractions de la compétence des Cours de juridiction sommaire.

Pour aider le juge de paix dans ses fonctions de conservateur de la paix, la loi anglaise a placé entre ses mains un instrument destiné à prévenir les crimes. En général, les législateurs ont considéré qu'il serait futile de chercher à prévenir des crimes par des moyens directs et ils ont compté seulement sur des moyens indirects, tels qu'une police active et vigilante, des poursuites énergiquement conduites et, surtout, l'élévation du niveau moral du peuple par le moyen de l'instruction publique. Seul, le législateur anglais a essayé d'atteindre directement ce but par une disposition en vertu de laquelle la personne soupçonnée d'être sur le point de commettre quelque infraction ou dont la conduite laisse quelque chose à désirer ou à craindre peut être obligée à signer une promesse, garantie par des cautions, que l'infraction qu'on appréhende n'aura pas lieu de son fait. Ces promesses sont de deux

sortes : *a)* garantie de ne pas troubler la paix publique; — *b)* garantie de mener une bonne conduite.

a) — Garantie de ne pas troubler la paix publique : lorsqu'un citoyen craint, soit à la suite de menaces, soit dans toute autre circonstance, qu'un autre citoyen lui nuise, il peut se présenter devant le juge de paix et exposer, sous serment, ses craintes, en les justifiant. Le juge de paix, s'il estime qu'il y a lieu de donner suite à cette demande, cite devant lui l'accusé et peut l'obliger à signer une obligation. Ce document est de la nature d'une promesse conditionnelle de paiement, garantie par des cautions; la condition se réalise si, dans un temps déterminé, le signataire trouble la paix publique en général, ou, spécialement, nuit au plaignant. Dans ce cas, il devient débiteur envers l'État de la somme qu'il a promise en garantie, et les autorités peuvent faire saisir ses biens; cela, bien entendu, indépendamment de la peine que comporte son infraction à la loi pénale. Si une personne, accusée dans ces circonstances, se trouve dans une situation de fortune telle qu'elle ne puisse pas fournir cette garantie en argent, elle peut être emprisonnée, comme mesure préventive, pour un temps qui ne doit pas dépasser douze mois. Le juge de paix peut aussi agir d'office contre quiconque menace, en sa présence, de tuer ou de frapper une

autre personne ou s'engage dans des disputes ou discussions d'un caractère agressif ou porte des armes dangereuses contrairement aux nécessités de son état ou contrairement à son habitude.

b) Garantie de bonne conduite : Cette promesse, conçue dans les mêmes termes que la première, peut être exigée sur la demande d'un particulier, ou d'office par le juge de paix, pour tout acte, non seulement contraire à la paix publique mais aussi contraire aux bonnes mœurs, et en fait contre toute personne qui ne jouit pas d'une bonne réputation. Cette condition si peu précise seule imposée au juge de paix laisse trop facilement place à des abus d'autorité, et fait ainsi de l'exercice de ce pouvoir une source permanente de dangers pour la population. Aussi, aujourd'hui, bien que cette loi soit encore en vigueur, l'opinion publique s'oppose à ce que les juges l'appliquent, sauf dans les cas où l'infraction visée est très grave et les craintes très bien fondées, et dans le cas aussi où une personne a été condamnée déjà pour une infraction, et où il y a de bonnes raisons de croire qu'elle va récidiver.

Tel est le système de la justice préventive organisé en Angleterre. Il a été l'objet d'éloges de la part de quelques auteurs étrangers. « Les Anglais, dit M. Guérin dans son « Etude sur la procédure criminelle en Angleterre et en Ecosse », ont élaboré sur ce point délicat un ensemble de règles vraiment

pratiques, donnant les meilleurs résultats et dignes à tous égards d'être adoptées par d'autres nations, notamment dans notre pays où le juge est, comme chacun sait, impuissant à prévenir les tentatives coupables qu'il y a lieu d'appréhender contre les personnes ou contre les propriétés. »

Mais le système anglais présente cependant beaucoup d'inconvénients. Alors qu'on peut douter fortement de son efficacité comme mesure préventive, il place entre les mains des citoyens et des autorités le moyen de satisfaire des passions personnelles en ayant l'air de remplir un devoir public. Il a, en outre, comme la base en est une peine pécuniaire, l'inconvénient de n'atteindre que ceux qui, en raison de leur état de fortune, sont véritablement punis par la nécessité de payer la somme qu'ils ont promise en garantie. D'autre part, c'est un principe que le législateur ne doit pas frapper d'une peine des actes qui peuvent n'être pas préparatoires d'un crime, excepté dans des cas formellement déterminés, où le doute n'est pas possible; et que, pour mettre en mouvement la loi pénale, il faut un acte qui soit au moins un commencement d'exécution. Or, la loi anglaise viole ce principe en frappant d'une peine des actes qui peuvent ne pas mériter de l'être ainsi que des paroles dites dans un moment d'emportement passager, et une conduite qui peut n'être qu'un accident dans la vie d'une personne.

Le législateur français ne s'est pas tout à fait désintéressé de la question de la justice préventive. Les art. 269 à 273 du Code pénal, sur le vagabondage, peuvent être regardés comme des dispositions de cette nature. Mais, pour justifier l'application de ces articles, la loi n'exige pas une déclaration établissant qu'un crime ou délit est à craindre. Il suffit que la personne visée et qu'on veut constituer en état de vagabondage n'ait « ni domicile certain ni moyens de subsistance, et n'exerce habituellement ni métier ni profession ». La loi regarde cette manière de vivre comme une offense à la société, et veut la frapper d'une peine. D'un autre côté, cette disposition est aussi préventive, parce qu'une telle vie est une source fertile en tentations mauvaises. Mais il est bien entendu que les peines pour vagabondage ne sont appliquées qu'après un débat, comme pour toute autre infraction. Faustin Hélie fait ressortir le double objet de cette disposition dans le passage suivant de son magistral ouvrage :

« C'est que le vagabondage, « dit le grand criminaliste », est moins un fait criminel en lui-même qu'un genre de vie que la loi a voulu réprimer en raison de ses périls. Ce qu'elle a voulu atteindre, c'est une certaine position, des penchants vicieux, des habitudes dangereuses de l'agent. Par cela seul que le vagabond est sans profession et dénué de ressources, la société s'inquiète à juste titre; elle

prévoit qu'il sera conduit, par ses besoins et son oisiveté, à se réunir aux malfaiteurs, à commettre des délits ou des crimes. Le vagabondage, à ses yeux, est un acte préparatoire plutôt qu'un délit accompli; de là, la nécessité de déclarer que la loi considère ce fait, quelle que soit sa nature et même isolé de toute circonstance concomitante, comme un véritable délit. Toutefois, il ne faut pas exagérer le caractère préventif de cette répression. Sans doute le vagabondage est en partie puni en raison des actes auxquels il peut entraîner l'agent; mais ce serait une erreur que de n'y voir qu'un acte préparatoire. La société a créé à l'homme des obligations et des devoirs; l'un de ces devoirs est de ne pas devenir une charge pour le corps social; or, s'il l'enfreint en se livrant à une vie fainéante et oisive; si, privé de ressources, il méconnaît la loi de travail, il n'y a pas seulement en lui une disposition dangereuse, il y a une sorte d'immoralité. »

Avant d'abandonner cette matière, il serait bon de dire quelques mots sur le grand rôle que les citoyens non rétribués jouent dans l'administration de la justice en Angleterre, et qui est peut-être le trait le plus saillant du système anglais. D'abord, il faut se souvenir que les droits publics, en Angleterre, ne sont pas exposés et consacrés par une constitution écrite, ou par une déclaration solen-

nelle, comme cela existe en France. Ces droits ont été souvent arrachés aux mains du pouvoir central, et consacrés par des coutumes tenant lieu de lois, et dont les applications sont confiées aux tribunaux. Il est naturel alors que les citoyens tiennent à conserver entre leurs mains ou entre les mains de leurs représentants ces institutions judiciaires, qui sont presque la seule garantie de leurs droits. Ce système a de plus l'avantage d'intéresser à l'administration de la justice une classe qui, dans un pays démocratique, a de plus en plus tendance à se retirer et à se désintéresser des affaires publiques : nous voulons dire la classe des grands propriétaires et des grands industriels ou commerçants. D'autre part, c'est un système véritablement trop économique pour que l'Etat n'ait pas tout intérêt à le conserver tel. Enfin, il offre encore ce dernier avantage d'affermir la confiance du public en l'impartialité de ces juges qui remplissent leurs fonctions avec désintéressement.

On reproche à ce système, d'abord que les magistrats n'ont pas fait des études assez sérieuses de droit. A cet inconvénient, on a remédié en attachant à chaque Cour de sessions ce qu'on appelle un clerc de sessions, qui est en général un ancien avocat ou avoué, rétribué, et mis à la disposition des juges. En outre, ce ne sont pas, en général, des questions de droit que ces juges ont à trancher, mais plutôt

des questions de fait, pour la résolution desquelles leurs connaissances pratiques sont aussi précieuses qu'une connaissance profonde des délicatesses du droit.

On reproche en outre aux juges de rendre des sentences entre lesquelles on constate des écarts considérables, et de juger avec beaucoup plus de sévérité les infractions qui atteignent les biens que celles qui atteignent les personnes. Il nous paraît que ce reproche est injuste. Si ces écarts entre les sentences rendues existent réellement, la faute en est à la grande liberté que le législateur anglais a laissée aux juges en matière d'application des peines. Quant à la plus grande protection accordée à la propriété, c'est encore au législateur qu'il faut en faire remonter la responsabilité, parce que, dans la loi anglaise, les biens sont beaucoup mieux protégés que les personnes; c'est un reste de l'origine féodale du système, alors que la protection de la personne était abandonnée à chaque individu lui-même et ne nécessitait pas d'être minutieusement assurée par la loi.

Avant de terminer ce chapitre, il nous faut dire quelques mots des tribunaux répressifs d'exception.

1^o La Haute-Cour du Parlement. — En Angleterre, le Parlement se compose de deux Chambres : la Chambre des Pairs et la Chambre des Communes. La Chambre des Pairs a des fonctions judiciaires

très étendues; mais nous n'avons à nous occuper ici que de sa compétence criminelle. Elle peut être saisie de deux manières en matière criminelle :

a) D'abord, par la Chambre des Communes, qui, comme corps, a le droit de poursuivre, par-devant la Chambre des Pairs, n'importe quel citoyen. Dans ce cas, la Chambre des Pairs est juge et la Chambre des Communes accusateur. Naturellement, ce pouvoir est très rarement exercé. Dans le courant de l'histoire, il a été employé à frapper les favoris des rois, les hauts fonctionnaires qui ont trahi leur mandat. Devant ce tribunal, l'accusé est considéré comme responsable de ses actes, et ne peut en rejeter la responsabilité sur le souverain.

On peut comparer cette compétence à la disposition de l'art. 9 de la loi constitutionnelle de la France du 24 février 1875, qui est ainsi conçu : « Le Sénat peut être constitué en Cour de justice pour juger soit le Président de la République, soit les ministres, et pour connaître des attentats commis contre la sûreté de l'Etat. » Cette disposition est complétée par l'art. 12 de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, qui porte : « Le Président de la République ne peut être mis en accusation que par la Chambre des députés, et ne peut être jugé que par le Sénat. Les ministres peuvent être mis en accusation par la Chambre des Députés pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions. En ce

càs, ils sont jugés par le Sénat. Le Sénat peut être constitué en Cour de justice par un décret du Président de la République, rendu en Conseil des ministres, pour juger toute personne prévenue d'attentat commis contre la sûreté de l'État. Si l'instruction est commencée par la justice ordinaire, le décret de convocation du Sénat peut être rendu jusqu'à l'arrêt de renvoi. Une loi déterminera le mode de procéder pour l'accusation, l'instruction et le jugement. »

b) C'est un privilège d'un pair ou d'une pairesse, comme de tout autre citoyen, d'être jugé par ses pairs. En vertu de ce principe, en matière répressive, les pairs sont justiciables de la Chambre des Pairs, qui, à cette occasion, se transforme en tribunal. Ce droit est encore un reste de l'origine féodale du système. Il est, du reste, très rarement exercé, à cause du petit nombre de pairs qu'il y a en Angleterre.

2° La Cour des cas réservés à la Couronne. — Cette Cour ressemble quelque peu à une Cour de cassation. Les points par où elle s'en distingue ressortiront d'eux-mêmes de l'exposition de sa compétence. Si, dans un débat quelconque, devant n'importe quelle Cour, une question de droit se lève, telle que le juge ne croit pas devoir la trancher définitivement de sa propre autorité, il renvoie l'affaire devant la Cour des cas réservés à la Cou-

ronne. Il suspend alors l'exécution du jugement en attendant la décision de celle-ci. Elle est composée de cinq juges de la Haute Cour. Elle peut infirmer ou confirmer le jugement de la première Cour ou renvoyer l'affaire devant un autre tribunal où elle sera jugée de nouveau. Ce qui distingue donc cette Cour d'une Cour de cassation, c'est que le pourvoi ne peut y être formé qu'avec le consentement du juge du premier tribunal.

CHAPITRE II

L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE

L'exercice de la justice criminelle doit, dans la nature des choses, se décomposer en trois phases successives : la police judiciaire, qui recherche les délits et crimes; l'instruction, qui en rassemble les preuves, et en livre les auteurs aux tribunaux; et le jugement, qui apprécie ces preuves et statue sur le sort des accusés.

Le sujet du présent chapitre est l'examen de la recherche des délits et crimes. Nous allons voir à qui, dans chacun des deux systèmes anglais et français, le législateur a confié cette mission, une des plus importantes pour le maintien de la tranquillité de la vie sociale. Une infraction à la loi criminelle a été commise, à qui incombera-t-il, dans chacun des deux systèmes, d'en saisir l'auteur, et de l'amener devant les juges?

Le législateur anglais, avec une confiance dans la

démocratie qu'il ne montre pas toujours, dit qu'on peut laisser cette fonction aux citoyens mêmes, comptant, ou sur l'intérêt général que chaque citoyen doit avoir à maintenir la paix publique et à favoriser l'exercice de la justice, ou sur l'intérêt personnel qu'ont les personnes lésées par ces infractions à ne pas laisser échapper le coupable. Tout citoyen anglais, qu'il soit ou non partie lésée, a le droit, en principe, de dénoncer et même d'amener devant la justice la personne qui viole la loi pénale, quelque grave ou quelque insignifiante que soit l'infraction commise. Nous verrons que les officiers de police exercent très souvent ces fonctions; mais, dans ce cas, ou bien ils ne sont que les auxiliaires des citoyens, ou bien ils poursuivent, au même titre que leurs concitoyens, sans jouir de pouvoirs plus étendus que ceux qui leur sont accordés. En outre, on suppose que la poursuite du coupable est entreprise par les citoyens en dehors de tout mobile intéressé, et uniquement dans le but d'aider au châtimement des malfaiteurs et au maintien de la paix publique. Le citoyen agit en vertu d'un pouvoir tacitement délégué par le souverain. En effet, pour les grands crimes, les poursuites sont dirigées au nom du souverain, le nom du particulier accusateur n'étant jamais prononcé. Et, comme pour affirmer le caractère désintéressé de la poursuite, le poursuivant, fût-il la partie lésée, ne peut pas adjoindre à

la demande de l'application de la peine une demande en dommages-intérêts pour le tort que l'infraction a pu lui causer; il n'y a pas en Angleterre, comme en France, ce qu'on appelle « partie civile ».

Pour assurer l'exercice de ce droit de poursuites privées, le particulier a des pouvoirs assez étendus d'arrestation. De tels pouvoirs sont nécessairement concomitants au système accusatoire. Dans le cas où un crime ou délit est commis en présence d'un particulier, ce que la loi française appelle « cas de flagrant délit », celui-ci peut et même doit arrêter le coupable, sous peine d'amende ou d'emprisonnement, s'il ne peut justifier ensuite son abstention. De même, il peut forcer une porte et violer un domicile pour atteindre ce but. Ce qui est encore plus remarquable, c'est que le citoyen privé peut arrêter sans mandat, sur un simple soupçon raisonnable de crime. Mais, dans ce cas, il arrête la personne soupçonnée à ses risques et périls; car il peut ensuite être l'objet d'une action en dommages-intérêts, à moins qu'il ne puisse donner des preuves suffisantes de sa bonne foi.

On remarquera que ce droit d'arrestation sans mandat est plus étendu que l'obligation imposée par l'art. 406 du Code français d'instruction criminelle. Cet article dit : « Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne sera tenue de saisir le prévenu surpris en flagrant délit, ou pour-

suivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le procureur du roi, sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante. » Nous voyons qu'ici le législateur n'impose la saisie du malfaiteur qu'en cas de flagrant délit, et que de plus cette obligation demeure sans sanction. Cependant, et bien que l'obligation imposée par la loi anglaise soit plus étendue, elle se réduit en pratique à peu près à la même chose que l'obligation imposée par la loi française : en Angleterre, il est rare qu'un malfaiteur soit arrêté par des particuliers, de même qu'il est rare qu'un citoyen soit puni pour ne pas avoir arrêté un malfaiteur.

Les officiers de police ont naturellement les mêmes obligations et devoirs, en ce qui regarde l'arrestation des malfaiteurs, que les citoyens privés ; mais, en outre, hors des peines légales dont leur négligence peut les rendre passibles, ils peuvent être aussi frappés d'une peine administrative. Ils doivent, sur une dénonciation du crime ou délit, qui leur paraît fondée, procéder à l'arrestation de la personne indiquée par le dénonciateur. Ils jouissent enfin, eux aussi, de la plus grande latitude dans l'arrestation sur simple soupçon.

Le particulier qui veut mettre en mouvement la loi pénale, et qui ne veut pas ou qui ne peut pas

arrêter personnellement un coupable, peut obtenir du juge de paix un mandat de comparution qui sera exécuté par un agent de police, sur sa demande. A ce propos, le particulier doit déclarer devant le juge de paix, et sous serment, qu'un crime ou délit a été commis, et qu'il croit que la personne qu'il visé en est l'auteur, cela en justifiant ses soupçons par les raisons qui les ont fait naître. En pratique, ces mandats sont pour la plupart lancés sur la demande de la police qui, en cette matière, est soumise aux mêmes formalités que les citoyens privés.

Ce devoir et ce droit d'accusation privée, accordé et imposé à chaque citoyen, peut se comparer au droit de porter plainte, accordé à la partie lésée par une infraction pour l'art. 63 du Code français d'instruction criminelle : « Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction », ou à l'obligation de dénoncer imposée par l'art. 30 du même Code : « Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera tenue d'en donner avis au Procureur du Roi. » Mais il y a cette différence radicale entre l'accusateur anglais et le plaignant ou dénonciateur français, que le premier, une fois son accusation faite, doit la soutenir; c'est à lui à réunir les preuves pour les présenter au juge; par son accu-

sation même, il endosse la responsabilité des poursuites subséquentes. Tandis qu'en France, une fois la dénonciation déposée, c'est au ministère public de continuer, s'il y a lieu.

En ce qui concerne le système accusatoire, il n'y a pas, théoriquement, de garantie plus efficace pour l'application de la loi, que ce fait que chaque citoyen peut, dans toute circonstance, par une demande de poursuites, vérifier légalement si la conduite d'un autre citoyen est oui ou non en conformité avec la loi. Mais on peut se demander si l'intérêt des citoyens dans les affaires de l'Etat est assez vif pour qu'on puisse se reposer sur lui du soin d'assurer et de maintenir le respect de la loi. Dans un Etat moderne, les intérêts privés sont tellement nombreux et tellement absorbants qu'ils risquent de l'emporter sur les intérêts généraux. Avec le développement d'une société, l'organisation du gouvernement doit nécessairement se compliquer, et la procédure à suivre pour amener en justice les malfaiteurs devenir moins simple. Le juge est aujourd'hui séparé du citoyen par les retards que nécessite le grand nombre des affaires et par les longueurs de la procédure. Dans ces conditions, un particulier, même lésé par une infraction, montrerait des qualités d'absolu désintéressement qui ne sont guère dans la nature humaine, s'il ne faisait pas, avant de se décider à porter plainte, le calcul de la perte de

temps à laquelle il s'expose, et s'il ne se résignait presque toujours à supporter en silence le préjudice qu'on lui a causé plutôt que de s'en attirer de lui-même un plus grand par le seul exercice de ses droits. La loi criminelle risque ainsi de rester lettre morte, si l'immunité est acquise aux malfaiteurs. Il suit de là que tôt ou tard chaque Etat se trouve forcément amené à s'occuper lui-même de la poursuite criminelle, en simple mesure de préservation. L'Angleterre, non moins que les autres pays, a ressenti ce besoin, et tout en conservant la forme extérieure du système accusatoire, elle a essayé d'en atténuer les inconvénients par des moyens que nous allons indiquer.

Il résulte de nos observations précédentes qu'il existe trois obstacles principaux à l'application de ce système, c'est qu'il devient facilement un instrument de chantage, ou qu'il favorise le jeu des rancunes personnelles, ou enfin qu'il se heurte à l'apathie fondée sur l'égoïsme. Pour prévenir le chantage, on compte sur la sévérité des peines avec lesquelles ce délit est frappé par la loi anglaise. Quant aux poursuites déterminées par malveillance personnelle, en cas d'acquiescement, l'accusateur peut se voir condamné en dommages intérêts par un tribunal civil. Tels sont les deux moyens sur lesquels le législateur anglais compte pour écarter les passions personnelles et le chantage des mobiles des poursuites.

Mais l'indifférence des citoyens, qu'elle soit fondée sur la paresse ou sur le calcul intéressé, est un obstacle encore plus grave à l'application efficace du système accusatoire. Cette indifférence peut se manifester de trois façons : par une transaction faite avant ou pendant les poursuites, par un désistement des poursuites déjà entamées ou par une abstention de toute action. Le législateur anglais a essayé de parer à ces inconvénients par les dispositions suivantes :

a) La transaction en matière répressive est elle-même un délit; toute personne se rend coupable de ce délit, qui pour un équivalent pécuniaire, s'engage à ne pas poursuivre ou à être indulgente dans des poursuites déjà commencées.

b) Est également considéré comme délit le fait d'accepter une récompense pour avoir rapporté ou fait rapporter des objets volés.

c) Les poursuites une fois intentées, le plaignant ne peut plus se désister qu'avec le consentement du tribunal de l'affaire.

Ces dispositions, dans une certaine mesure, préviennent les transactions et les désistements. Mais, comme nous l'avons dit, il reste encore l'abstention des citoyens, basée sur l'indifférence ou sur le calcul intéressé. Le législateur anglais a essayé de surmonter cet obstacle par plusieurs moyens. Chacun de ces moyens constitue une atteinte grave portée à la pureté du système accusatoire. Ce sont des pour-

suites permises ou imposées à des fonctionnaires publics ou à des corporations de particuliers. Nous allons parler : 1° Des poursuites intentées à l'initiative de la police; 2° de la création du poste de Directeur des poursuites; 3° des poursuites intentées par des corporations; 4° des poursuites intentées par des Administrations de l'Etat.

1° Poursuites intentées par la police. — En matière de crimes, il y a longtemps que la police a cessé d'être le simple auxiliaire du public. Quoique en théorie le système ancien soit laissé intact, en pratique, quand il y a crime, c'est toujours la police qui agit sans attendre l'initiative des particuliers. Lorsqu'il y a mort d'homme, la police prévient le « coroner », c'est-à-dire un fonctionnaire spécialement chargé de la recherche des causes de toute mort violente ou soupçonnée telle. S'il n'y a pas mort d'homme, la police recherche et arrête le coupable pour l'amener devant la justice. S'agit-il même d'un simple délit intéressant l'ordre public, c'est encore la police qui agit : de sorte qu'il n'y a que les délits d'un intérêt privé et les contraventions dont les poursuites soient laissées à l'initiative des citoyens privés. Mais le rôle de la police n'est pas terminé quand elle a amené l'accusé devant la justice. C'est à elle qu'il incombe de rechercher les preuves, de présenter les témoins, et, en général, de conduire les poursuites jusqu'à ce que le juge-

ment définitif soit rendu. En un mot, elle remplit les fonctions qui, en France, sont partagées entre les officiers de police, le ministère public et les juges d'instruction, ainsi que nous l'expliquerons en parlant de l'instruction criminelle. On ne doit pas supposer que ces fonctions délicates, qui exigent certaines aptitudes spéciales, soient confiées aux agents de police ordinaires, employés dans la prévention des crimes ou dans le maintien de la paix. Il a été créé sous le nom de « Criminal investigation Department », un corps d'officiers de police, ayant l'expérience et les aptitudes spéciales pour l'investigation des crimes, sous les ordres de chefs d'une éducation, d'une intelligence supérieures.

On peut comparer la police en Angleterre, agissant en la qualité ci-dessus indiquée, avec le ministère public en France. En premier lieu, il faut se rappeler que les officiers de police n'ont aucun privilège, aucun pouvoir, aucun droit, qui ne soit pas exercé par un particulier; c'est plutôt dans leur capacité comme citoyens qu'ils remplissent ces fonctions. En France, au contraire, le ministère public a exclusivement le droit d'exercer l'action publique. En outre, la police en Angleterre ne prétend à aucune connaissance spéciale de droit; et si, dans le courant de l'instruction d'une affaire, elle rencontre un point de droit à élucider, elle a recours pour cela à des hommes de loi, comme pourrait le

faire tout particulier. Lors des débats de l'affaire, la police est représentée par un avocat spécial. Au contraire, le ministère public, en France, se compose d'hommes de loi qui eux-mêmes présentent les affaires aux juges. En Angleterre, c'est la police, dans la personne du Ministre de l'intérieur, que le citoyen rend responsable de toute négligence dans la répression des crimes : ce contrôle est exercé par les mandataires du public.

2° Le Directeur des poursuites. — On s'est inspiré bien plus encore du système inquisitoire par l'institution, en 1886, du poste de Directeur des poursuites. Celui-ci est un homme de loi à qui la police peut recourir lorsqu'il s'agit des grands crimes, surtout de crimes passibles de la peine de mort. En outre, le Directeur lui-même agit d'office dans les cas où, par la rumeur publique ou par la transmission d'un dossier, il vient à sa connaissance qu'un crime ou délit a été commis, d'un caractère tel que l'intérêt public exige des poursuites rigoureuses, ou encore quand les poursuites nécessiteront de grands frais, ou menacent d'être exceptionnellement difficiles ; et, en général, dans toutes les circonstances où une action puissante paraît indispensable à la bonne marche des poursuites. Le Directeur des poursuites est un homme de loi et il a près de lui un personnel d'avocats et d'avoués spécialement mis à sa disposition pour faciliter sa

tâche. Mais la création de ce poste est loin de doter l'Angleterre d'une institution semblable au ministère public du système français. En effet, comme la police, ce fonctionnaire n'a pas de pouvoirs spéciaux qui ne soient pas possédés par n'importe quel citoyen.

3° Poursuites intentées par des sociétés privées. — Il existe, en Angleterre, des sociétés puissantes formées dans le but d'entreprendre des poursuites contre certains actes qui déplaisent spécialement à leurs membres : telles la « Société protectrice des enfants et des femmes », et la « Société protectrice des animaux ». Les membres de ces sociétés, par leurs cotisations volontaires, fournissent les moyens de poursuivre les auteurs des actes dont la société vise spécialement la répression.

4° Poursuites intentées par des administrations de l'Etat. — Chacun des départements de l'État, tels que les Postes, les Télégraphes, les Douanes, a organisé des bureaux, avec des avocats et des agents de police spéciaux, qui s'occupent de la répression des faits particulièrement préjudiciables à leurs intérêts.

Tel est l'ensemble des institutions par lesquelles on a tenté de remédier aux inconvénients de l'absence d'un ministère public en Angleterre. Nous allons donner un bref aperçu de cette dernière institution pour faire ressortir combien les institutions an-

glaises sont loin d'offrir les mêmes avantages et la même efficacité.

En France, l'exercice de toute poursuite est confié à un corps de magistrats nommés à cet effet par le pouvoir exécutif et dépendants de lui.

La loi a donné pour bases à l'organisation du ministère public un principe qui en fait la force : le principe de l'unité hiérarchique. Les procureurs généraux, les avocats généraux, les substituts du procureur général, les procureurs de la République, leurs substituts, les commissaires de police, les maires et adjoints, tous fonctionnaires du ministère public, sont unis entre eux par une ligne hiérarchique qui aboutit au Ministre de la justice, et qui permet à celui-ci, à titre de représentant direct du pouvoir exécutif, de communiquer à l'exercice de l'action publique la puissance de l'unité. Et il est armé dans cette intention d'un pouvoir de discipline. (Garraud, p. 409). Le ministère public forme une partie intégrante de toute juridiction répressive. Aucune audience ne peut être tenue valablement sans la présence d'un de ses membres. Et il y a de plus correspondance entre chacun des fonctionnaires du ministère public et chacune des diverses juridictions pénales. On donne aux membres du ministère public qui exercent l'action publique devant la même juridiction le nom de « parquet » de cette juridiction. Et chaque parquet est fort de

son unité morale due à la solidarité de ses membres.

En exerçant l'action publique, le ministère public exerce des fonctions à lui déléguées par la société. Aussi, une fois une infraction commise dans les conditions où la société parlant par son représentant légal demande la poursuite de l'auteur, en un mot, dans tous les cas où, suivant la loi, le ministère public doit exercer l'action publique, il n'a pas la même liberté d'action qu'un citoyen privé : il ne peut ni transiger, ni se désister, ni, après un premier acquittement, se refuser à l'appel s'il estime que les charges qu'il a réunies demandent une condamnation.

Le ministère public est composé de magistrats qui, comme tels, doivent avoir une liberté complète pour agir suivant leur conscience, de sorte qu'ils ne sont pas obligés de poursuivre sur toutes les plaintes et dénonciations. Ils peuvent s'abstenir quand ils trouvent que la plainte ou dénonciation est mal fondée. Ce serait évidemment donner cours à des poursuites très nombreuses et souvent inconsidérées que d'obliger le ministère public à agir toutes les fois qu'une plainte lui serait portée. Il est plus conforme au texte et à l'esprit de la loi qui, au lieu d'abandonner l'action publique à tous les citoyens, en a sagement réservé l'exercice à des magistrats, de laisser à ceux-ci le droit d'apprécier la valeur des plaintes et l'opportunité des poursuites; leur rôle

serait amoindri et leur dignité blessée, s'ils étaient forcés de mettre docilement et sans examen leur ministère au service de toutes les passions personnelles, toujours si haineuses et souvent si aveugles.

Voilà l'esprit de la loi. La grande objection qu'on fait à ce système est que le ministère public, étant sous la dépendance du pouvoir exécutif, pourrait servir d'instrument d'abus entre les mains de ce pouvoir, et aussi que, n'étant composé que d'hommes, il est exposé à des tentatives de corruption de la part des particuliers, ou à succomber sous l'influence de ses propres faiblesses. Ces abus pourraient se manifester de deux manières : ou par la témérité des poursuites, ou par l'inaction volontaire. Dans le premier cas, on répond que les citoyens peuvent se fier à l'indépendance, à l'intelligence et à la conscience des juges, qui apprécient en toute liberté les accusations portées devant eux par le ministère public. Mais les juges ne peuvent rien pour vaincre, le cas échéant, l'inaction du ministère public. Aussi le législateur français n'a pas manqué d'organiser toute une série de garanties, tendant toutes à ce même résultat.

D'abord, il est permis à la partie civile, c'est-à-dire au citoyen lésé par l'infraction, de mettre en mouvement l'action publique indépendamment du ministère public. Nous lisons aux art. 143 et 182 du Code d'instruction criminelle que, en matière de simple

police et en matière correctionnelle, la partie civile peut citer directement le prévenu devant le tribunal de répression compétent; et par cette citation, elle saisit ce tribunal tant de l'action publique que de l'action civile. Et le tribunal est obligé de juger après avoir entendu le ministère public dans ses conclusions.

Aussi, en matière de crime, nous lisons à l'art. 63 du même Code, que toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction. Cette disposition a été interprétée dans ce sens, que le juge d'instruction est saisi, par la constitution de la partie civile, à la fois de l'action publique et de l'action civile; et il doit commencer l'instruction et prendre une décision alors même que le ministère public est d'avis qu'il n'y a pas lieu d'informer. Il est bien entendu que le juge ne peut rendre son ordonnance qu'après avoir communiqué la plainte au ministère public, qui peut prendre dans sa pleine liberté ses réquisitions, conclure même à l'abstention de poursuites qu'il juge mal fondées.

Ce droit de la partie lésée de mettre en mouvement l'action publique indépendamment du ministère public est connu sous le nom de « citation directe ». Par cette disposition, le législateur français a dérogé un peu aux principes de son système, et se rapproche du système accusatoire. Mais il faut

remarquer que, même dans ce cas, ce n'est pas, comme en Angleterre, la partie lésée qui peut exercer l'action publique et conduire les poursuites; elle a seulement le droit de provoquer l'exercice de cette action, qui demeure la prérogative des fonctionnaires à qui la loi l'a confiée.

En principe, les tribunaux de répression ne peuvent pas enjoindre au ministère public d'exercer des poursuites : c'est une conséquence de l'indépendance des magistrats au parquet à l'égard des juges. Ceux-ci n'ont, lorsqu'ils acquièrent la connaissance d'un crime ou d'un délit, d'autres droits que de dénoncer le fait au ministère public. Mais, comme garantie contre l'inertie ou les abus de la part du ministère public, la loi a permis deux dérogations à ce principe. Par l'art. 9 du Code d'instruction criminelle, la police judiciaire est exercée sous l'autorité des Cours d'appel. Et l'art. 44 de la loi du 20 avril 1840 donne aux Cours d'appel, toutes chambres assemblées, le pouvoir, sur les dénonciations qui leur sont faites par un de leurs membres, de demander le procureur général, et de lui enjoindre de poursuivre à raison des faits dénoncés. En outre, dans le même but, l'art. 235 du Code d'instruction criminelle accorde aux Chambres d'accusation, dans toutes les affaires dont elles sont saisies, le droit d'ordonner des poursuites, soit à l'égard d'individus non impliqués dans l'affaire en cours, soit à l'égard de faits

connexes à ceux qui font déjà l'objet de l'information. Par ces dispositions, les tribunaux et les Cours d'appel peuvent donner une certaine impulsion à l'action publique.

Les officiers du ministère public sont soumis, non seulement à la surveillance des Cours d'appel, mais aussi à un contrôle hiérarchique et administratif qui part du ministre de la Justice. Ces officiers peuvent être l'objet d'une mesure disciplinaire, qui peut aller jusqu'à la révocation, de la part du procureur général ou du ministre. En outre, ceux-ci peuvent ordonner d'office les poursuites à leurs subordonnés. Et le ministre lui-même est, comme tout fonctionnaire, soumis au contrôle parlementaire.

Il faut remarquer que ces dispositions ne portent pas atteinte à l'indépendance du ministère public, parce que, quoiqu'il puisse être obligé, par une citation de la partie lésée ou par un ordre supérieur, d'exercer l'action publique et de donner ses conclusions, il ne peut pas être astreint à les donner dans le sens de la plainte ou de l'ordre qu'il a reçu. Devant le tribunal, il reprend toute sa liberté et il peut même, s'il le juge à propos, requérir à une déclaration de non-lieu ou d'acquiescement.

Voilà les garanties dont le législateur a si sagement entouré l'institution du ministère public et qui nous paraissent offrir, avec le minimum d'e

risques pour la liberté des citoyens, le maximum de certitude pour la répression des crimes et délits.

Les avantages de ce système sautent aux yeux et ont séduit les législateurs des pays les plus divers. D'abord, l'exercice de l'action publique, qui est l'application du droit de la société à châtier, doit bien être, entre les mains de magistrats qui ont prêté serment d'agir selon leur conscience, au lieu d'être laissé à un avocat quelconque, maître de toutes les ruses, et qui n'a aucun intérêt ni aucune responsabilité au-delà de la cause qu'il plaide. Mais le plus grand avantage encore, c'est que, par cette organisation complète, l'application de la loi pénale acquiert un grand degré de régularité et de certitude.

Ces avantages n'ont, d'ailleurs, pas été méconnus en Angleterre. En 1856, une Commission fut constituée, avec mission d'examiner s'il n'y aurait pas lieu de nommer un procureur général. Les plus célèbres jurisconsultes furent consultés et leurs avis furent à peu près unanimes en faveur du projet. La Commission proposait, en outre, de partager le pays, judiciairement, en districts correspondant, à peu près, à la division administrative dite « comté ». Dans chaque district, on aurait nommé un avocat choisi parmi les avocats pratiquants, et qui, sous la surveillance d'un chef suprême, aurait été responsable en ce qui concerne les poursuites. C'est, en

réalité, un ministère public que l'on proposait ainsi d'instituer. Mais, malheureusement, aucune suite ne fut donnée à ce projet, cependant si bien accueilli.

Lors de la grande réforme judiciaire de 1873, la Commission chargée de préparer le projet de réformes crut bien faire de reprendre la question de l'institution d'un ministère public en matière répressive. Et, dans leur rapport, qui est une étude colossale et approfondie sur la procédure judiciaire en Angleterre, les membres de la Commission reviennent avec instance sur le projet de la Commission précédente. Voici le langage du Lord Chef Justicier à ce sujet : « Le système actuel, qui laisse, en général, aux particuliers le soin de poursuivre les crimes, est, non seulement faux en principe, mais défectueux dans ses résultats. Il me semble qu'en théorie et en pratique toute poursuite, si légère que soit l'affaire, doit être soumise au contrôle, et, s'il le faut, à l'action d'agents publics responsables et nommés par l'État. » Malgré ces vœux, ainsi formellement exprimés par deux puissantes Commissions où siégeait tout ce qu'il y avait de plus expérimenté et de plus instruit dans le corps judiciaire de l'Angleterre, rien d'important n'a été fait pour leur réalisation. On a seulement institué le poste de Directeur des poursuites criminelles, et nous avons vu combien cette fonction, avec sa compétence à la fois discrétion-

tionnaire et vague, est loin d'offrir les mêmes garanties que le ministère public en France.

On peut se demander pourquoi l'opinion publique en Angleterre n'a pas depuis longtemps réclamé la mise en exécution de ces projets, et a consenti tacitement à la continuation de l'état de choses que deux commissions ont successivement condamné. On peut répondre que, en général, la nécessité de la réforme de la loi pénale ne saisit pas l'opinion publique comme, par exemple, une réforme fiscale; car, heureusement, le nombre des citoyens qui tombent sous le coup de la loi pénale est très restreint, et la grande majorité des autres se désintéressent de la réforme d'une loi, quelque injuste qu'elle puisse être, qui ne leur sera sans doute jamais appliquée. On ne peut donc pas attendre qu'une telle réforme soit imposée au gouvernement par un mouvement irrésistible de l'opinion publique. Et d'autre part, le gouvernement recule devant une telle mesure, effrayé par les frais qu'exigerait la création d'une semblable institution tout à fait nouvelle.

Quoique ce projet n'ait pas été mis en exécution, l'administration de la justice en Angleterre s'est cependant améliorée dans de notables mesures depuis la nomination des deux Commissions dont nous venons de parler. Les défauts les plus criants que celles-ci avaient signalés ne paraissent plus exister

aujourd'hui. On peut attribuer cette amélioration à la publicité donnée à l'instruction et aux débats, qui permet à la presse de signaler et de vouer à l'exécration de l'opinion publique toute autorité qui déroge à son devoir. En outre, dans ces dernières années, le gouvernement s'est beaucoup occupé de l'épuration de la police, à qui, comme nous l'avons dit, incombe en Angleterre une grande partie des fonctions confiées en France au ministère public. Enfin, l'action de la police est soumise à un contrôle parlementaire très rigoureux, et une négligence coupable de la part de ses membres pourrait amener la chute du ministre de l'intérieur. On dit que le système actuel est la meilleure garantie contre un abus de la part du pouvoir central. Mais on ne doit pas oublier que, avec le temps et avec le développement de la société, les besoins d'un État changent, et qu'une institution qui pouvait autrefois protéger un citoyen luttant pour ses droits peut aujourd'hui aider un simple malfaiteur à se soustraire aux justes conséquences de ses méfaits.

CHAPITRE III

INSTRUCTION PRÉPARATOIRE

« L'instruction préparatoire, dit Faustin Hélie, est cette partie de l'instruction qui commence avec la réquisition et la plainte, qui saisit la justice en lui dénonçant le fait incriminé, et qui se termine à la décision qui déclare s'il y a lieu de prononcer le renvoi du prévenu ou sa mise en prévention. » Une telle instruction forme une partie essentielle de tout bon système d'investigation criminelle. Nous allons entrer dans l'étude de cette matière, dans chacun des deux systèmes que nous avons choisis pour les comparer. Nous verrons que c'est sur ce point que les deux systèmes se sont le plus écarté l'un de l'autre, et que les différences qui les séparent sont le plus frappantes.

Nous allons d'abord étudier le système anglais.

Comme nous l'avons dit déjà, ce sont les Cours de juridiction sommaire qui sont chargées en Angle-

terre de l'instruction préparatoire. Tout individu inculpé d'infraction à la loi pénale, soit qu'il ait été arrêté sans mandat, soit qu'il se présente en vertu d'un mandat d'amener ou d'un mandat de comparution, doit être amené devant le magistrat d'une de ces Cours dans les vingt-quatre heures qui suivent sa mise en arrestation. C'est alors que son accusateur, qu'il soit la police, ou un particulier, ou le directeur des poursuites, doit se présenter, lui aussi, devant le magistrat, avec des témoignages suffisants pour convaincre celui-ci qu'un crime ou délit a été commis, et qu'il y a contre l'accusé des charges ou tout au moins des présomptions assez fortes pour expliquer son arrestation. Si le magistrat reconnaît que l'accusation est fondée, il renvoie l'affaire à huitaine, et il a un pouvoir discrétionnaire pour décider si l'inculpé doit être maintenu en état d'arrestation, ou bien mis en liberté sous caution. L'intervalle sert à l'accusation à chercher de nouvelles charges contre l'accusé ou à fortifier celles qui ont été déjà présentées.

Quand l'affaire revient devant la Cour, ces nouveaux témoignages sont entendus par le juge. Il faut remarquer que les témoins, en Angleterre, ne font pas, comme en France, une déposition continue, mais sont interrogés par les personnes qui les citent ou par son avocat. Toutes ces dépositions doivent être faites, sous peine de nullité, en pré-

sence de l'accusé, qui peut, par lui-même ou par son représentant, poser des questions aux témoins. Le juge joue un rôle tout à fait passif; il ne fait qu'écouter. Si tous les témoignages à charge ne sont pas épuisés, ou s'il est nécessaire d'obtenir un délai pour faire procéder à des analyses ou à des expertises, un nouvel ajournement, qui ne doit pas dépasser huit jours, peut être prononcé; et le juge décide également cette fois s'il y a lieu ou non de maintenir la détention préventive.

L'audition des témoins à charge terminée, le juge adresse la parole directement à l'accusé, qui, jusqu'alors, n'a pas été interrogé, et est resté spectateur silencieux de l'enquête qui se déroulait devant lui, à moins qu'il n'ait cru bon d'user de son droit de poser des questions aux témoins à charge au fur et à mesure de leurs dépositions. Le juge doit dire alors très exactement les paroles suivantes, qui sont extraites du texte de la loi régissant cette matière : « Ayant entendu ces témoignages, désirez-vous dire quelque chose en réponse à l'accusation? Vous n'êtes obligé de rien dire, à moins que vous ayez le désir de le faire. Mais tout ce que vous direz sera recueilli par écrit, et pourra être produit en témoignage contre vous lors de votre jugement. Et vous devez aussi savoir que vous n'avez rien à espérer d'aucune promesse ou faveur, ni rien à craindre d'aucune menace qui pourrait vous avoir

été faite, pour vous engager à avouer votre culpabilité, mais que tout ce que vous pourrez dire maintenant pourra être produit en témoignage contre vous lors de votre jugement, malgré toute promesse ou menace. »

Cette déclaration solennelle résume en elle l'esprit qui va inspirer toute l'enquête. Elle consacre le grand principe que, en matière répressive comme en matière civile, c'est à celui qui agit, au demandeur en matière civile, à l'accusateur en matière criminelle, à fournir les preuves du bien fondé de ses réclamations ou de son accusation. C'est une application du principe exprimé par la maxime latine : « *actori incumbit onus probandi*. »

Après cet avertissement, l'inculpé est libre ou non de faire une déclaration. S'il s'y décide, il la fait d'une façon continue, sans être arrêté par aucune interrogation ou interruption. Sa déposition est alors écrite, et on l'invite à la signer, mais toujours sans avoir le droit de l'y forcer. S'il le veut, il peut, à ce moment, faire entendre des témoins à décharge, et, dans ce cas, l'accusateur a le droit de les interroger. Mais il peut aussi garder absolument le silence; et on dit, en ce cas, qu'il réserve sa défense. Et l'accusation ne peut tirer aucun avantage ou conséquence d'aucune sorte de ce silence, lorsque le procès vient devant le juge définitif.

Le juge termine l'instruction préparatoire, ou

par une ordonnance de non-lieu s'il apprécie que les charges sont tout à fait insuffisantes pour justifier la mise en accusation de l'inculpé, ou par une ordonnance de renvoi par-devant la Cour d'assises, ou la Cour de sessions trimestrielles, dans le cas contraire. Encore une fois, il décide si l'accusé, dans ce dernier cas, doit rester en état de de détention préventive, ou être mis en liberté sous caution. En outre, il assure la présence, lors du jugement, de l'accusateur et des témoins, tant à charge qu'à décharge, en leur faisant signer une obligation, garantie par une caution, de se présenter au jour fixé pour le jugement.

Ainsi se termine l'instruction préparatoire.

On fait à ce système deux critiques, dont nous avons déjà fait mention. D'abord, on dit que la publicité donnée à l'instruction et l'obligation d'entendre les témoins en présence de l'accusé permettent à ce dernier de détruire l'accusation, lors du débat définitif, par la production de faux témoins ou par toute autre manœuvre du même genre. Mais cette crainte n'est nullement justifiée par l'expérience de la police anglaise. Celle-ci déclare que la publicité donnée à l'instruction, dans les journaux, par exemple, est souvent le moyen de rassembler des charges encore plus accablantes pour l'accusé. Les particuliers, en lisant le compte rendu de l'instruction dans les journaux se rap-

pellent qu'ils pourraient faire une déposition intéressante pour l'accusation. Quelquefois, lorsqu'une affaire fait beaucoup de bruit, le public s'intéresse vivement à la marche de l'instruction, se met à travailler pour rechercher des preuves, et la police est accablée par des offres de service.

La seconde critique qu'on fait à ce système est la suivante : « On dit que, en permettant à l'accusé de rester silencieux, la société abandonne la plus efficace de ses armes dans la lutte judiciaire qui va s'engager entre lui et elle. On dit qu'il n'y a pas de meilleure preuve de culpabilité que l'aveu de l'inculpé, et que l'interrogatoire conduit par un homme expérimenté pourrait bien aboutir à ce résultat désiré. Mais on doit se rappeler que le jugement définitif de l'affaire est entre les mains du jury, et que celui-ci est très méfiant des aveux faits devant les autorités, d'autant que souvent l'accusé les rétracte lors du jugement. Le sentiment que la police n'a rien à espérer de l'accusé en matière de preuves et ne doit compter que sur elle-même stimule d'autre part beaucoup la recherche des charges, et celles-ci sont considérées comme d'autant plus accablantes qu'elles ont été obtenues en dehors de l'accusé.

Nous allons résumer les principes de cette instruction préparatoire pour les comparer ensuite avec les principes de la même instruction en France.

1° En premier lieu, on doit remarquer que l'objet de cette instruction n'est pas d'établir la culpabilité de l'accusé, mais d'établir les présomptions de culpabilité. Et de même l'instruction ne sert pas de base au jugement définitif de l'affaire, mais seulement de justification à la mise en accusation.

2° Le rôle du juge est tout à fait passif en ce qui concerne l'objet de l'enquête. Il est là comme gardien du droit de la liberté individuelle. Aucune atteinte ne peut être portée à cette liberté sans son autorisation. C'est lui qui ordonne les perquisitions domiciliaires et les visites médicales; c'est lui qui lance les mandats de dépôt ou d'amener.

3° Il faut bien remarquer aussi le rôle de l'accusé dans cette enquête. La société paraît prête à sacrifier tous ses droits pour le protéger. Aucun système n'offre plus de garanties à la défense. Même on peut craindre que la société n'ait trop sacrifié à ce principe, et l'on peut désirer qu'un moyen soit trouvé pour concilier les intérêts de la société avec les justes droits de l'accusé.

En résumé, on peut dire d'un mot que le principe qui régit les formes de l'instruction préparatoire en Angleterre est celui-ci : que l'accusé est, jusqu'à preuve indéniable du contraire, considéré comme innocent.

Avant de quitter définitivement cette matière, nous allons dire quelques mots d'une garantie ac-

cordée aux citoyens anglais contre l'arrestation ou la détention illégales; nous voulons parler de ce qu'on appelle le « mandat de *habeas corpus* (*Write of Habeas Corpus*) », qui est regardé comme le palladium de la liberté individuelle. En vertu de la Grande Charte, il avait été arrêté qu'aucun citoyen ne pourrait être emprisonné, excepté lorsqu'il aurait été reconnu coupable d'un crime ou délit par un jury composé de ses pairs. L'effet de cette disposition était que le pouvoir exécutif ne pouvait pas tenir un particulier en état d'arrestation sur un simple soupçon ou pour un délai indéfini. Le citoyen arrêté ou détenu devait être, dans un délai très court, mis en accusation formelle, et amené devant un jury pour être jugé. Sous la monarchie absolue, des violations de ce droit constitutionnel furent fréquentes, grâce à la mauvaise foi du gouvernement et à la faiblesse des juges. Mais en 1679 fut promulguée la loi connue sous le nom de *Habeas Corpus Act*. — Cette loi consacre de nouveau l'ancienne garantie, en la formulant d'une manière claire, et en prescrivant les formes de son exercice. Voici quelles en sont les dispositions principales :

Toute personne détenue illégalement peut adresser une réclamation à n'importe quel juge, en demandant ou sa mise en jugement ou sa mise en liberté. Si le détenu n'est pas en situation de faire lui-même cette demande, toute personne peut la faire valable-

ment à sa place. Le juge saisi de cette demande lance un mandat d'amener, en vertu duquel la personne chargée de la garde du détenu doit se présenter, avec celui-ci, devant le juge, pour lui soumettre l'autorisation en vertu de laquelle elle détient le plaignant. Le juge examine cette autorisation; s'il la trouve conforme à la loi, il ordonne le maintien de la détention, et, dans le cas contraire, la mise en liberté. D'autres dispositions de cette loi autorisent l'emploi de la même procédure dans les cas où le jugement des détenus serait indûment retardé, excepté cependant lorsque ceux-ci ont donné leur consentement à ce retard.

Primitivement, cette procédure n'était applicable qu'en matière répressive. Mais par une loi de 1816, elle a été étendue à tous les cas où le droit de liberté individuelle se trouve atteint. Une femme détenue par son mari, un enfant par ses parents, un aliéné dans une maison de santé, tous peuvent, par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'un ami, profiter de cette procédure pour faire vérifier par une autorité judiciaire la légalité de leur détention. Toute personne qui refuse de se déférer au mandat d'amener peut être elle-même l'objet d'un mandat d'amener, et punie par l'emprisonnement ou par une amende. Le juge même qui refuse de lancer le mandat peut aussi être frappé d'une amende. C'est le seul cas où un juge puisse être l'objet d'une demande en

dommages-intérêts pour un acte rentrant dans l'exercice de ses fonctions.

Voilà comment la liberté individuelle est assurée au citoyen anglais. Cette procédure, bien qu'ancienne et datant d'une époque où la liberté individuelle était plus souvent en péril qu'aujourd'hui, n'en est pas moins aujourd'hui encore d'une application assez fréquente et très efficace.

2° En France.

En suivant le programme que nous nous sommes tracé, nous allons entrer maintenant dans l'étude de l'instruction préparatoire en France, qui a toujours été la partie la plus critiquée et la plus critiquable du système français.

L'instruction préparatoire en France est concentrée entre les mains du juge d'instruction, qui est un juge du tribunal civil nommé par décret pour trois ans pour l'instruction des affaires dans chaque arrondissement. Le système de l'instruction préparatoire a tout dernièrement subi une modification importante. Mais nous l'exposerons d'abord comme il a été établi par le Code d'instruction criminelle de 1808, afin de mieux comprendre ensuite la modification qui y a été apportée.

C'est un principe de la loi pénale française, que l'on ne doit pas confier au même magistrat le droit de rechercher et poursuivre les infractions, et celui d'en constater les preuves. La loi a attribué le pre-

mier de ces droits au Ministère public, et le second au juge d'instruction. « La loi, dit Faustin Hélie, n'a pas voulu que la direction de la procédure pût appartenir soit à la partie civile, soit à la partie publique; elle n'a pas voulu que les intérêts privés ou les entraînements de la poursuite pussent exercer une influence quelconque sur ses actes. Elle l'a placée tout entière entre les mains d'un magistrat dont l'indépendance est la garantie de toutes les parties, et dont le caractère suppose une appréciation judiciaire de toutes les mesures qu'il ordonne. »

Il résulte de la nature judiciaire de ses fonctions que le juge d'instruction ne peut procéder à aucun acte d'instruction ou de poursuites sans y avoir été requis par le Ministère public, excepté dans le cas de flagrant délit. Une fois saisi par la réquisition du Ministère public, il peut procéder à tout acte qu'il estime utile pour la manifestation de la vérité.

Le juge d'instruction réunit entre ses mains deux sortes de fonctions : 1^o Par les ordonnances par lesquelles il statue sur les demandes du Ministère public, de la partie civile, et du prévenu, ou prescrit d'office les mesures qu'il estime nécessaires pour l'instruction des affaires dont il est saisi, il exerce des fonctions purement judiciaires, et a, dans les limites de sa compétence, toute l'autorité d'une véritable juridiction; 2^o il est un investigateur actif, et dans cette capacité il procède lui-même à tous les

actes qui peuvent conduire à la manifestation de la vérité. Les plus importants de ces actes sont les transports sur le lieu, l'audition des témoins, les visites domiciliaires, la saisie et la vérification des pièces à conviction, les expertises, les commissions rogatoires, la délivrance des mandats d'arrestation, l'interrogatoire des inculpés, enfin leur mise en liberté sous caution ou leur mise au secret. Pour l'exercice de ces fonctions, le juge d'instruction a un pouvoir qui est aussi étendu qu'il est indéfini.

Voici maintenant les critiques que l'on fait à ce système.

1° On dit que les pouvoirs du juge d'instruction sont beaucoup trop arbitraires et indéfinis, et que, dans son désir ardent de trouver le coupable, il est porté à leur donner une extension de plus en plus grande. Comme a dit Faustin Hélie, « les citoyens n'ont pas d'autre défense contre les actes de l'instruction que les lumières et le caractère du juge qui les ordonne; et ce juge lui-même, auquel un si grand pouvoir est départi, ne trouve dans la loi aucun secours contre ses erreurs, contre ses passions, contre lui-même ».

2° On dit aussi que toute l'instruction se fait en secret, et qu'aucune contradiction n'est admise entre l'accusation et l'inculpé. Excepté pour les visites domiciliaires, tout se passe hors de la présence de ce dernier. Les témoins sont entendus sans

qu'il puisse les entendre; les experts sont nommés sans qu'il ait part dans leur choix ni aucun droit à demander une contre-expertise

3° On dit que les détentions préventives, qui peuvent durer autant que le juge d'instruction l'estime nécessaire, que les interrogatoires qui peuvent être prolongés et répétés suivant son bon plaisir; que le droit qu'il a de mettre au secret l'inculpé, sont entre les mains d'un juge trop zélé, des actes de véritable torture.

4° On dit que ce système établit une inégalité criante entre l'accusateur et l'inculpé. C'est entre l'un et l'autre une lutte. Mais cette lutte où l'un des adversaires, le Ministère public, a le droit de prendre communication de toutes les charges, de toutes les dépositions, au fur et à mesure que le juge les recueille, tandis que l'autre adversaire, l'inculpé, est tenu complètement à l'écart, et n'aura le droit de prendre connaissance des charges qui pèsent sur lui que la veille des débats.

5° On dit enfin que les fonctions judiciaires sont incompatibles et inconciliables avec une investigation active. Mais le juge, répond-on, doit, en vertu de sa qualité de juge, instruire à charge et à décharge. Sa mission est de chercher la vérité, et la vérité peut aussi bien se trouver dans la justification de l'inculpé que dans les imputations de la plainte. Le juge qui n'instruirait qu'à charge et dans l'intérêt

de cette plainte abdiquerait son titre de juge pour prendre le rôle d'une partie. Prenons, par exemple, l'interrogatoire de l'inculpé, qui est une partie essentielle et vitale de l'instruction préparatoire. Faustin élié, dans son ouvrage sur la *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux*, page 77, nous indique, en termes éloquents, l'esprit qui doit inspirer et guider le juge dans cet interrogatoire.

« Il est aujourd'hui de principe que le juge d'instruction doit se borner, dans l'interrogatoire à poser loyalement et clairement toutes les questions qui résultent de l'étude consciencieuse des faits; qu'il doit s'abstenir de ces demandes captieuses ou suggestives employées dans notre ancienne jurisprudence pour surprendre le prévenu et provoquer des contradictions; enfin, qu'il ne doit se servir d'aucun détour, d'aucun artifice; pour obtenir des révélations. Il peut, sans doute, lui adresser, quoique avec avec prudence et réserve, de sages exhortations; il peut lui démontrer, par un raisonnement simple, l'insuffisance de ses réponses; mais il ne doit point substituer à l'examen un combat où le plus faible doit nécessairement succomber. Le droit d'interroger ne comporte pas celui de débattre les réponses et de dresser à l'inculpé des embûches au moyen de questions habilement tissées. Le juge ne cherche pas le coupable, mais seulement la vérité. »

Voilà certes des pensées généreuses, et qui font

honneur à leur auteur. Mais peut-on espérer de trouver un tel degré d'impartialité? Considérons un peu les conditions dans lesquelles le juge d'instruction se met au travail. Un crime qui provoque l'indignation publique a été commis, et la société a confié à ce juge la haute mission d'en découvrir l'auteur. Il se met à travailler sachant que, s'il peut satisfaire à ce désir naturel que tous éprouvent de voir le coupable châtié, il sera l'objet de l'approbation de ses supérieurs, et de la reconnaissance de ses concitoyens. De l'autre côté, il a devant lui un inculpé, et il sait, par une expérience acquise au contact des malfaiteurs, que celui-ci va s'efforcer de détourner de lui les soupçons et d'égarer les recherches, pour échapper à la peine qu'il redoute. C'est un duel entre lui, juge, et l'inculpé, un duel sans témoins, et avec des armes dont il possède le maniement aussi bien que l'autre le possède mal. Doit-on s'étonner si, quelquefois, il se sert de ses avantages pour tirer de l'inculpé un aveu ou des réponses compromettantes afin de pouvoir fournir, comme l'exige la loi, les preuves d'une culpabilité dont il est lui-même moralement convaincu? Doit-on s'étonner si, malgré les bontés qu'il peut avoir pour l'inculpé, malgré la droiture certaine de son cœur, il se laisse insensiblement et même involontairement aller à une habitude de penser qui le porte à voir dans tout inculpé un coupable? M. Marcy, dans

son ouvrage intitulé : « L'accusé devant la loi pénale de France », nous dit à ce propos : « Si, dans l'information, nous constatons, il est vrai, que nos juges d'instruction se préoccupent, avec soin, des preuves pouvant exclure le fait incriminé, — ainsi par exemple de l'alibi, — nous les voyons également se désintéresser quelquefois, et peut-être trop aisément, malgré leur bon vouloir, des autres preuves à décharge accessoires. Nul, de ceux qui vivent au palais, ne saurait nous contredire sérieusement dans notre respectueuse critique. »

Cette situation a toujours été l'objet, en France même d'une critique qui devenait de jour en jour plus vive. Mais ce n'est que l'an dernier, par la loi du 8 décembre 1897, que la législation a donné une satisfaction partielle aux demandes des criminalistes et de l'opinion publique.

Pour justifier les critiques que nous nous sommes permis de faire dans des termes qui pourraient paraître trop sévères, et en même temps pour exposer les inconvénients auxquels le législateur voulait porter remède par la réforme récente, nous citerons le passage suivant du rapport de M. Dauphin, lors de la présentation du projet au Sénat :

« Tous les criminalistes sont d'accord pour reconnaître que les garanties données par la législation actuelle à la défense pendant l'instruction préparatoire sont insuffisantes. Le Code d'instruction n'a

voulu connaître et assurer que l'intérêt social. Réduisant à une formule la présomption d'innocence pendant l'information, pour la faire renaître plus tard devant le juge du fond, il a investi le magistrat instructeur d'une puissance arbitraire et pris en toutes choses le contre-pied du système de la contradiction. Il autorise le juge à retenir l'inculpé aussi longtemps qu'il veut en dehors de tous les actes qui s'accomplissent et à ne pas lui révéler les charges avant de l'interroger. Les témoins sont appelés; leurs allégations se confirment ou se détruisent; il n'en sait rien. Les expertises se font sans lui, par des hommes dont l'intégrité doit être hautement proclamée, mais que des opinions scientifiques personnelles, des habitudes d'esprit nées de l'examen fréquent des affaires criminelles, et l'absence de toute surveillance, exposent à des erreurs. Perquisitions, commissions rogatoires, procès-verbaux de gendarmerie, renseignements de police, tous les procédés d'instruction se croisent et se combinent à son insu en un faisceau de preuves: et le prévenu, détenu en vertu d'un mandat d'une durée illimitée, séparé de son conseil, de sa famille et de son juge, n'a ni la puissance ni l'occasion de réclamer à temps aucune des mesures qui le disculperaient ou atténueraient sa faute. Puis, à l'interrogatoire, les charges lui sont révélées successivement, sans qu'il en connaisse l'ensemble. On l'interpelle sur des

dispositions dont il n'a saisi qu'imparfaitement la portée. Son attention n'est pas attirée sur les faits, sur ces mots qui, quoique n'ayant pas frappé l'esprit du juge, peuvent faire jaillir dans le sien un moyen décisif. L'attaque a son système étudié, et, pour le combattre, il s'avance sur un terrain inconnu, n'ayant pour se guider ni la connaissance de la loi, dont une fiction le suppose instruit, ni les conseils d'un défenseur dont il peut être privé jusqu'à la veille du jour où l'audience publique lui ouvre ses portes. »

Comme nous l'avons dit, l'insuffisance des garanties données à la défense a été reconnue presque aussitôt que ce Code a été promulgué, et la nécessité d'une réforme s'est fait bientôt sentir. Ce n'est cependant qu'en mars 1878 que fut constituée une commission extra-parlementaire, présidée par Faustin Hélie lui-même. Et c'est dans les termes suivants que M. Dauphin, dans son rapport au Sénat, résume les propositions de cette commission :

« Dès le mois de mars 1875, fut constituée par le garde des sceaux, M. Dufaure, une commission extra-parlementaire, présidée par M. Faustin Hélie, dont les travaux considérables ont servi de base à tous les travaux postérieurs. Elle avait accepté le principe de la défense de l'inculpé pendant l'instruction préparatoire, et la présence du défenseur, non seulement dans la prison à côté de l'inculpé, pour le

conseiller, pour l'aider dans sa défense, mais encore dans le cabinet du juge d'instruction, où était organisé un débat contradictoire entre le ministère public et les avocats de l'inculpé et de la partie civile. Cette commission admettait que le défenseur accompagnât toujours l'inculpé, qu'il l'assistât aux interrogatoires, que, lorsque des témoins seraient entendus, l'accusé fût, sauf dans des cas exceptionnels réservés et laissés à l'appréciation du juge d'instruction, présent à l'audition de chaque témoin, assisté de son défenseur, et que tous deux eussent le droit d'interpeller les témoins, de les faire expliquer, de les mettre en contradiction avec eux-mêmes, en un mot, d'établir un régime absolument contradictoire entre le ministère public et l'accusé devant un juge d'instruction, écoutant et restant impartial sur son siège. »

Pendant une dizaine d'années, le législateur n'a pas cessé de s'occuper de cette question, commençant avec le projet de ladite Commission, qui a été suivi de projet, contre-projets, rapports, émanant, tantôt du Sénat, tantôt de la Chambre des députés. Autour de ces projets de réforme s'est accumulée une masse de commentaires, études et discours, des plus intéressants pour qui étudie la législation pénale.

Les discussions ont roulé autour de la question qui était le trait le plus caractéristique de la procé-

dure criminelle française, c'est-à-dire le secret de l'instruction préparatoire; et les différents projets peuvent être classés à ce point de vue, suivant la plus ou moins grande part de publicité que chacun d'eux voulait apporter à l'instruction.

Le premier projet, celui de la commission présidée par Faustin Hélie, instituait un débat libre et permanent dans le cabinet du juge d'instruction, entre le ministère public, l'avocat de l'inculpé et l'avocat de la partie civile. Un second projet n'admettait la présence de l'avocat de l'inculpé qu'au dernier interrogatoire. D'après le troisième, le défenseur était exclu du cabinet du juge d'instruction. Et le quatrième est celui qui fut définitivement accepté et que nous allons exposer.

Le projet de la Commission Faustin Hélie comprenait des réformes beaucoup trop hardies, beaucoup trop radicales pour être acceptables. Car, en matière de réformes pénales, on aime à marcher prudemment, lentement, rattachant l'avenir au passé. Il paraît incompatible avec le respect dû à l'idée de Justice que l'on puisse modifier tout d'un coup et radicalement les formes par lesquelles elle se manifeste. Le projet de Faustin Hélie prenait le contrepied de l'instruction telle qu'elle existait; et, alors que l'ancien système se montrait trop sévère pour l'inculpé, celui-ci, par contre, était trop indulgent et trop généreux.

Mais, dira-t-on, pourquoi le système de la défense libre et contradictoire, très apprécié en Angleterre, peut-il n'être pas bon pour la France? C'est qu'en telle matière, on doit chercher un appui dans la puissance de la tradition et dans l'état des mœurs. Alors qu'en Angleterre le citoyen a toujours librement déterminé par son accusation et conduit l'instruction préparatoire, se sentant seul responsable de son bon fonctionnement; au contraire, en France, le gouvernement a toujours tenu en mains ce pouvoir avec la responsabilité qu'il entraîne, et le citoyen français n'a pas pris l'habitude de s'en remettre à lui-même et à lui seul de ce soin. De sorte que si, tout d'un coup, on avait établi la publicité de l'instruction, au lieu d'attirer par là le concours des citoyens, il était à craindre que les coupables seuls en profitassent pour se soustraire aux atteintes de la justice.

Le législateur français n'a pas voulu aller aussi loin que les propositions de la commission Faustin Hélie, qui contenait une véritable refonte partielle du Code d'instruction criminelle. Et, par la loi du 8 décembre 1897, il a adopté une procédure, qui, si elle ne réalise pas toutes les réformes qui ont donné lieu à des discussions si approfondies, assure, du moins, à l'inculpé des garanties nouvelles aussi sérieuses qu'elles sont prudentes, sans rien sacrifier des justes intérêts de la société.

Pendant la discussion de la loi, le gouvernement avait invité la Cour de cassation à donner son opinion sur l'utilité des innovations proposées, qui furent ainsi formulées par le ministre.

« Obligation pour le juge d'instruction, lors de la première comparution de l'inculpé, d'avertir celui-ci qu'il est libre de ne pas répondre aux questions qui lui sont posées; désignation, à tout inculpé qui en fait la demande, d'un avocat qui pourra communiquer avec lui dès la première comparution et sera autorisé à l'accompagner dans le cabinet du juge d'instruction, toutes les fois que l'inculpé devrait être interrogé ou confronté; droit pour le ministère public, l'inculpé et la partie civile, de requérir le juge d'instruction à prendre toutes les mesures qu'ils croient utiles à la découverte de la vérité; droit pour le ministère public, l'inculpé et la partie civile, en cas de refus du juge d'instruction, de saisir, dans tous les cas, la chambre du conseil; institution dans chaque tribunal d'arrondissement d'une chambre de conseil chargée de statuer sur les recours formés contre les ordonnances du juge d'instruction.

La Cour, dans sa réponse, fut nettement défavorable aux deux dispositions principales du projet, c'est-à-dire la présence de l'avocat aux interrogatoires et la communication obligatoire du dossier au défenseur la veille de chaque interrogatoire. Le

passage suivant, extrait du rapport de la Cour, indique dans quel esprit ce dernier a été conçu :

« En ces matières, les idées les plus généreuses se donnent libre carrière, et il faut quelque courage pour résister à leur séduction ; mais ce courage est nécessaire. La plupart des publicistes qui abordent l'étude de ces graves sujets envisagent plus volontiers l'hypothèse de l'innocent injustement soupçonné qu'il faut mettre à l'abri d'un châtiment immérité. Certes, cette éventualité redoutable justifie de la part du législateur toutes les précautions et de la part du juge toutes les inquiétudes. Mais elle est heureusement exceptionnelle et ne doit pas faire perdre de vue la réalité plus positive du coupable qu'il faut convaincre et punir. Le besoin le plus impérieux d'un pays organisé sera toujours la sauvegarde de l'ordre public et de la sécurité individuelle par la recherche vigilante et la répression exacte des délits et des crimes. Certaines tendances du projet nous obligent à rappeler cette vérité banale. Le problème pénal n'a jamais cessé de comporter et comportera éternellement deux termes irréductibles : l'intérêt général de la société qui se défend et l'intérêt personnel de l'homme qu'elle accuse. Si l'on a trop longtemps sacrifié, sous l'ancien régime, le second au premier, on ne pourrait sans péril sacrifier maintenant le premier au second. Le législateur doit avoir le souci constant d'assurer

à l'un et à l'autre une part équitable de protection. C'est sous l'empire de cette pensée que votre commission a entrepris l'examen des questions qui lui étaient soumises, avec le ferme propos de se montrer nettement favorable aux réformes qui pourraient assurer à la libre défense des garanties plus efficaces, mais aussi résolument hostile aux témérités qui risqueraient de compromettre l'exercice normal de l'action publique. »

Cette opinion, exprimée par une aussi haute autorité que la Cour de cassation, n'a pas manqué d'influer sur le radicalisme des réformateurs, et c'est à elle sans doute que l'on doit le caractère transigeant et un peu craintif de la réforme réalisée : on ne retrouve pas, en effet, réalisées dans la loi toutes les innovations prévues par le Ministre dans sa lettre à la Cour de cassation.

Nous donnons le texte de cette loi qui, bien que très courte, contient des dispositions qui la font la plus importante qui ait été promulguée sur cette matière depuis l'établissement du Code même :

8 DÉCEMBRE 1897

Loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction criminelle en matière de crimes et de délits.

« ARTICLE PREMIER. — Le juge d'instruction ne

peut concourir au jugement des affaires qu'il a instruites.

« ART. 2. — L'art. 93. Code, instruction criminelle. — « Dans le cas de mandat de comparution, « il interrogera tout de suite; dans le cas de mandat « d'amener dans les vingt-quatre heures au plus « tard », est complété ainsi qu'il suit : « A l'expiration de ce délai, l'inculpé sera conduit d'office « sans aucun nouveau délai devant le procureur de « la République qui requerra du juge d'instruction « l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou d'empêchement dûment constaté du juge « d'instruction, l'inculpé sera interrogé sans retard « par le président du tribunal ou par le juge qu'il « désignera; à défaut de quoi le procureur de la « République ordonnera la mise en liberté immédiate de l'inculpé. »

« Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener, qui, en violation du paragraphe précédent, aura été maintenu pendant plus de vingt-quatre heures dans la maison de dépôt ou d'arrêt sans avoir été interrogé ou conduit, comme il vient d'être dit, devant le procureur de la République, sera considéré comme arbitrairement détenu.

« Tous gardiens-chefs de maisons de dépôt ou d'arrêt, tous procureurs de la République qui ne se seront pas conformés aux dispositions du § 2 précédent seront poursuivis comme coupables d'atten-

tats à la liberté et punis, savoir : les procureurs de la République et les autres officiers du ministère public des peines portées en l'art. 119, Code pénal; et les gardiens-chefs, des peines portées en l'art. 120 du même Code. Le tout sans préjudice des sanctions édictées par l'art. 112 contre le greffier, le juge d'instruction et le procureur de la République.

ART. 3. — Lors de cette première comparution, le magistrat constate l'identité de l'inculpé, lui fait connaître les faits qui lui sont imputés et reçoit ses déclarations après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire. Mention de cet avertissement est faite au procès-verbal.

« Si l'inculpation est maintenue, le magistrat donnera avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil parmi les avoués, et, à défaut de choix, il lui en fera désigner un d'office si l'inculpé le demande. La désignation sera faite par le bâtonnier de l'ordre des avocats, s'il existe un conseil de discipline, et, dans le cas contraire, par le président du tribunal. Mention de cette formalité sera faite au procès-verbal.

ART. 4. — Si l'inculpé a été trouvé hors de l'arrondissement où a été délivré le mandat, et à une distance de plus de 10 myriamètres du chef-lieu de cet arrondissement, il est conduit devant le procureur de la République de celui où il a été trouvé.

« ART. 5. — Le procureur de la République

l'interroge sur son identité, reçoit ses déclarations après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire, l'interpelle afin de savoir s'il consent à être transféré, ou s'il préfère prolonger les effets du mandat d'amener en attendant au lieu où il se trouve la décision du juge d'instruction, saisi de l'affaire. Si l'inculpé déclare s'opposer au transfèrement, avis immédiat en est donné à l'officier qui a signé le mandat. Le procès-verbal de la comparution contenant un signalement complet est transmis sans délai à ce magistrat avec toutes les indications propres à faciliter la reconnaissance d'identité.

« Il doit être fait mention au procès-verbal de l'avis donné à l'inculpé qu'il est libre de ne pas faire de déclarations.

« ART. 6. — Le juge d'instruction saisi de l'affaire décide, aussitôt après la réception de cet envoi, s'il y a lieu d'ordonner le transfèrement.

« ART. 7. — Nonobstant les termes de l'art. 3, le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations, si l'urgence résulte, soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître, ou encore s'il est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit.

« ART. 8. — Si l'inculpé reste détenu, il peut, aussitôt après la première comparution, communiquer librement avec son conseil.

« Le paragraphe final ajouté par la loi du 14 juillet 1865 à l'art. 613, Code d'instruction criminelle, est abrogé en ce qui concerne les maisons d'arrêt ou de dépôt soumises au régime cellulaire. Dans toutes les autres, le juge d'instruction aura le droit de prescrire l'interdiction de communiquer pour une période de dix jours; il pourra la renouveler, mais pour une nouvelle période de dix jours seulement.

« En aucun cas, l'interdiction de communiquer ne saurait s'appliquer au conseil de l'inculpé.

« ART. 9. — L'inculpé doit faire connaître le nom du conseil par lui choisi, en le déclarant, soit au greffier du juge d'instruction, soit au gardien-chef de la maison d'arrêt.

« L'inculpé détenu ou libre ne peut être interrogé ou confronté, à moins qu'il n'y renonce expressément, qu'en présence de son conseil, ou lui dûment appelé.

« Le conseil ne peut prendre la parole qu'après y avoir été autorisé par le magistrat. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal.

« Le conseil sera convoqué par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance.

« ART. 10. — La procédure doit être mise à la disposition du conseil, la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpé doit subir.

« Il doit lui être immédiatement donné connaissance de toute ordonnance du juge par l'intermédiaire du greffier.

« ART. 11. — Lorsque la Cour d'assises saisie d'une affaire criminelle en prononce le renvoi à autres sessions, il lui appartient de statuer sur la mise en liberté provisoire de l'accusé.

« ART. 12. — Seront observées, à peine de nullité de l'acte de procédure ultérieure, les dispositions prescrites par les art. 1, 3, § 11, 9 § 2, et 10.

« ART. 13. — Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

« ART. 14. — La présente loi est applicable aux colonies de de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. »

Le Ministre de la Justice, en communiquant cette loi au Procureur général, dit avec raison que ce sont les art. 3, 7, 8, 9 et 10, qui en constituent les dispositions fondamentales et vraiment maîtresses. Ces articles proclament, effet, le droit pour l'inculpé d'organiser sa défense dès le début même de l'information préalable, et garantissent le libre exercice de ce droit par des règles absolument nouvelles et opposées à celles de la législation antérieure. Les auteurs du Code d'instruction criminelle avaient considéré le secret de l'instruction comme indispensable à la manifestation de la

vérité. Ils pensaient que l'inculpé devait, jusqu'à la clôture de l'information, rester seul, sans appui ni conseil, en face du juge chargé de rechercher et de réunir les preuves de son innocence ou de sa culpabilité. A l'inverse de cette idée, le législateur a consacré dans la nouvelle loi le principe que, au seuil même de l'information, l'inculpé pût être assisté d'un conseil qui collaborerait à l'œuvre de sa défense. Le législateur a atteint son but par les dispositions suivantes :

Dès le début de l'instruction, l'inculpé est mis à même de recourir à l'assistance d'un conseil, choisi par lui-même, ou désigné par le tribunal. Ce conseil a le droit d'assister aux interrogatoires et confrontations, dit la loi; mais celle-ci ne parle pas des autres actes de l'instruction, d'où il paraît que le juge d'instruction pourrait alors agir seul. Le conseil a aussi le droit d'être tenu au courant de la procédure, et de prendre connaissance des procès-verbaux. En outre, le juge n'a pas le droit d'interdire les communications entre l'inculpé et son conseil, bien qu'il conserve ce droit, mais encore avec des restrictions, à l'égard d'autres personnes.

Le seul point important qui reste obscur dans cette loi, et qui indique que le réformateur est allé à tâtons, c'est le rôle trop vague attribué au conseil qui doit assister aux interrogatoires et confrontations, et qui ne peut prendre la parole qu'après y

avoir été autorisé par le juge d'instruction. Voici ce que le rapporteur de la loi dit à ce propos :

« Le rôle de l'avocat ne sera pas, comme on l'a dit, le rôle d'un contradicteur; l'avocat n'aura pas pour mission de lutter avec le juge, de discuter avec lui; mais bien plutôt de contrôler les actes de l'instruction, d'assurer par sa présence la liberté de l'inculpé, de l'encourager à répondre aux questions qui lui seront posées, hors de toute crainte d'une fausse interprétation ou d'une traduction défectueuse. »

Voilà un commentaire aussi vague que la disposition de la loi elle-même. On se demande ce que ce conseil va réclamer quand il prendra la parole après l'autorisation du juge. Va-t-il requérir de nouveaux actes d'instruction dans l'intérêt de l'accusé? Va-t-il demander des expertises, des contre-expertises, ou l'autorisation de faire entendre des témoins à charge, ou d'interroger les témoins déjà entendus pour les faire se contredire entre eux ou les mettre en contradiction avec les faits? Tout dépend de l'interprétation que les juges vont donner à cette vague disposition de la loi; et il semble qu'en en donnant une interprétation trop large, on peut arriver à rendre l'instruction contradictoire dans une mesure presque égale à celle projetée par la Commission Faustin Hélie.

Cette loi rapproche beaucoup l'instruction prépa-

ratoire en France de ce qu'elle est en Angleterre. Cependant, il reste toujours cette différence radicale, à savoir que l'instruction, en France, demeure secrète pour tout autre que l'inculpé, et que, d'autre part, le juge d'instruction y est l'investigateur actif; tandis qu'en Angleterre, dans une instruction entièrement publique, ce rôle d'investigation est attribué à l'accusateur, par-devant le juge qui ne joue qu'un rôle passif.

Depuis cette réforme, le système français de procédure criminelle échappe au grand reproche que l'on faisait aux formes de son instruction préparatoire. Très apprécié à l'étranger, ce système a été suivi déjà en beaucoup de pays, excepté cependant en ce qui concerne ces formes défectueuses, que l'on s'était refusé à lui emprunter. La réforme récente qu'il a subie est un grand pas fait dans une voie où il ne peut que gagner, et il n'en sera maintenant partout que plus apprécié.

CHAPITRE IV

LA MISE EN ACCUSATION

En Angleterre, la mise en accusation est confiée à un jury spécial, nommé « Jury d'accusation », ou « grand Jury ». Avant d'aborder l'étude comparative de la mise en accusation en France et en Angleterre, étude qui fera l'objet de ce chapitre, nous croyons utile de dire quelques mots de l'institution du jury, en général, en Angleterre, non pas que nous voulions remonter jusqu'aux origines du jury, ce qui nous entraînerait hors du cadre que nous avons tracé à ce travail : car, en effet, peu de questions ont donné lieu à de plus nombreuses et plus savantes études, pour n'aboutir cependant qu'à un résultat incomplet; en effet, si certains points ont été élucidés, il en est resté d'autres qui n'ont pu être éclaircis. Nous ne voulons que donner en passant une idée de la multiplicité des opinions émises sur ce sujet, en citant le passage suivant de Faustin Hélie :

« La recherche des origines du jury a donné lieu

à de nombreux et savants travaux. Les uns ont remonté jusqu'aux institutions romaines, jusqu'aux formes de la procédure attique pour en retrouver les premières traces; d'autres ont aperçu ces traces dans des coutumes des peuples du Nord, qui ont envahi au cinquième siècle l'Europe occidentale; d'autres les ont constatées encore au moyen âge dans la présence des « *boni homines* » ou des *rachinburgii* aux placités des comtes et vicomtes, et dans le concours des seigneurs; d'autres, enfin, après avoir dénié toutes les analogies, après avoir relevé tous les traits distinctifs du jugement par jurés, se sont attachés à établir que les racines de cette forme de procédure ne se trouvent dans aucune des formes antérieures et qu'elles n'ont germé que sur le sol britannique. » (Code d'Instruction criminelle.)

Il vaut donc mieux imiter le silence prudent de Bourguignon, et dire simplement que les origines de cette institution se perdent dans la nuit des temps.

Laissant donc de côté cette question, nous nous proposons seulement de retracer avec brièveté l'histoire des transformations successives du jury en Angleterre. Cette histoire nous intéresse ici à deux points de vue : d'abord, parce que les transformations du jury peuvent servir de type de l'histoire générale des institutions judiciaires anglaises; et

ensuite, parce que le jury est une institution que la France a empruntée à l'Angleterre, pour se l'approprier presque sans modifications.

Il existe en Angleterre quatre sortes de jurys :

1^o Le jury civil;

2^o Le « grand Jury » ou jury d'accusation,

3^o Le « Petty Jury » ou jury de jugement;

4^o Le « Coroner's Jury ».

Nous n'avons rien à dire du premier, qui n'a pas rapport à la procédure criminelle. Nous allons dire rapidement quelques mots des trois autres.

On trouve le premier germe du jury d'accusation dans un principe des lois répressives des anciennes sociétés germaniques, à savoir : l'obligation imposée à tous les habitants d'un même lieu de se saisir des malfaiteurs et de les livrer à la justice, sous peine d'une amende infligée à tous. Plus tard, toujours sous l'influence de cette idée de solidarité, les habitants d'un même district désignaient douze d'entre eux, choisis parmi les notables, qui prêtaient serment de s'acquitter de cette fonction sociale de livrer les malfaiteurs à la justice : ces douze notables formaient ainsi une sorte de jury d'accusation permanent.

Tel était l'état des choses au moment de la conquête normande. Celle-ci donna à l'institution du jury une assiette solide et une importance toute nouvelle, par la création des juges ambu-

lants, qui, lors de leur arrivée dans le district, invitaient les douze notables à leur présenter ou indiquer tous les individus accusés ou soupçonnés d'un crime ou délit quelconque; et, d'après la déposition des notables, les juges décidaient en toute autorité s'il y avait lieu de poursuivre ou non. Dans l'affirmative, on procédait à l'établissement de la culpabilité par un de ces moyens barbares ou naïfs qui étaient une partie de la procédure criminelle au moyen âge, à savoir : le serment judiciaire par conjuratoires, l'ordalie ou jugement de Dieu, et le duel judiciaire, ce dernier importé en Angleterre par les Normands.

Le serment judiciaire ne tarda pas à tomber en désuétude, en raison de sa futilité. Le jugement de Dieu fut interdit et aboli par décision du concile de Latran, en 1215. Quant au duel judiciaire, bien que très impopulaire en Angleterre, peut-être à cause de son origine étrangère, il ne disparut cependant que bien longtemps après, mais sans avoir jamais été d'un usage très fréquent.

Il fallut donc chercher d'autres moyens de preuves. Or les Normands avaient apporté avec eux et introduit dans la procédure civile et administrative un moyen de preuve par une déposition faite, sous serment, pour douze hommes ayant connaissance des faits à établir. On appropria alors cette forme à la procédure criminelle, et, à côté de l'ancien jury

d'accusation, qui dénonçait et présentait les coupables, on institua un autre jury appelé *Petty jury* ou jury de jugement, composé de douze hommes qui connaissaient les circonstances du délit incriminé, et qui pouvaient ainsi, d'après leur propre connaissance, établir ou la culpabilité ou l'innocence de l'accusé. Les membres de ce jury n'étaient donc, à l'origine, autre chose que des témoins, mais dont les témoignages imposaient en quelque sorte au juge, dépourvu de tout autre moyen d'appréciation le verdict d'innocence ou de culpabilité qu'il rendait.

L'extrait suivant du grand ouvrage de M. Glasson, sur l'*Histoire des institutions politiques, civiles et judiciaires de l'Angleterre*, montre quel était le fonctionnement de ce jury de témoignage au quatorzième siècle, c'est-à-dire à l'époque où il avait reçu son plus grand développement, et où il allait bientôt subir les premières modifications qui devaient le transformer peu à peu en jury de jugement :

« Lorsque le prévenu était, d'après le verdict d'accusation, mis hors de cause, l'affaire en restait là; dans le cas contraire, elle était remise entre les mains des juges, et elle se poursuivait ordinairement devant le jury de jugement. Cette procédure *per patriam* est à notre époque devenue très fréquente. D'abord, c'est la seule qui soit ouverte dans le cas où le combat judiciaire est interdit ou impossible. Dans les affaires poursuivies par un accusateur

privé, on donne à l'accusé, au criminel comme au civil, le choix de se justifier *per patriam* ou *per corpus*, c'est-à-dire par jury ou par combat judiciaire. Ce choix n'est cependant pas entièrement abandonné à sa discrétion, et le juge a le droit d'intervenir pour décider à quelle procédure on doit s'arrêter. Dans les affaires poursuivies d'office par la couronne à la suite d'un verdict du jury d'accusation, c'est la procédure du jury de jugement qui forme la règle. Cependant ce jury n'est pas convoqué dans les cas où la preuve est considérée comme déjà faite à l'avance, ni dans ceux où il semble impossible que le jury puisse arriver à se former une conviction. Pour ces derniers cas, on emploie la procédure du combat judiciaire; pour les premiers, aucune preuve n'est à faire, et l'accusé est de suite condamné par la Cour. Ainsi, pour prendre des exemples cités par des jurisconsultes de ce temps, l'auteur d'un assassinat a-t-il été surpris dans la chambre même de sa victime, gardant le silence ou cherchant à fuir, il n'est pas admis à se justifier par le jury, pas plus qu'il ne le serait par le combat judiciaire ou de toute autre manière, car on considère la preuve de la culpabilité comme déjà faite. D'un autre côté, toutes les fois que l'affaire est si obscure que le jury ne pourrait probablement pas se former une conviction certaine, comme en cas d'empoisonnement et d'incendie, cette procédure est écartée, et on prend celle

du combat judiciaire ou celle des *conjuratores*. »

Ces jurés-témoins devant se prononcer uniquement d'après la connaissance qu'ils avaient des circonstances du crime ou délit incriminé, il s'ensuivait que, d'abord, on les choisissait toujours habitant dans le voisinage de l'endroit où celui-ci avait eu lieu, afin qu'ils en aient été, autant que possible, témoins oculaires; ensuite, que, lorsqu'un des jurés appelés ignorait par hasard ce qu'on attendait de lui, on le remplaçait par un autre, et cela jusqu'au moment où l'on avait rassemblé douze jurés pouvant témoigner avec assez de précision pour déterminer un verdict; et enfin, qu'on prévenait à l'avance les jurés du crime ou délit sur lequel ils auraient à déposer, afin qu'ils puissent, au besoin, compléter par une enquête personnelle préalable les renseignements qu'ils possédaient déjà. En outre, on laissait à l'accusé une très grande latitude pour récuser un ou plusieurs des jurés qui devaient déposer contre lui. Mais la conséquence la plus intéressante résultant du caractère de ce jury de témoignage, c'est que, les jurés prononçant le verdict d'après leurs propres dépositions, ils étaient tenus responsables par la loi. Si, par exemple, l'accusé se trouvait injustement atteint par le jugement rendu, il pouvait en appeler à un autre juge, qui, au cas où il l'estimait nécessaire, réunissait un nouveau jury, composé cette fois de vingt-quatre membres, ayant naturelle-

ment aussi, comme les premiers, une connaissance personnelle de l'affaire en cause; et si le verdict prononcé dans ce second jugement infirmait celui du premier, les membres du premier jury, accusés par là même de faux-témoignage et de parjure, étaient passibles des peines les plus sévères, telles que l'emprisonnement et la confiscation des biens. Cette procédure était connue sous le nom de *attaint* du jury. On conçoit qu'elle a pu donner lieu à bien des abus de pouvoir, qui n'ont pas manqué de se produire sous la monarchie absolue; on punissait alors les jurés d'autorité, et sans l'intervention d'un second jury.

Cette procédure d'« attaint » est essentiellement incompatible avec le caractère du jury comme on le comprend aujourd'hui, qui doit juger d'après sa conscience.

Nous allons indiquer brièvement les principales étapes par lesquelles ce jury a successivement passé pour se transformer, de moyen de preuve qu'il était, en pur moyen de jugement.

Tout d'abord, on a adjoint au jury des experts, comme, par exemple, des médecins, ou des témoins particuliers d'un acte important, qui pouvaient ainsi donner des renseignements spéciaux s'ajoutant à ceux qu'apportaient les jurés. Ces témoins particuliers faisaient, à l'origine, partie intégrante du jury. Mais, peu à peu, ils en furent détachés, pour de-

meurer simplement des témoins qui déposaient devant le jury, sans avoir le droit de participer au prononcé du verdict. C'est là le germe d'un verdict rendu par les jurés, sur des dépositions indépendantes de leurs connaissances personnelles.

Vers la fin du quatorzième siècle, on décida que les témoignages que le jury voulait entendre, devaient être faits en présence aussi de l'accusé et du juge, afin qu'on pût estimer s'ils étaient admissibles et pour donner en même temps à l'accusé le droit de se défendre par la production de témoins à décharge.

Cette disposition eut un double effet : tout d'abord, elle donna naissance à cette procédure si compliquée qui régit en Angleterre l'admissibilité des témoignages ; et ensuite, elle ouvrit la porte aux avocats que l'accusé appela près de lui pour se défendre contre les témoignages qui le chargeaient.

Pendant tout ce temps et concurremment aux dépositions faites devant eux, les jurés conservaient toujours une connaissance personnelle des faits incriminés, sur laquelle ils pouvaient s'appuyer et s'appuyaient, en effet, pour rendre leur jugement. Ce n'est qu'au seizième siècle qu'il fut décidé qu'un juré qui aurait personnellement connaissance de quelque circonstance se rapportant à l'affaire en cause, devrait en déposer comme simple témoin, et, dans ce cas, ne pourrait plus faire partie du jury.

Pour que la transformation complète fût accomplie, il ne restait plus qu'à établir l'immunité des jurés. Celle-ci devint un fait acquis au cours d'un procès célèbre du dix-septième siècle, connu sous le nom de « affaire Bushell ». En 1670, deux quakers d'une secte religieuse non reconnue par la loi furent poursuivis pour avoir provoqué et tenu, sans autorisation, une réunion publique. Lors du jugement, le juge laissa nettement entendre aux jurés que la Cour désirait la condamnation des inculpés. Mais ceux-ci, tout au contraire, prononcèrent l'acquittement, à la suite de quoi le juge les condamna chacun à une amende de 25 livres et emprisonna ceux qui refusèrent de payer. Ces derniers invoquèrent le « Writ of Habeas Corpus ». Le juge devant lequel ils se rendirent déclara abusif l'acte d'autorité du premier juge, attendu, dit-il, que le jury est juge souverain des faits : c'était reconnaître le principe de l'indépendance du jury, indépendance qui n'a pas été violée depuis lors, bien qu'elle n'ait été législativement établie qu'en 1825.

La transformation était donc maintenant complète, du jury de témoignage en jury de jugement, et cela par la seule force du fait accompli, toujours législativement consacré après avoir été dans la pratique. C'est ce qui caractérise, d'ailleurs, l'histoire de toute la procédure anglaise, qui s'est développée par la force des choses, pour s'accommoder

toujours aux besoins nouveaux du moment, sans cesser jamais de s'appuyer sur l'état de choses antérieur dans sa prudente marche en avant.

On a dit que cette législation se transformait suivant la piqure du moment. Il est vrai qu'on peut y remarquer des bizarreries et des incohérences, et qu'elle n'a pas la belle unité d'un système confectionné logiquement de toutes pièces. Mais elle a pour elle la puissance de la tradition et la solidité de ce qui est permanent, et ces deux titres ne sont pas les moindres qu'elle ait au respect et à l'attachement du peuple anglais.

Nous allons parler maintenant du grand jury tel qu'il existe aujourd'hui. C'est à lui, comme nous l'avons dit, qu'incombe la tâche de décider la mise en accusation des inculpés.

Nous rappelons qu'en Angleterre, ce sont les Cours de simple police et les Cours de petite session qui sont chargées de l'instruction, et qui renvoient l'inculpé devant une juridiction supérieure, soit la Cour d'assises, soit la Cour de sessions trimestrielles, où il est jugé. A la suite de l'ordonnance de renvoi, le greffier de la Cour inférieure rédige l'acte d'accusation, et le transmet à l'une des deux Cours supérieures.

Au jour fixé pour le jugement, le shériff de chaque comté convoque un grand jury pour l'accusation, et un petit jury pour le jugement.

Le grand jury se compose de vingt-trois membres, choisis parmi les notables du comté, et, en fait presque entièrement parmi les juges de paix. Dans les villes, le grand jury se recrute parmi les possesseurs de certains privilèges spéciaux correspondant à peu près à un droit de bourgeoisie, et qu'on appelle les « burgesses ».

Après avoir prêté serment, et après s'être entendu rappeler par le juge, en une formule immuable, les obligations que leur imposent leurs fonctions, les jurés se retirent dans un local fermé, où leur est communiqué, seulement alors, l'acte d'accusation. Celui-ci est un simple énoncé du fait incriminé et reconnu par l'instruction, avec la liste des témoins à charge, déjà entendus. Les jurés procèdent à une nouvelle audition de ces témoins, témoins à charge exclusivement, dont les dépositions sont faites oralement, sans être consignées en un procès-verbal. Cette formalité se fait à huis clos, en l'absence de l'accusé, de tout avocat, de tout avoué, même de tout greffier. Si douze au moins des jurés estiment qu'il existe assez de présomptions pour justifier la mise en accusation, le président du jury écrit simplement sur l'acte d'accusation ces trois mots : « a true bill », — « acte vrai, acte valable ». Dans le cas contraire, il écrit aussi laconiquement : « non true bill », — « acte non valable ». Cette dernière décision, contraire à celle de l'instruction, peut d'ailleurs n'être

pas définitive; car, quoique mis en liberté, l'inculpé peut être mis de nouveau en accusation pour le même fait.

On fait à cette procédure plusieurs critiques assez graves. D'abord, on s'étonne de voir entouré d'un secret aussi absolu le travail du jury d'accusation, alors qu'un des principes de la procédure criminelle en Angleterre est précisément la plus grande publicité. D'autre part, on prétend que le grand jury manque d'éléments d'information pour asseoir sa décision, et qu'il lui est impossible d'en réunir d'autres que ceux que lui apportent les dépositions des témoins qu'il entend; ce qui, bien souvent, détermine l'abandon de l'accusation dans des cas où la culpabilité est cependant presque certaine.

On peut répondre à la première de ces critiques que le secret dont s'entoure le grand jury n'est pas une marque de méfiance vis-à-vis de l'accusé, mais simplement une garantie pour l'indépendance des jurés, spécialement contre les abus possibles de la part du pouvoir central. Et précisément pour cette raison, on a toujours considéré le grand jury comme une sauvegarde des droits des citoyens contre des abus d'autorité.

En France, où le jury d'accusation a fonctionné depuis 1791 jusqu'à 1811, il a soulevé aussi de graves critiques, qui ont fini par en avoir raison. On disait que cette tâche confiée aux jurés ne pou-

vait être convenablement remplie par de simples citoyens, et qu'il y fallait des hommes plus expérimentés. Voici comment Faustin Hélie résume cette objection :

« Il est de principe que des présomptions suffisent pour fonder une accusation; c'est la contradiction du débat qui les fait éclater. Une première difficulté est donc de distinguer les preuves et les présomptions, les faits qui sont de nature à établir la culpabilité et les faits qui, sans l'établir, la font supposer. Comment, dans l'opération de l'esprit, qui opère la conviction, discerner ces différents degrés? Comment les jurés comprendront-ils que la certitude n'est pas une base nécessaire de leur décision, qu'il leur suffit de constater une probabilité? N'y a-t-il pas lieu de craindre qu'ils ne s'arrêtent pas aux simples présomptions, et qu'ils n'exigent de la procédure préliminaire plus qu'elle ne peut leur donner? »

Ce n'est pas tout. Si les présomptions suffisent, c'est seulement lorsqu'elles sont graves et précises. « Il faut qu'on articule contre le prévenu un fait grave; ce ne sont plus de simples soupçons, une simple prévention, mais de fortes présomptions, mais un commencement de preuves déterminantes qui doivent provoquer la décision des jurés pour l'admission de l'acte d'accusation. Ainsi, d'une part, les jurés doivent distinguer entre les présomptions

et les preuves; et, d'autre part; entre les simples indices et les présomptions graves, il faut qu'ils apprécient le commencement de preuve et la preuve entière, les indices légers et les présomptions déterminantes; s'ils ne doivent point demander une preuve entière, ils ne doivent pas non plus s'arrêter aux soupçons, aux simples indices. Or ces distinctions qui embarrassent quelquefois les esprits les plus exercés ne peuvent-elles pas jeter quelque trouble dans l'intelligence des hommes inexpérimentés qui n'appliquent à la solution des affaires que la notion du bon sens? La question de savoir « si le fait imputé est de nature à motiver une instruction criminelle, et s'il y a des charges suffisantes à l'appui de l'accusation » n'exige-t-elle pas, pour être résolue, des conditions non seulement de science, mais de pratique habituelle de procédure que ne possèdent pas les jurés? »

Mais le grand légiste lui-même considère cette objection comme très spécieuse, et la réfute dans les termes suivants :

« La tâche de prononcer sur la mise en accusation d'un prévenu est plus délicate sans doute que celle de prononcer sur sa culpabilité, parce qu'elle a pour éléments des faits moins caractérisés et plus incertains; mais est-elle donc au-dessus de la portée de l'intelligence commune des hommes? S'ils comprennent la différence qui sépare la mise en accusation

et le jugement, comment ne comprendraient-ils pas la distinction de la prévention et de la culpabilité, et par conséquent celle des preuves présumées et des preuves effectives? Que ce soit là une opération plus difficile de l'esprit, parce que les points à décider sont plus vagues et plus susceptibles d'une appréciation diverse, cela est vrai; mais cette opération dépasse-t-elle la portée du simple bon sens? Suppose-t-elle une application scientifique des règles du droit? Elle ne s'applique qu'à des faits, elle n'apprécie que des faits; elle s'enquiert, à la vérité, non de leur valeur absolue, mais de leur valeur relative; non de leurs conséquences définitives, mais de leurs conséquences provisionnelles; mais cette enquête, qu'il s'agisse de l'existence de ces faits, ou de la présomption qu'ils peuvent exister, ne sort pas du domaine du jury. » (*Instruction criminelle*, vol. V, p. 46.)

Faustin Hélie estime qu'on pourrait résoudre la difficulté en choisissant le Jury d'accusation parmi les classes instruites et éclairées, ce que l'on fait en Angleterre.

Et il semble regretter, comme l'indique le passage suivant, que ce Jury ait cessé d'exister en France.

« Il serait téméraire d'affirmer que cette institution, soumise à des formes nouvelles, recrutée dans les rangs les plus éclairés de la société, affermie par une législation plus prévoyante et mieux étudiée, ne

pourra pas reprendre les hautes attributions qu'elle a à peine exercées pendant quelques années. L'épreuve qu'elle a subie, sous une législation imparfaite et dans des circonstances anormales, ne peut être considérée comme définitive. Les lois suivent les progrès de l'instruction générale et des mœurs : il se peut que les jurés, plus aptes à ces difficiles fonctions, apportent dans leur exercice une intelligence plus haute de leurs devoirs ; il se peut qu'une combinaison plus heureuse des pouvoirs judiciaires permette, sans danger pour l'ordre, l'association des magistrats et des jurés dans l'accusation comme dans le jugement. »

Nous nous rallions nous-même à l'opinion de Faustin Hélie, parce que cette objection de l'incapacité des jurés, que l'on présente comme la principale, atteint non seulement le Jury d'accusation, mais tout Jury, quel qu'il soit. Si l'on désespère de trouver un juré assez perspicace pour distinguer, lors de la mise en accusation, une présomption d'une preuve, à plus forte raison devra-t-on renoncer à s'en remettre à lui, lors du jugement, pour estimer la valeur des preuves apportées et les probabilités de culpabilité ou d'innocence ; ce qui infirme donc l'institution du Jury en elle-même. Si, dans le système de la procédure criminelle, on estime indispensable qu'il y ait, entre l'instruction et le jugement, un rouage intermédiaire, la mise en accusation, ce n'est

pas qu'on attende de ce dernier un travail complémentaire de celui de l'instruction : l'instruction, qui a été confiée à un juge, à un homme de loi, est complète par elle-même; on veut seulement que le résultat (quand il est une ordonnance de renvoi) en soit en quelque sorte contrôlé, consacré, et cela par des hommes, instruits, c'est vrai, mais qui n'ont d'autres moyens d'estimation que leur bon sens et leur conscience; on veut que le résultat de l'instruction, quand il prépare une atteinte à la liberté individuelle de l'inculpé, soit contrôlé par des hommes qui ont tout intérêt à défendre le droit de liberté individuelle de leurs concitoyens; on veut, en un mot, que la mise en accusation soit, non pas une nouvelle arme aux mains de la loi contre l'inculpé, mais au contraire une garantie pour l'inculpé contre la tyrannie des formules de la loi.

Maintenant, il est peut-être permis de se demander si, dans un Etat moderne, cette garantie accordée à la liberté individuelle est réellement indispensable. Dans une société d'aujourd'hui, l'influence de la presse, la rigueur du contrôle parlementaire, et l'indépendance que donne aux juges leur inamovibilité, tout cela ne rend certainement plus aussi nécessaire qu'autrefois l'existence de la mise en accusation conçue comme elle l'est encore, et la rend peut-être superflue.

Et cependant, le législateur français, qui a fait

une refonte totale de la législation criminelle, et qui n'était alors lié en rien par l'influence du passé, a pensé que ce rouage intermédiaire entre l'instruction et le jugement était indispensable : « Qu'il fallait l'institution d'une juridiction pour examiner chaque procédure criminelle, pour en apprécier les charges, pour en mesurer la gravité, pour en formuler le caractère légal, et pour décider la suite qu'il convient de lui donner. » Cette seule énumération de ce qu'on attend en France de cette institution montre que la portée en est plus grande qu'en Angleterre; qu'elle n'est pas, comme en Angleterre, une simple station où la loi se repose, dans sa course à la poursuite de la culpabilité, pour s'éclairer et s'aider dans la conscience des citoyens, mais qu'elle est au contraire une partie intégrante de la procédure, une étape, après une autre, dans les efforts de la loi recherchant la culpabilité qu'elle doit et qu'elle veut punir. Par cela même, on comprend que cette fonction ne peut plus être, comme en Angleterre, confiée à un jury. On l'avait essayé autrefois (1791-1811), mais on n'a pas tardé à y renoncer, parce qu'un jury, avec les seules lumières de sa raison et de sa conscience, ne peut remplir des fonctions dont l'accomplissement exige en outre des connaissances spéciales de droit.

Ce Jury, institué par l'Assemblée constituante, se composait de huit membres, et était présidé par un magistrat, celui même qui avait dirigé l'instruc-

tion, et qui prenait alors le titre de Directeur du Jury. Nous avons dit quelles critiques on lui adressait et sous le coup desquelles il a bientôt disparu.

Après lui, le Code d'instruction criminelle a confié l'instruction et la mise en accusation à trois juridictions, qui étaient : le juge d'instruction, la Chambre du conseil, et la Chambre des mises en accusation. La Chambre du conseil fut supprimée par la loi du 17 juillet 1856. Et actuellement il reste, pour statuer le juge d'instruction et la Chambre des mises en accusation.

Après la suppression du Jury d'accusation, l'instruction et la mise en accusation furent confiées à une institution formée de trois éléments : le juge d'instruction, la Chambre du conseil, et la Chambre des mises en accusation.

Nous avons parlé assez longuement déjà du juge d'instruction. Nous allons dire rapidement quelques mots de la Chambre du conseil.

Lorsque le juge d'instruction avait opéré sur une infraction qu'il reconnaissait n'être qu'un délit ou une contravention, il renvoyait lui-même l'affaire directement devant la juridiction compétente. Mais, lorsqu'il s'agissait d'un crime, la loi, en raison de la gravité du cas, n'avait pas jugé prudent de lui octroyer encore ce même droit. Il transmettait alors son rapport à la Chambre du conseil, sans appréciation sur le fait. Cette Chambre n'était rien d'autre

que le tribunal dont le juge d'instruction lui-même faisait partie. Nous ne pouvons mieux faire, pour définir son rôle dans l'instruction, que de citer l'art. 133 du Code d'instruction criminelle, aujourd'hui supprimé, depuis la suppression de la Chambre :

« Si, sur le rapport fait à la Chambre du conseil par le juge d'instruction, les juges ou l'un d'eux estiment que le fait est de nature à être puni des peines afflictives ou infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction, seront transmis sans délai par le procureur impérial au procureur général près la Cour impériale pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre des mises en accusation ».

Ainsi, dans ce système, dit M. Garraud, « la loi ne conférait pas à un seul juge le droit de prononcer sur la mise en prévention et sur la compétence : le juge instruisait mais n'appréciait pas; le tribunal appréciait les résultats de l'instruction, mais n'instruisait pas. »

La Chambre du conseil n'a pas atteint le but que lui avait assigné le législateur, à savoir une revision, un contrôle sérieux et véritable des actes de l'instruction. Le juge d'instruction, en effet, présentant lui-même son rapport à une Chambre dont il faisait partie, avait, en raison de sa connaissance précise

de tous les détails de l'affaire, beaucoup trop d'influence sur ses collègues, qui ne faisaient guère, en réalité, que contresigner ses conclusions. Il arrivait avec une opinion toute formée, trop solidement appuyée sur sa connaissance exacte de l'affaire pour qu'une opinion contraire pût résister à la moindre discussion. De sorte qu'en réalité c'est son opinion qu'adoptait la Chambre du conseil, qui ne faisait ainsi que la prendre à son compte et en endosser la responsabilité. Le législateur estima donc bientôt que c'était là dans l'instruction un rouage inutile, que l'on pouvait, par conséquent, supprimer radicalement sans causer aucun préjudice.

C'est ce qui fut fait par la loi du 17 juillet 1856, qui, à part quelques dispositions sans importance, ne fait que décider la substitution du juge d'instruction à la Chambre du conseil. Par l'effet de cette loi, le juge d'instruction instruit et en même temps statue, quelle que soit la nature du fait incriminé, mais en réservant, comme nous le verrons plus loin, l'opinion de la Chambre des mises en accusation en matière de crime. Comme le dit Faustin Hélie, « le juge d'instruction est à la fois investi des fonctions de l'instruction et de la juridiction chargée d'apprécier les résultats de cette procédure préliminaire; il procède aux actes et il les apprécie. Il constitue à lui seul le premier degré de la juridiction préalable ».

La Chambre des mises en accusation, à qui la loi a confié le contrôle souverain des actes de l'instruction en matière de crime, est une Chambre de la Cour d'appel. Pour que ses décisions soient valables, cinq conseillers au moins doivent y être présents. Elle se complète par le concours du ministère public et du greffier, et doit se réunir au moins une fois par semaine, et toutes les fois qu'il est nécessaire pour que son action soit aussi rapide et expéditive que possible. Cette Chambre est donc, comme on le voit, composée de magistrats importants.

Elle exerce quatre fonctions distinctes, mais se rapportant toutes à l'instruction des affaires :

1^o Elle est une juridiction d'instruction . elle statue sur les résultats de l'instruction, en prononçant la mise en accusation ou la mise en liberté de l'inculpé renvoyé devant elle. A ce titre, elle est un élément régulier et normal de la procédure criminelle, et ne peut pas ne pas être saisie en matière de crime.

2^o Elle est une juridiction d'appel en matière d'instruction : elle doit statuer sur les oppositions portées devant elle, soit par le prévenu, soit par le procureur de la République, contre les ordonnances du juge d'instruction.

3^o et 4^o La troisième et la quatrième des fonctions de cette Chambre ont rapport à la surveillance accordée aux Cours d'appel sur la police judiciaire;

et nous avons vu déjà, à ce propos, en parlant de l'exercice de l'action publique, comment les Cours d'appel peuvent évoquer les affaires que le ministère public néglige de poursuivre, ainsi que le pouvoir de discipline qu'elles exercent sur les membres de la police judiciaire.

La première seule de ces quatre fonctions nous intéresse ici, celle de la Chambre considérée comme une juridiction d'instruction. C'est de celle-ci que nous allons nous occuper, en exposant d'abord la procédure que suit la Chambre lorsqu'elle a à statuer sur les résultats de l'instruction.

Une fois l'instruction terminée, le juge d'instruction en expédie toutes les pièces au procureur général près la Cour d'appel, d'après lesquelles celui-ci fait un rapport, qu'il est tenu de conclure dans les cinq jours qui suivent la réception, et qu'il expédie ensuite à la Chambre des mises en accusation, qui se trouve par la même saisie de l'affaire (art. 217 du Code d'instruction criminelle). A la réception de ce rapport, la Chambre d'accusation doit examiner d'abord si l'instruction est complète; et, dans la négative, elle ordonne un complément d'instruction. Il faut bien remarquer qu'elle n'a pas le droit d'effectuer elle-même aucun acte d'instruction; elle ne peut ni décerner un mandat, ni procéder à une vérification, ni faire un interrogatoire : elle peut seulement ordonner ces actes aux

officiers compétents, dans le but de compléter une instruction qu'elle juge insuffisante. Mais, en revanche elle possède dans une mesure illimitée cette dernière capacité de faire procéder à un complément d'enquête, et peut en user d'office, sans y être requise par une demande des parties, et même malgré l'opposition du ministère public. De même, elle peut aussi, s'il y a lieu, faire procéder à de nouvelles informations, en demandant l'extension de l'instruction à d'autres prévenus ou à d'autres faits desquels elle espère tirer de nouvelles présomptions.

La Chambre des mises en accusation ne siège qu'en Chambre du Conseil, et ne statue que sur l'instruction écrite. Ni le prévenu, ni la partie civile, ni les témoins ne peuvent être entendus, et ne peuvent être présents aux délibérations, non plus qu'y être représentés par des avocats. La Chambre d'accusation opère en effet à huis clos. Un greffier donne lecture, en la présence du ministère public, de toutes les pièces du procès. Il est permis au prévenu et à la partie civile de fournir des mémoires écrits. Quant aux réquisitions du procureur général, elles sont jointes au rapport qu'il a communiqué à la Chambre, et dont il donne lui-même lecture avant de se retirer.

Les juges qui composent la Chambre doivent, dit la loi, « délibérer sans désemparer et sans

communiquer avec personne ». Les arrêts sont rendus à la majorité des voix ; et, au cas où il y aurait partage, c'est l'avis favorable au prévenu qui prévaut.

Cette décision peut être, soit un arrêt de non-lieu, soit un arrêt de renvoi devant un tribunal correctionnel ou un tribunal de simple police, soit enfin un arrêt de mise en accusation devant la Cour d'assises.

Tous ces arrêts doivent être motivés. L'arrêt de non-lieu est motivé sur ce que le fait n'est pas ou n'est plus punissable, ou sur l'insuffisance des présomptions ; il comporte une ordonnance de mise en liberté du prévenu, qui est exécutée sur-le-champ.

Lorsque le fait incriminé est reconnu n'être qu'un délit ou une contravention, le prévenu est renvoyé devant le tribunal compétent. Cet arrêt comporte aussi une ordonnance de mise en liberté, lorsque la contravention ou le délit n'est pas passible de la peine d'emprisonnement.

L'arrêt qui prononce la mise en accusation doit contenir, sous peine de nullité, les motifs de l'accusation ; la spécification des faits incriminés, avec leur qualification légale ; une ordonnance de prise de corps, en vertu de laquelle l'inculpé demeure détenu jusqu'au jugement ; et enfin, un ordre formel de conduire l'inculpé devant la Cour d'assises où il doit être jugé.

La Chambre des mises en accusation statue en dernier ressort, et ses arrêts ne peuvent être attaqués que par un pourvoi en cassation.

Dans ses décisions, la Chambre d'accusation jouit d'une indépendance absolue. Surtout, c'est important à remarquer, elle n'est liée en rien par l'opinion du juge d'instruction, qu'elle peut à son gré, en vertu de son pouvoir supérieur d'appréciation, confirmer ou infirmer par la sienne propre.

Telle est donc l'institution par laquelle le législateur français a couronné l'instruction en matière de procédure criminelle. Il semble qu'il se soit souvenu du jury d'accusation en conservant le huis-clos dans le fonctionnement de cet organe, et dans le soin qu'il a montré d'en exclure les parties intéressées et les avocats. Mais, en revanche, la Chambre actuelle diffère sur tous les autres points de l'ancien jury d'accusation, et essentiellement dans sa composition. Nous avons dit pour quelles raisons, et que, le rôle attribué à la Chambre d'accusation étant tout différent de celui que jouait le jury d'accusation, sa composition, sa compétence et ses attributions en doivent être aussi tout à fait différentes.

Le législateur a voulu créer un organe qui donnerait à l'instruction une impulsion énergique. Il y a réussi, trop bien même, peut-être : car la plus

importante des critiques qu'on peut faire à cette institution, c'est précisément qu'elle est trop puissante. Etant une émanation d'une Cour de juridiction supérieure, rendant des arrêts solidement appuyés sur une connaissance complète de toutes les pièces de l'instruction, elle communique nécessairement à ces arrêts l'autorité d'une sorte de jugement de fond; et, dans le cas d'un acquittement prononcé par la Cour d'assises, c'est mettre en quelque manière la justice en contradiction avec elle-même.

Nous laissons, pour le chapitre où nous nous occuperons de la Cour d'assises, l'étude du jury de jugement. Nous voudrions dire seulement un mot encore d'un autre jury, qui n'a pas de correspondant en France, à savoir le jury du coroner.

Dans tous les cas où il y a mort violente, ou soupçonnée telle, ou quand le médecin refuse de délivrer le permis d'inhumer, on procède à une enquête par un jury que préside un officier nommé « coroner ». Ce jury comprend vingt-quatre jurés. Après avoir examiné le cadavre, il se réunit dans un local de l'endroit, où il entend des témoins, et spécialement des médecins ou des experts, cités par la famille de la victime, par la police, ou par le coroner lui-même. Le coroner résume oralement toutes ces dispositions, les juges délibèrent, et déclarent, par un verdict non motivé, si la mort

est due à une cause naturelle, ou à une cause inconnue, ou à un crime. Dans ce dernier cas, et si les dépositions ont apporté des charges ou des présomptions sur une personne, le jury ajoute à son verdict une accusation contre cette personne.

Lorsqu'un jury de coroner avait ainsi rendu un verdict accompagné d'une accusation, l'usage était, autrefois, de porter l'affaire directement devant le grand jury. Mais aujourd'hui, on conduit d'abord l'accusé devant un juge, qui procède à l'instruction comme pour toutes les autres affaires, et sans tenir compte du verdict du jury du coroner.

On a beaucoup critiqué la procédure trop sommaire et trop dépourvue de formes de ce jury. Mais cette intervention des citoyens pour décider des cas douteux est une grande garantie en faveur de l'application de la loi contre les possibilités d'étouffement des crimes.

CHAPITRE V

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT DÉFINITIF

Nous allons aborder maintenant l'étude de la juridiction supérieure de la procédure criminelle, c'est-à-dire de la juridiction de jugement définitif.

Ce jugement définitif ne va rien moins que mettre en jeu les biens, la liberté, l'honneur et même la vie des citoyens. Il est donc indispensable que le législateur l'ait entouré de toutes les garanties nécessaires, pour rendre aussi rares que possible des erreurs dont les conséquences sont si graves, et souvent irréparables. Ce qui importe ici par-dessus tout, c'est de connaître la vérité. Il faut donc donner, soit à l'accusation, soit à la défense, tous les moyens dont l'emploi peut aider et conduire à la manifestation de celle-ci. L'accusation, comme la défense, ne travaillent ici, au moins en principe, que dans le but unique de faire jaillir la vérité : mettre des entraves ou des bornes à leurs moyens d'investigation, ce serait donc les gêner dans leurs recherches, aller précisément à l'encontre du but

qu'on se propose, et risquer d'induire en erreur la justice qui n'est la justice qu'à la condition qu'elle ne se trompera pas. Ceci est vrai en principe. L'expérience a démontré que, dans leur grand désir d'amasser des preuves établissant leur opinion, l'accusation et la défense peuvent parfois s'égarer inconsciemment, et s'éloigner du but qu'elles poursuivent. Si donc, en dépit du droit d'indépendance qu'on leur reconnaît, on leur impose cependant certaines formes, ce n'est nullement dans l'intention de léser ce droit et de les gêner dans l'exercice du rôle qu'elles se sont attribué : c'est au contraire pour les y aider, et pour les conduire plus sûrement à la vérité qu'elles recherchent, en les faisant bénéficier du fruit d'une longue expérience.

Sur la question des moyens à employer pour parvenir avec la plus grande certitude à la découverte de la vérité, le législateur anglais et le législateur français sont tombés d'accord, et ont adopté la même solution. Tous deux ont reconnu que le système accusatoire est ici de beaucoup préférable au système inquisitoire. Le passage suivant de Faustin Hélie indique combien ce choix est justifiable :

« La forme inquisitoriale est éminemment propre aux recherches, aux vérifications, à la constatation des faits. Le juge d'instruction, mis en présence des actes qui lui sont dénoncés, déploie pour les constater et pour en déterminer les caractères toute la

puissance de l'enquête. Il procède à toutes les perquisitions; il s'empare de tous les indices qu'il découvre; il remonte de ces indices aux faits eux-mêmes; il prend ses points d'appui dans la connaissance des passions et des sentiments qui font agir les hommes, dans la notion des mœurs et des circonstances extérieures. L'instruction fondée sur une observation profonde des témoins, des inculpés et des faits incriminés, est une œuvre philosophique qui ne peut être accomplie que par un seul homme, et qui exige de cet homme une double condition : l'expérience des choses et la science du droit.

« Mais poursuivez ce système inquisitorial au-delà de l'instruction préparatoire, essayez de l'appliquer à l'instruction définitive, et sa puissance s'affaiblit aussitôt. Il peut constater les faits matériels; peut-il constater la culpabilité de l'accusé? Il peut rassembler tous les éléments du procès; peut-il les débattre de manière à en faire jaillir la vérité? Il est évident que, si fort tout à l'heure, il devient tout à coup débile. Il peut scruter, examiner, analyser, il ne peut pas juger; car le jugement est l'œuvre de la conviction, et non de la science, et une méthode, quelque savante qu'elle soit, peut conduire à former le jugement, mais ne le forme pas.

« La conviction, ce sentiment intime de la vérité, ne peut naître que dans les débats. En effet, ses éléments sont l'interrogatoire et la défense de l'accusé,

l'audition et la discussion des témoignages, l'examen de tous les faits, l'appréciation de toutes les preuves. Il faut que le juge, magistrat ou juré, soit présent au débat contradictoire de ces faits et de ces déclarations; que, placé au milieu des allégations contraires de l'accusation et de la défense, qui se heurtent sans cesse, il examine, il apprécie, il arrête son opinion. Les preuves les plus palpables n'ont de valeur que lorsqu'elles ont été soumises à cette épreuve; c'est dans la lutte qu'il soulève que se manifeste la vérité. Et c'est par ce motif que, parmi toutes les formes qui ont pour objet d'affermir la justice humaine, il n'en est aucune qui apporte les garanties de la forme accusatoire. »

Sur la question aussi de l'appréciation et du jugement des faits, les procédures anglaise et française se rencontrent. Toutes deux ont reconnu nécessaire l'existence d'un Jury, qui décide de la culpabilité, assisté de juges qui, d'après la décision du Jury, prononcent, s'il y a lieu, l'application de la peine.

Nous avons vu que la procédure accusatoire admet en général une accusation formulée au seuil même de l'instruction, une défense libre, une lutte publique entre les deux parties par-devant un juge qui ne joue qu'un rôle passif; elle n'accepte pas, comme éléments essentiels de son institution, ni l'information préliminaire, ni l'instruction du juge; tout le procès est en action et se déroule en entier sous les yeux

du tribunal qui prononce le jugement; c'est l'accusateur qui est tenu d'établir ses allégations, et c'est la conviction intime du juge qui dicte la sentence.

La procédure, dans ce système, revêt, il est vrai, le caractère d'une lutte entre deux adversaires, mais cette lutte doit naturellement être loyale. Pour cela, il est indispensable qu'on maintienne égalité de situation entre les deux combattants, et que le juge ne favorise pas l'un au détriment de l'autre, en manifestant ses sentiments, par exemple, avant la fin des débats, ou encore en jugeant d'après une connaissance particulière qu'il pourrait avoir de l'affaire, autre que celle que lui fournit l'audition des débats.

Nous allons étudier et comparer l'organisation de la Cour d'assises en Angleterre et en France, pour voir combien chacune de ces deux organisations s'approche du système accusatoire que nous venons de décrire. Nous verrons que, bien que les deux procédures soient, comme nous l'avons dit, d'accord sur les principes, elles diffèrent cependant d'une manière assez notable dans l'application de ceux-ci.

Nous diviserons cette étude en plusieurs sections :

PREMIÈRE SECTION. — *Composition de la Cour d'assises.*

En France, la Cour d'assises, pour être valablement constituée, doit comprendre les éléments suivants :

- 1° Un président;
- 2° Deux juges assesseurs;
- 3° Un membre du Ministère public;
- 4° Un greffier;
- 5° Douze jurés.

Le législateur français a voulu que la Cour d'assises, qui est la juridiction suprême du système pénal, fût une émanation de la Cour d'appel. En conséquence, la présidence des assises est déléguée, par mandat spécial du ministre de la justice, à un conseiller de la Cour d'appel ayant dans son ressort le lieu où s'ouvre la session. Lorsque les assises se tiennent au siège même de la Cour d'appel, les deux juges assesseurs sont aussi des conseillers de celle-ci. Dans les autres départements, le président est encore, toujours, et nécessairement, un conseiller de la Cour d'appel; mais les deux assesseurs peuvent être, ou des conseillers, ou des juges du tribunal de première instance du lieu.

Nous avons déjà vu que, en Angleterre, la Cour d'assises est présidée par un juge unique, dépourvu d'assesseurs. Lui aussi est délégué à cette présidence par mandat spécial du souverain. Mais il n'est pas, comme en France, un conseiller de la Cour d'appel : c'est un membre de la Haute-Cour de justice, qui fait des tournées dans les comtés, comme nous l'avons précédemment expliqué.

Nous avons dit quel est le rôle joué par le minis-

tère public dans toute affaire criminelle. On sait aussi que le ministère public n'existe pas en Angleterre. Il est remplacé, devant la Cour d'assises, par l'avocat de l'accusation, que celle-ci soit, ou un particulier, ou la police, ou le directeur des poursuites. Cet avocat est un homme de loi quelconque, ne jouissant d'aucun droit particulier autre que ceux qui sont communs à tous ses concitoyens.

La Cour d'assises est, en Angleterre, comme en France, pourvue d'un greffier, le « *Clerk of the Court*. » Mais celui-ci ne constitue pas, comme en France, une partie essentielle de la Cour. Ce n'est guère qu'un aide, chargé des détails de la procédure, comme par exemple de l'appel des témoins, de la lecture de l'acte d'accusation, etc. Il n'existe pas en Angleterre un procès-verbal des débats, où est consigné tout ce qui se passe, y compris la déposition des témoins. Le juge prend note lui-même de cette déposition, et de tout ce qui peut l'intéresser, se constituant ainsi lui-même son propre greffier. Cette bizarre coutume, qui impose aux juges un travail pénible et tout machinal, est l'objet des critiques de tous, et en particulier des juges eux-mêmes; elle n'est sans doute qu'un vestige du temps où, dans le personnel du tribunal, le juge était le seul qui sût lire et écrire.

En France, toute personne accusée d'un crime doit être pourvue d'un conseil, qu'elle a le droit de

choisir elle-même, ou que le président de la Cour d'assises lui désigne d'office si elle a négligé de faire un choix, sous peine de nullité de tout ce qui suivra. En Angleterre, cette obligation n'existe pas; si l'inculpé n'a pas de conseil, il est laissé à l'appréciation du président de la Cour de lui en désigner un, ou non, ce qui se fait seulement dans le cas d'affaire grave. On justifie cette disposition en alléguant que, dans le système de procédure anglais, c'est à l'accusateur seul qu'incombe la tâche de conduire l'instruction de l'affaire, et d'établir, en faisant ou en ne faisant pas la preuve de son accusation, la culpabilité ou l'innocence de l'inculpé, dont le rôle doit être ainsi tout passif. Mais c'est exagérer certainement les conséquences qu'on est en droit de tirer d'un principe, et c'est rendre manifestement inégale une lutte entre deux adversaires que d'interdire à l'un d'eux de se défendre pour ne lui laisser espérer la victoire que de la faiblesse de l'autre.

En France, lorsqu'il y a dans un procès criminel constitution de partie civile, celle-ci est représentée par un avoué aidé d'un avocat qui prend part aux débats. En Angleterre, au contraire, nous avons vu qu'aucune demande en dommages-intérêts ne peut faire partie d'un procès criminel, et que, s'il y a lieu à des dommages-intérêts, ceux-ci doivent faire l'objet d'une action spéciale intentée devant un tribunal civil.

Quant à ce qui est du jury, le dernier élément

constituant la Cour d'assises, nous en renvoyons l'étude à la section suivante.

SECTION II. — *Composition du jury de jugement.*

Le jury de jugement fut introduit en France par l'Assemblée constituante. Mais celle-ci, après en avoir emprunté l'idée à l'Angleterre, voulut lui donner en France une base plus large, plus en rapport avec l'esprit démocratique de ses réformes. La procédure anglaise réserve la fonction de juré à des citoyens remplissant certaines conditions particulières. La Constituante, au contraire, confondit dès l'abord le droit d'être juré avec les droits politiques de tout citoyen, et posa en principe que le jury serait formé parmi les citoyens ayant seuls qualité pour être électeurs. Le législateur ne se rendait pas compte des différences radicales qui séparent la fonction d'électeur de celle du juré, et qui doivent faire exiger de celui-ci des conditions auxquelles ne peut être tenu celui-là. Le vote de l'un et de l'autre n'était, à ses yeux, que deux modes de l'exercice du même droit; et il lui semblait rationnel de réunir ces deux fonctions en un seul droit, afin que les charges de l'une soient compensées par les privilèges de l'autre.

L'extrait suivant, emprunté à l'ouvrage de Boitard

sur « le Droit criminel », fait bien ressortir la portée de ce nouveau caractère donné au jury par l'Assemblée Constituante :

« Le caractère dominant du Jury, celui qui le recommandait avant tout à l'Assemblée Constituante, comme cadrant parfaitement avec les idées politiques qu'elle proclamait, c'est l'intervention directe, immédiate, de la société dans les affaires qui l'intéressent le plus; c'est le jugement par le pays, c'est le concours de chaque citoyen dans l'exercice journalier des actes qui protègent la sécurité sociale, et constituent ainsi, non pas sans doute l'unique but, mais au moins le principal but de toute la justice pénale. C'est avant tout sous ce rapport que le Jury a été envisagé, soit dans les premiers temps où il a été pratiqué, soit surtout par l'Assemblée Constituante.

« Or, en se plaçant sous ce point de vue, il est sûr que l'Assemblée Constituante, imprudente peut-être, mais au moins très conséquente avec elle-même, entre bien plus pleinement, bien plus complètement dans la pensée constitutive du Jury que ne le faisaient les règles de l'organisation anglaise. En effet, non seulement elle adopta, quant aux règles de capacité, quant aux conditions requises pour figurer sur les listes, des bases plus larges, mais elle conféra tous les pouvoirs d'organisation, de composition, à des magistrats électifs eux-mêmes; elle fit

dériver de la même source, et la capacité voulue pour être juré, et tous les pouvoirs nécessaires soit pour composer, soit pour réduire la liste des jurés.

« Notez bien que je me bornerai ici à constater les faits; quant à savoir si l'Assemblée nationale, en suivant uniquement ce point de vue, exact en principe, fit bien ou fit mal, c'est là une question tout à fait différente, que nous n'avons guère à approfondir. Certainement, en subordonnant toutes ces règles à un point de vue tout à fait exclusif, en dépassant tout ce que les Anglais avaient fait après bien des siècles d'expérience, on pourrait dire qu'elle alla trop loin, et qu'elle s'exposa à mêler complètement le pouvoir judiciaire avec le pouvoir politique en les puisant tous deux à la même source; qu'elle s'exposa surtout à faire, dans certains cas, de la voix du Jury ainsi composé, l'écho d'un emportement populaire, et surtout d'une passion locale. Mais, quoi qu'il en soit, il est bon de noter le fait, ne fût-ce que pour l'opposer à ce qui a suivi, savoir que l'Assemblée Constituante, allant même plus loin que l'Angleterre, ne suivit qu'un seul point de vue en constituant le Jury : l'idée de conférer la puissance juridique directement aux mains du Jury. Et cela est vrai non seulement sous le rapport de la composition même du Jury, cela est plus sensible et peut-être plus dangereux encore, sous le second point de vue dont nous aurons à parler,

c'est-à-dire relativement à la composition des tribunaux auprès desquels fonctionnait le jury. » (Boitard, p. 729.)

Boitard, on le voit, réserve son appréciation sur le principe même de la réforme. Mais les autres criminalistes ont été sur ce point moins réservés que lui.

« Il est facile, dit Faustin Hélie, de démontrer l'erreur de cette proposition. L'électeur et le juré exercent deux fonctions distinctes, qui n'ont ni la même origine, ni les mêmes effets. La participation à l'élection d'un pouvoir politique est un droit qui est lui-même nécessairement politique; c'est un démembrement de la souveraineté; il s'exerce en vue des intérêts politiques, et son exercice influe directement sur les destinées de l'État. Le juré, au contraire, ne peut invoquer aucun droit; il est simplement appelé à l'exercice d'une fonction judiciaire. Sa mission s'accomplit en dehors des intérêts politiques; il prononce, non sur les affaires publiques, mais sur les affaires privées; il n'examine et ne juge que des procès. » (F. H., VII, p. 132.)

De la différence radicale qui existe entre les deux fonctions d'électeur et de juré résulte une différence aussi radicale dans les conditions exigibles de ceux à qui seront confiées ces fonctions. La seule condition qu'on puisse imposer à l'électeur c'est qu'il ait un intérêt quelconque dans l'administration générale

du pays; et tous les citoyens, par cela seul qu'ils font partie d'une société organisée, peuvent invoquer cet intérêt et revendiquer le droit d'électeur. Quant à ce qui est du juré, cet intérêt personnel dans l'administration d'un pays, s'il est aussi nécessaire à justifier de la possession du droit de juger que lui donnent les fonctions qui lui sont conférées, il lui faut avec cela les moyens de bien s'acquitter de ces fonctions, c'est-à-dire une certaine capacité intellectuelle, de la droiture d'esprit et une connaissance plus approfondie des affaires. Boitard estime que la réforme apportée par la Constituante était logiquement en rapport avec l'esprit démocratique qui dominait cette Assemblée; mais ceci aussi est fort contestable; car les jurés sont de véritables experts, désignés à des fonctions toutes spéciales; et, étendant un peu ce raisonnement, on en arriverait facilement à dire que, dans une société démocratique, tous sont aptes à tout par cela seul que tous sont politiquement égaux.

Les inconvénients de cette conception trop radicalement démocratique de la Constituante n'ont pas tardé, en effet, à se faire sentir. Tout d'abord, la constitution du jury a suivi toutes les vicissitudes de la constitution politique, changeant avec elle de base et d'esprit. Sa composition, tour à tour fondée sur les bases les plus larges ou les plus restreintes, les plus indépendantes ou les plus arbitraires, ne

fut dominée par aucune règle; elle suivit les mouvements politiques et réfléchit successivement les différents systèmes des gouvernements qui passèrent. C'est ainsi que la qualité de juré est attribuée en 1791 à la propriété la plus minime, en 1793 au choix le plus arbitraire, en 1800 aux électeurs élus par un double degré d'élection, en 1815 aux propriétaires payant 300 francs de contributions directes, en 1831 aux propriétaires payant seulement 200 francs, enfin, en 1848, à tous les citoyens, puisque le droit de vote était universel.

Malheureusement aussi pour l'institution du Jury, il fut introduit en France à une époque où les passions politiques les plus violentes déchiraient le pays, et il réfléchit lui-même les effets du déchaînement de ces passions, au lieu de demeurer calme et indépendant comme le doit être tout élément de l'organisation judiciaire.

Tout cela sans doute, ainsi que son instabilité et sa partialité, contribuèrent à le discréditer, et expliquent qu'il ne se soit pas établi et enraciné dans les mœurs, en France, comme il l'est en Angleterre.

Le Jury demeura tel, attendant la réforme qui devait en modifier la constitution, jusqu'à la loi du 4 juin 1853. Celle-ci, tout en reconnaissant en principe à tout citoyen français le droit d'être juré, substitua cependant à la liste générale des citoyens, que l'on dressait auparavant, une liste partielle

dressée par une Commission administrative spécialement nommée à cet effet.

Actuellement, cette matière est réglée par la loi du 21 novembre 1872. Cette loi sépare nettement l'une de l'autre les deux qualités d'électeur et de juré. Elle pose à la base que, en principe, tout citoyen est apte à remplir la charge de juré, mais que aucun n'est fondé à la réclamer : être juré n'est plus pour le citoyen un droit ; mais c'est simplement une fonction que la loi se réserve de lui confier si elle le juge à propos. Ce principe, bien que non formulé par la loi de 1853, était cependant déjà à peu près appliqué par elle. Mais là où la loi de 1872 s'en distingue, c'est dans le mode de désignation des jurés. Celle-ci était faite, après 1853, par des commissions administratives, nommées par le gouvernement, tandis que, d'après la loi nouvelle, ces commissions sont de composition mi-partie élective, mi-partie judiciaire.

Nous allons indiquer en quelques mots le mode de nomination du Jury établi par cette loi.

La loi a fixé d'abord, une fois pour toutes, en le limitant entre un minimum et un maximum, le nombre des jurés nécessaires chaque année au fonctionnement de chaque Cour d'assises. Ce nombre est ensuite, par arrêté préfectoral, réparti, dans chaque département, par arrondissements et par cantons, proportionnellement au chiffre officiel de la

population. Chacun des cantons se trouve ainsi avoir à fournir un nombre déterminé de jurés. Les art. 8 et 9 de la loi nous indiquent comment on procède pour déterminer ce contingent.

« Une commission, composée, dans chaque canton, du juge de paix, président, des suppléants du juge de paix, et des maires de toutes les communes du canton, dresse une liste préparatoire de la liste annuelle. Cette liste contient un nombre de noms double de celui fixé pour le contingent du canton. Dans les cantons formés d'une seule commune, la Commission est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la commune et de deux conseillers désignés par le conseil municipal.

« A Paris, les listes préparatoires sont dressées pour chaque quartier par une Commission composée du juge de paix de l'arrondissement, du maire, du conseiller municipal nommé dans le quartier, et, en outre, de quatre personnes désignées par ces trois premiers membres parmi les jurés qui ont été portés l'année précédente sur la liste de l'arrondissement, et qui ont leur domicile dans le quartier. » (Loi 21-24 nov. 72, art. 8, 9.)

Les listes ainsi dressées ne sont que préparatoires. Elles sont alors concentrées au chef-lieu de l'arrondissement, où une nouvelle Commission est chargée de les réviser et, en les utilisant, de dresser la liste

annuelle définitive de l'arrondissement. Les art. 11 et 13 de la loi, dont nous donnons ici le texte, déterminent la composition et le mode de fonctionnement de ces commissions d'arrondissement.

« ART. 11. — La liste annuelle est dressée, pour chaque arrondissement, par une commission composée du président du tribunal civil ou du magistrat qui en remplit les fonctions, président, des juges de paix et des conseillers généraux... A Paris, la commission est composée, pour chaque arrondissement, du président du tribunal civil de la Seine ou d'un juge délégué par lui, président, du juge de paix de l'arrondissement et de ses suppléants, du maire, des quatre conseillers municipaux de l'arrondissement. »

« ART. 13. — La Commission chargée de dresser la liste annuelle des jurés se réunit au chef-lieu judiciaire de l'arrondissement, au plus tard dans le courant de septembre, sur la convocation faite par le président du tribunal civil. Elle peut porter sur cette liste des noms de personnes qui n'ont point été inscrites sur les listes préparatoires des commissions cantonales, sans, toutefois, que le nombre de ces noms puisse excéder le quart de ceux qui sont portés pour le canton. Elle a également la faculté d'élever ou d'abaisser, pour chaque canton, le contingent proportionnel fixé par le préfet, sans toutefois que la réduction ou l'augmentation puisse excéder le quart

du contingent du canton, ni modifier le contingent de l'arrondissement. »

« ART. 14. — La liste de l'arrondissement, définitivement arrêtée, est signée séance tenante. Elle est transmise au greffier de la Cour du tribunal chargé de la tenue des assises. »

« ART 16. — Le premier président de la Cour d'appel ou le président du tribunal, chef-lieu d'assises, dresse la liste annuelle du département, par ordre alphabétique conformément aux listes d'arrondissements. »

« ART 18. — Dix jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la Cour d'appel, ou le président du tribunal, chef-lieu d'assises, dans les villes où il n'y a pas de Cour d'appel, tire au sort, en audience publique, sur la liste annuelle, les noms des trente-six jurés qui forment la liste de la session. » (Loi 21-24 nov. 1871, art. 11, 13 et 18.)

Les commissions doivent limiter leur choix aux individus qui remplissent les conditions exigées par la loi pour posséder la capacité d'être juré, c'est-à-dire avoir trente ans accomplis, jouir de tous leurs droits politiques, civils et de famille, et n'être dans aucun des cas d'incompatibilité ou d'incapacité prévus par la loi.

Après tous les remaniements qu'il a subis depuis son introduction en France, le système français du Jury paraît offrir enfin toutes les garanties de bon

fonctionnement. Les cas d'incompabilité ou d'incapacité excluent des listes tous les individus chez lesquels on courrait risque de trouver, ou insuffisance de moralité, ou insuffisance d'indépendance. La combinaison des deux éléments électif et judiciaire dans la composition des Commissions est des plus heureuses. Le premier communique à la Commission toute la puissance qu'il tient de son indépendance et de ses connaissances locales des individus appelés à figurer sur les listes. Le second peut, par ses connaissances spéciales, guider le choix fait par le premier, et constitue ainsi une sauvegarde des besoins de la Justice auxquels il adopte les connaissances locales de l'élément électif.

Nous allons examiner maintenant l'institution du Jury en Angleterre, où le législateur a eu à envisager aussi à la fois les deux mêmes faces du problème, pour combiner l'exercice du droit qu'ont les citoyens d'être jugés par leurs pairs avec la recherche des garanties indispensables au bon fonctionnement de cette juridiction.

Il est bien difficile de déterminer un signe extérieur, fixe et précis, qui soit l'indice de la capacité exigée d'un juré. Le législateur anglais a placé ce signe dans l'existence de la propriété, bien qu'aucune relation fixe n'en établisse la valeur, et qu'en pratique, en effet, ce signe soit passablement incertain et souvent inexact.

Les conditions exigées pour être juré ont été réglées par la loi de 1870, dont les dispositions sont comme suit. On est juré de vingt à soixante ans; mais, pour être inscrit sur la liste annuelle (*Jurors Book*); il faut être : ou propriétaire de biens immeubles produisant un revenu net annuel de dix livres sterling; ou locataire d'un bien rural, pris à bail pour un terme de vingt-et-un ans au moins, et d'un revenu net annuel de vingt livres sterling; ou locataire d'une maison évaluée, pour les impôts des pauvres ou pour l'impôt sur les maisons habitées, à un revenu annuel de vingt livres sterling.

Les listes sont dressées dans chaque paroisse, et le soin en est confié, dans chacune d'elles, au marguillier (*church wardens*), assisté des administrateurs des pauvres, ces derniers étant élus par les habitants de la paroisse. Cette liste, dressée par ordre alphabétique, est affichée à la porte de l'église principale de chaque paroisse, avec avis que les réclamations, s'il y a lieu, doivent être portées devant la Cour de petites sessions. Les juges de paix réunis en petite session, entendent alors les réclamations, arrêtent définitivement la liste, et la transmettent au shériff du comté. Toutes les fois qu'il y a lieu de constituer un Jury, le juge requiert le shériff de lui fournir une liste d'un nombre déterminé de jurés, tant pour les tribunaux civils que pour les tribunaux criminels. La formation d'une liste spéciale pour chacune des

sessions est donc ici, comme on le voit, confiée au pouvoir administratif.

Mais toutes les affaires que le Jury peut être appelé à examiner et à juger ne sont pas du même ordre et du même degré. Quelques-unes d'entre elles, plus particulièrement graves ou compliquées, nécessiteraient des jurés d'une capacité intellectuelle plus grande et d'une compétence plus étendue. Dans ce cas, on réunit un Jury spécial (*special Jury*), que l'on choisit parmi les personnes à qui la loi reconnaît le droit de porter le titre d'esquire, titre qui ne s'attache plus aujourd'hui qu'à une certaine honorabilité; parmi les banquiers, industriels et négociants importants; parmi les occupants de maisons d'une valeur imposable de cent livres sterling dans les villes de plus de 20,000 âmes, de cinquante livres partout ailleurs; parmi les locataires d'un local quelconque imposé d'après un revenu de cent livres sterling; enfin parmi les fermiers payant un fermage d'au moins trois cents livres sterling.

Comme on le voit, c'est toujours le même principe qu'applique le législateur anglais dans le choix des jurés, en cherchant des garanties dans la situation sociale ou la fortune des individus, et en évaluant la certitude de cette garantie d'après le degré de la situation ou le chiffre de la fortune.

L'application de ce principe présente d'ailleurs un très sérieux inconvénient. C'est que, le plus souvent,

le marguillier et les administrateurs des pauvres, chargés de dresser les listes des paroisses, connaissent trop peu la situation de fortune exacte de leurs concitoyens pour inscrire tous ceux qui pourraient l'être. Ils comptent, il est vrai, pour leur signaler les omissions, sur les réclamations qui peuvent être adressées aux Cours de petites sessions. Mais le citoyen, considérant en général la fonction non rétribuée de juré comme une ennuyeuse corvée, se garde bien d'user du droit que lui donnerait sa situation de fortune, et les listes demeurent toujours fort incomplètes. Ce que les juges de paix entendent, ce sont bien plutôt des réclamations d'exemption; et ils en entendent d'autant plus que les cas d'exemption prévus par la loi sont très nombreux. Ne peuvent remplir les fonctions de juré, en effet : les membres du Parlement, les membres des clergés de toutes sectes, les membres du corps judiciaire, les avocats et les avoués; les médecins, les pharmaciens; les officiers de terre et de mer; les fonctionnaires et employés de certaines administrations du gouvernement, comme les Douanes, les Postes, les Télégraphes, les Prisons, en un mot, une très grande partie de la classe cultivée, ou l'on pourrait trouver autant et plus qu'ailleurs des jurés intelligents et instruits.

Ces cas d'exemption sont beaucoup plus nombreux qu'en France, surtout si l'on considère qu'une

grande partie de la nation est déjà exclue comme n'ayant pas la fortune exigée pour remplir les fonctions de juré; et à titre de comparaison, nous citons les art. 3, 4 et 5 de la loi de 1872, qui règlent cette matière :

« ART. 3. — Les fonctions du Jury sont incompatibles avec celle de député, de ministre, membre du Conseil d'Etat, membre de la Cour des comptes, sous-secrétaire d'Etat, ou secrétaire général d'un ministre, préfet et sous-préfet, secrétaire général de préfecture, conseiller de préfecture, membre de la Cour de cassation ou des Cours d'appel, juge titulaire ou suppléant des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, officier du ministre public près les tribunaux de première instance, juge de paix, commissaire de police, ministre d'un culte reconnu de l'Etat, militaire de l'armée de terre en activité de service et pourvu d'emploi, fonctionnaire ou préposé du service actif des douanes, des contributions indirectes, des forêts de l'Etat et de l'Administration des télégraphes, instituteur primaire communal. »

« ART. 4. — Ne peuvent être jurés les domestiques et serviteurs à gage; ceux qui ne savent pas lire et écrire en français. »

« ART. 5. — Sont dispensés des fonctions de juré : 1^o les septuagénaires; 2^o ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier; 3^o ceux

qui ont rempli lesdites fonctions pendant l'année courante ou l'année précédente. »

On réclame depuis longtemps une modification radicale de la procédure qui règle le recrutement et la composition du Jury en Angleterre, et l'on a même établi déjà à ce sujet plusieurs projets. Aucun d'eux cependant n'a abouti, eu égard aux craintes que l'on éprouve à toucher à une institution aussi ancienne, qui est pour une partie de la nation anglaise l'objet d'un véritable culte.

Cette réforme est d'autant plus à désirer que le Jury, comme nous l'avons vu, joue en Angleterre un rôle beaucoup plus important qu'en France, puisque, outre le Jury de jugement, qui jouit déjà d'une compétence beaucoup plus étendue, il existe encore en Angleterre le Jury d'accusation, le Jury du coroner, et le Jury civil.

SECTION III. — *Fonctions du Président de la Cour d'assises.*

Etant basés de part et d'autre sur le même principe, le principe du système accusatoire, les débats devant la Cour d'assises doivent nécessairement, en Angleterre et en France, être semblables, au moins dans leurs grandes lignes : il y a, ici et là, lecture de l'acte d'accusation, interrogatoire de

l'accusé, réquisitoire de l'accusation, audition des témoins, demande d'application de la peine, présentation de la défense, délibération du jury, prononcé du verdict. Il est donc inutile de faire ici une comparaison générale entre deux formes qui sont si sensiblement pareilles, et il nous paraît préférable de faire ressortir seulement les différences qui séparent et caractérisent chacune d'elles. C'est ce que nous allons faire, en commençant par étudier les fonctions et le rôle du président de la Cour d'assises.

En France, les fonctions du président sont très nettement définies par la loi. Elles peuvent se ramener à quatre pouvoirs bien distincts :

1^o Il doit, avant l'audience, interroger l'accusé, et peut, s'il le croit nécessaire d'après cet interrogatoire, ordonner un supplément d'instruction. En Angleterre, le président ne voit pas l'accusé avant les débats, parce qu'on craint qu'une entrevue ne lui donne des préventions en faveur ou contre celui-ci. En France même, cet interrogatoire n'est, en réalité, qu'une pure formalité, qui se borne à un avertissement du président à l'accusé, qu'il doit se pourvoir d'un défenseur, et qu'il peut former une demande en nullité contre la mise en accusation. Il devait forcément en être ainsi, parce que la loi permet au président, qui use presque toujours de ce droit, de confier le soin de cet interrogatoire

à un autre juge, et que celui-ci, le plus souvent, ne fait pas partie de la Cour d'assises et est absolument étranger à l'instruction concernant l'accusé qu'il interroge. (Faustin Hélie, C. O. C., VII, p. 422.)

2° Le Président de la Cour d'assises a, comme tout président d'une juridiction, la police de l'audience.

3° L'art. 267, C. I. C., lui confère un pouvoir très étendu dans la direction des débats, ainsi que cela résulte du texte suivant de la loi, qui a reçu en pratique une grande extension : « Il sera de plus chargé personnellement de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, de leur exposer l'affaire sur laquelle ils auront à délibérer, même de leur rappeler leur devoir, de présider à toute l'instruction, et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler. »

4° Il est investi, pour l'instruction de l'audience, d'un pouvoir que la loi a qualifié elle-même de « pouvoir discrétionnaire ». L'art. 268, C. I. C., établit le caractère général de ce pouvoir : « Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation. » L'art. 269 indique, d'autre part, les cas principaux

où il y a lieu pour le Président d'user de ce pouvoir, et les mesures les plus importantes qu'autorise la loi : « Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté. »

Faustin Hélie justifie de la façon suivante ce pouvoir discrétionnaire accordé au Président des assises :

« Les débats d'une affaire ne suivent pas exactement la voie ouverte par l'instruction écrite, ils ne sont pas fatalement enfermés dans les mêmes errements, enchaînés aux mêmes preuves. Des incidents imprévus les traversent sans cesse et les font dévier d'un côté ou d'un autre. Ce sont des témoins qui font des révélations jusque-là vainement attendues, ou qui contredisent des assertions qui semblaient acquises au procès; ce sont les accusés eux-mêmes qui, dans leurs défenses ou leurs récriminations, laissent entrevoir des circonstances inaperçues ou détruisent leurs premiers aveux par des dénégations; ce sont des paroles qui échappent, des doutes qui surgissent, des contradictions qui se formulent, des ombres qui prennent un corps. Faut-il surseoir afin qu'une instruction nouvelle contrôle ces nou-

veaux témoignages, vérifie ces assertions et passe au crible d'un second examen tous les éléments qui viennent à l'improviste se jeter dans la discussion? Non, car cette instruction supplémentaire peut se faire sur-le-champ, à l'audience même, et sans aucun péril pour les intérêts de la cause, puisqu'elle s'applique au même fait, qu'elle n'est que la continuation de la première, et qu'elle est engendrée par la lutte même de l'accusation et de la défense. »

Ce pouvoir, comme on le voit, n'a pas d'autre limite que le but que donne la loi à son exercice : « répandre un jour utile sur des faits contestés » de l'affaire en cause.

On a fait de ce pouvoir deux applications remarquables. La première, concernant les témoins, permet au président, s'autorisant de ce qu'il a le droit « d'entendre toutes personnes », d'aller à l'encontre des prohibitions prononcées par la loi, et d'appeler, par exemple, des personnes frappées d'incapacité, et même le juge d'instruction qui a instruit l'affaire, et l'officier du ministère public qui a requis les poursuites. D'autre part, c'est encore en vertu de son pouvoir discrétionnaire que le président procède, en cours d'audience, à l'interrogatoire de l'accusé, interrogatoire qui est devenu une partie caractéristique des débats, bien qu'il ne soit consacré par aucune disposition particulière de la loi (Garraud, p. 664).

On le voit, tout cela donne au président des assises, en France, un rôle très actif dans la marche des débats. Il en est tout autrement en Angleterre, où aucun texte de la loi ne définit les fonctions du président, qui, en principe, se réduisent à la direction des débats, de telle sorte que les droits de l'accusé ne soient pas violés et que la manifestation de la vérité soit rendue aussi facile que possible. Le président demeure, en général, silencieux et passif. S'il agit, ce n'est que pour donner un conseil à l'accusé, afin de lui rappeler quelque droit qu'il paraît ignorer; ou pour poser une question dans le but de faire mieux ressortir la portée d'une déposition.

C'est lui cependant qui est juge souverain des questions de droit soulevées au cours d'une audience; et celles-ci sont plus nombreuses en Angleterre qu'en France, surtout en ce qui concerne l'admissibilité des dépositions, comme, d'ailleurs, nous le verrons à la section suivante.

Les débats terminés, et avant que le Jury se retire pour délibérer, c'est le président encore qui résume toutes les dépositions, à charge et à décharge, avec la plus grande impartialité possible. Ce résumé, qui a été supprimé en France, est beaucoup plus nécessaire et en même temps plus facilement réalisable en Angleterre. Il est plus nécessaire parce que les jurés n'ont, pour délibérer, que le souvenir

qu'ils ont conservé de l'audition des débats, et les quelques notes qu'ils ont pu prendre aux cours de ceux-ci, et il est plus facilement réalisable parce que le président, n'ayant pas pris part aux débats, n'a pas eu l'occasion de laisser échapper ou deviner son opinion personnelle, et peut ainsi se montrer plus impartial dans son résumé.

Celui-ci n'est pas nécessaire en France, parce que le jury emporte avec lui dans la chambre des délibérations l'acte d'accusation, les procès-verbaux constatant les débats, et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins. Ce résumé faisait cependant partie essentielle de la procédure jusqu'à l'année 1881. Le passage suivant du rapport présenté à la Chambre des députés, à l'occasion de la discussion de la loi qui le supprima, indique les raisons de cette suppression, qui peuvent se ramener à deux principales : son inutilité et le danger qu'il présentait :

« Ce résumé, « dit ce rapport », est inutile, car si le président se borne, ainsi que le prescrit l'art. 336, à faire remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé, il remplira une tâche oiseuse; il sera aujourd'hui injurieux pour le Jury de supposer qu'après l'interrogatoire de l'accusé, l'audition des témoins, le réquisitoire du ministère public, la défense du prévenu, l'intervention du président est nécessaire pour dégager les

preuves qui militent en faveur de la condamnation ou de l'acquittement. Dangereux, car, quel que soit le désir du président de tenir la balance exacte entre l'accusation et la défense, de ne laisser jamais percer son appréciation personnelle, il est impossible que, même involontairement, l'auteur du résumé ne sorte pas de l'impartialité qu'il s'est proposé d'observer; comment pourrait-il se soustraire à la pression de sa conviction pour n'être que l'écho fidèle du ministère public ou de l'avocat? Et si l'étude de la procédure écrite, la direction des débats oraux, lui signalent un coupable dans cet accusé que la loi présume innocent, ne faudrait-il pas qu'il fût doué d'une nature surhumaine pour résister à la tentation d'assurer une condamnation qu'il considère comme le résultat nécessaire d'une vérité démontrée? Plus il saura qu'il a devant lui un coupable, moins il se préoccupera de se renfermer dans les limites étroites que la loi assigne à son intervention couvert d'ailleurs contre les conséquences d'un abus de pouvoir par les inspirations et le témoignage de sa conscience. »

SECTION IV. — *Interrogatoire de l'accusé.*

Nous venons de voir que nulle part, dans le Code d'Instruction criminelle, on ne rencontre une dis-

position établissant pendant les débats un interrogatoire général de l'accusé sur les faits de l'instruction; mais que le président, en vertu de son pouvoir discrétionnaire, a établi cet interrogatoire, qui est même devenu une partie essentielle dans la marche des débats. Il est vrai que l'art. 319 C. I. C. prescrit que le président devra demander à l'accusé s'il veut répondre aux dépositions des témoins, et qu'il pourra poser à ceux-ci et à l'accusé toutes questions qu'il croirait de nature à aider à la manifestation de la vérité; mais cette disposition conserve un caractère tout spécial, son application étant subordonnée au caractère de chacune des dépositions, et elle n'institue aucunement un interrogatoire général comme celui qui existe en réalité. Il résulte de ces textes que ce n'est qu'au milieu de l'audition des témoins, et lorsque les dépositions rendent nécessaires les explications de l'accusé, que le président est autorisé, non pas à lui faire subir un interrogatoire, mais à lui demander des éclaircissements et à l'examiner.

Il est si vrai qu'on n'a pu s'autoriser de cet art. 319 pour justifier l'interrogatoire général, que celui-ci précède la déposition des témoins, étant en effet le premier acte des débats. Mais, bien que cet usage soit devenu une pratique habituelle des assises, et ait été confirmé par une jurisprudence constante, il faut remarquer, dit Faustin Hélie,

qu'il n'est pas en harmonie avec la théorie de la loi. « Cette pratique est un dernier vestige de la procédure inquisitoriale, qui considérait l'interrogatoire définitif comme un élément nécessaire de la sentence, et qui faisait placer l'accusé sur la sellette pour le subir. Les présidents qui suivent ce mode de procéder dans toutes les affaires ne se sont pas rendu compte de la théorie de notre Code qui, s'il a maintenu le système de la procédure inquisitoriale dans l'instruction écrite, a appliqué au contraire à l'instruction orale de l'audience les règles de la procédure accusatoire. »

Quoi qu'il en soit, cet interrogatoire est un moyen d'instruction et un moyen de défense. Le président ne doit, en s'en acquittant, ni presser ni troubler l'accusé. Il doit, en le mettant à même de s'expliquer, favoriser le libre développement de sa parole. « Il doit chercher enfin, avec la plus complète impartialité, et uniquement la vérité. »

Il est bien entendu que l'on ne peut obliger l'accusé à répondre à cet interrogatoire. Il se pourrait, en effet, que ses réponses lui fussent préjudiciables, et « nul ne peut être contraint à s'accuser lui-même ».

Nous avons dit déjà, en parlant du juge d'instruction, combien il est difficile à ce dernier, qui a lu toutes les dépositions écrites, d'atteindre, dans ses interrogatoires, au degré d'impartialité qui serait

désirable. Et la même considération est vraie pour le président de la Cour d'assises.

Il y a un autre inconvénient encore à cet interrogatoire. C'est que parfois un accusé insouciant, au lieu de s'attacher sérieusement à sa défense, répond par des plaisanteries qui lui attirent l'indulgence du public, et sont bien souvent préjudiciables à la dignité de la justice.

En somme, ce procédé, malgré les critiques dont il a déjà été l'objet, est si bien entré dans la pratique des débats criminels, qu'on ne pourrait le supprimer ou le modifier sans qu'il en résultât pour la procédure plus de confusion que de profit.

Bien qu'un peu arbitraire peut-être, cet usage est, du moins, d'une pratique nette et claire. En Angleterre, au contraire, tout dans cette matière était, jusqu'à ces derniers jours, un sujet de confusion.

D'après la loi, le président n'avait le droit de poser à l'accusé qu'une seule question : « Etes-vous coupable ou non ? », après laquelle le silence de l'accusé était interprété dans le sens d'une réponse négative. Et l'accusé peut, de même, demeurer silencieux pendant toute la durée des débats : toujours en vertu du même principe, c'était à l'accusation de prouver sa culpabilité, lui n'ayant qu'à demeurer passif. La loi lui interdisait même d'intervenir dans les débats, considérant que son intérêt était de laisser l'accusation travailler seule. Il faut en excepter pourtant le

cas où il n'a pas de défenseur : car c'est lui alors qui interroge les témoins et expose sa propre défense.

Mais, cependant, il est difficile de soutenir que, en principe, l'accusé n'est pas meilleur juge qu'aucun autre de sa situation et des meilleurs moyens à user pour sa défense. Et s'il estime, dans ces conditions, qu'une déclaration faite par lui au cours des débats pourrait lui être utile, n'est-ce pas, sous prétexte de protéger ses intérêts, au contraire les atteindre que de lui interdire de faire cette déclaration ? En outre, cette interdiction suppose que tous les avocats sont également consciencieux et compétents ; que chacun d'eux saura prendre dans la plus grande mesure les intérêts de son client ; que tout sera dit pour chaque affaire qui devrait être dit ; et qu'ainsi l'accusé n'aura jamais rien à ajouter à la défense présentée par son avocat. Peut-être, lorsqu'il s'agit d'un accusé riche, pouvant faire citer tous les témoins, et intéresser à sa cause les meilleurs avocats, sera-t-il bon de laisser à ceux-ci tout le soin de la défense. Mais que dirons-nous d'un accusé pauvre, à qui manquent ces moyens, et qui doit surtout compter sur lui pour défendre ses intérêts ?

Depuis quelque temps, un mouvement assez accentué de l'opinion publique réclamait une réforme de cet état de choses.

Sous la pression de ce mouvement, les juges y

avaient introduit déjà une modification assez importante. Ils permettaient à l'accusé de faire, après la plaidoirie de son avocat, une déclaration continue, dans laquelle il donnait sur son cas les explications qu'il croyait nécessaires. Ce compromis entre l'interrogatoire et le silence absolu était une mesure très sujette à critique. Il arrivait, en effet, que l'accusé, affolé par le tour qu'ont pris les débats, invente pour se défendre les choses les plus invraisemblables, qui ne pouvaient que lui nuire dans l'esprit des jurés, et souvent aussi, du même coup, démolissait la défense édiflée et présentée par son avocat.

Il en était de même d'une autre mesure, passée également dans la pratique, et par laquelle le président des assises, lorsque le Jury était rentré en salle et avait prononcé le verdict, demandait à l'accusé, avant de déterminer la peine, s'il n'avait rien à dire sur l'application de celle-ci, et, par exemple, s'il n'avait pas à faire une déclaration pouvant la faire atténuer. Quelquefois encore l'accusé se décidait alors à exposer de nouveaux faits, réels ou imaginaires, dont la révélation entachait évidemment d'incertitude tous les débats et faisait peser sur le verdict rendu par le Jury un doute très préjudiciable à l'autorité de ce dernier.

Une loi promulguée en 1885 et visant à la « protection des femmes et des filles et à la suppression des maisons de prostitution », avait introduit dans la

matière qui nous occupe une modification en vertu de laquelle toute personne accusée d'un acte d'immoralité avait le droit, au cours des débats sur sa propre cause, de témoigner à l'égal de tout autre témoin et avec les mêmes formalités. C'était un premier pas fait vers l'interrogatoire. Mais cette mesure était d'application relativement assez rare, parce qu'elle est réservée aux cas qui tombent sous le coup de cette loi.

Après tous ces essais et remèdes partiels, le législateur s'est enfin décidé à donner satisfaction à l'opinion publique et à la demande de la majorité des praticiens, juges, magistrats et avocats. « The criminal évidence Act. 1898 » a accompli une réforme radicale en ce qui concerne le rôle de l'accusé dans la procédure criminelle.

Le premier article de cette loi pose le principe de la réforme : « Toute personne inculpée d'une infraction quelconque à la loi pénale, le mari ou la femme de l'inculpé, suivant le cas, seront des témoins valables pour la défense, sans distinguer si la personne ainsi inculpée est seule inculpée, ou si elle l'est conjointement avec d'autres. »

La base de la nouvelle réforme est que, contrairement à la vieille règle du droit anglais, l'accusé peut être témoin dans sa propre cause. Ce nouveau rôle attribué par la loi à l'inculpé amène deux conséquences :

1^o L'accusé étant témoin doit prêter serment et ensuite se soumettre à l'interrogatoire de son propre avocat et au contre-interrogatoire de l'avocat chargé des poursuites; étant donnée la latitude accordée aux avocats dans ces interrogatoires et à l'habileté qu'ils peuvent y déployer, il est à craindre qu'un accusé, même innocent, n'hésite à s'y soumettre.

Les partisans de cette loi ne se sont pas dissimulé que l'obligation de prêter serment, imposée à l'inculpé qui veut témoigner, augmentera les cas de parjure; il nous paraît certain que le législateur, dans le but d'assimiler autant que possible la situation de l'accusé-témoin à celle du témoin ordinaire, a sacrifié un intérêt que la société devait protéger avant tout autre; nous voulons parler du respect de la foi jurée.

Ce qu'il est permis de critiquer dans la nouvelle disposition de la loi anglaise, c'est qu'on exige de l'accusé un serment qui le mette souvent entre la trahison de ses intérêts et la trahison de la foi jurée; nous pensons qu'il eût été préférable d'emprunter à la France son système de déposition « à titre de renseignement ». Système qui laisse au Jury l'appréciation de la valeur de la déposition, sans établir en principe la valeur de cette déposition par un serment qui, en fait, est toujours suspect.

Quoi que l'on fasse, la situation de l'accusé-témoin

n'est pas tout à fait assimilée à celle d'un témoin ordinaire. En premier lieu, ce témoignage est facultatif, c'est une ressource que la loi offre à l'inculpé sans l'imposer; s'il ne se décide à ne pas en profiter, il joue le rôle passif préconçu par l'ancien système.

Mais ici, se présente une objection très grave : Est-il vrai que l'accusé, sous le nouveau système, sera libre de témoigner ou de ne pas témoigner? Et cela sans porter préjudice à ses intérêts.

Ne sera-t-il pas jugé sur son silence qui pourra être interprété comme un aveu? Voilà, à notre avis, le point faible de la réforme, elle laisse à l'inculpé une option qui n'est qu'apparente. Il semble que le législateur ait eu conscience de cet inconvénient, car il a essayé d'y remédier dans une certaine mesure; en effet, l'art. 1^{er}, § b, dit : « Le fait, de la part d'une personne inculpée d'un délit, de s'abstenir de donner son témoignage ne pourra être l'objet d'aucun commentaire de la part de la poursuite. » Mais on n'a pas manqué de dire que si la loi peut défendre les commentaires et les observations que le juge aura sûrement le pouvoir d'arrêter, il ne peut empêcher les insinuations qui résultent d'un signe ou d'un mot; il ne peut pas empêcher surtout les impressions qui se forment dans l'esprit des jurés.

Un des principes les plus étroits et les plus res-

pectés en Angleterre, c'est qu'il est toujours permis à un témoin de ne pas répondre aux questions qui peuvent l'incriminer. Il est clair qu'il sera désormais impossible d'appliquer cette règle à l'accusé-témoin; la seule utilité de son témoignage réside précisément en ce qu'il doit porter sur sa culpabilité ou sur sa non-culpabilité et on ne peut empêcher l'avocat de lui poser des questions, en réponse desquelles il se trouve obligé de faire une déclaration explicite à cet égard.

Mais, inspiré par le respect de l'ancienne tradition, le législateur s'est efforcé de restreindre cette brèche qui est presque la seule que la loi anglaise a ouverte dans l'application de cette règle : qu'un témoin peut toujours refuser de répondre aux questions qui peuvent l'incriminer.

Voici quelle a été l'expression qui a été donnée à cette restriction.

« Lorsqu'une personne inculpée sera appelée à témoigner en exécution du présent article, il ne pourra lui être posé (et, s'il lui en était posé, elle ne serait pas tenue d'y répondre) aucune question tendant à montrer qu'elle est coupable ou qu'elle a été convaincue ou qu'elle a été inculpée de quelque délit autre que celui dont elle est actuellement inculpée ou tendant à montrer qu'elle est de mauvaise vie (*bad character*) à moins que :

1° La preuve qu'elle est coupable ou qu'elle a été

convaincue de cet autre délit ne soit un moyen de preuve (évidence) admissible pour montrer qu'elle est coupable du délit dont elle est actuellement inculpée.

2° Ou que, personnellement ou par l'organe de son avocat, elle n'ait posé des questions aux témoins produits par la poursuite en vue d'établir ses propres bonnes vie et mœurs, ou qu'elle ait déposé de ses propres bonnes vie et mœurs, ou que la nature ou la direction de la défense soient telles qu'elle implique les imputations atteignant l'honorabilité du poursuivant ou des témoins produits par la poursuite.

3° Qu'elle n'ait déposé comme témoin contre une autre personne inculpée de ce même délit.

Il résulte de ces dispositions que l'accusé qui s'est décidé de témoigner ne peut pas être obligé d'avouer les condamnations antérieures, à moins qu'il n'y ait connexité entre les deux faits. En réalité, le tempérament apporté à la loi est strictement limité à l'acte qui fait l'objet de l'accusation présente. On ne peut pas poser des questions pour établir la mauvaise conduite de l'accusé, à moins que lui-même en ait pris l'initiative en essayant d'établir l'impeccabilité de ses mœurs, par sa propre bouche ou par celle de son avocat.

Telles sont les dispositions principales de la présente loi.

Ceux qui s'intéressent à l'histoire de la procédure criminelle remarqueront qu'on a introduit de nouveau, et dans des circonstances particulières, le serment de l'accusé qui était la caractéristique du système inquisitoire pur; cette innovation est particulièrement frappante dans la législation anglaise qui repose, d'une manière absolue, sur le système accusatoire. Cette disposition nouvelle intéresse le but spécial que nous nous sommes proposé dans la présente thèse.

Si on rapproche, en effet, de la loi française du 8 décembre 1897, les nouvelles dispositions de la procédure anglaise, on constate que le législateur français, en levant la secret de l'instruction, s'est éloigné du système inquisitoire. Tandis que le législateur anglais, en donnant la parole à l'inculpé, s'est éloigné du système accusatoire pour se rapprocher du système inquisitoire; et il est remarquable de constater que, en dépit de cette divergence apparente, les deux législations sont entrées simultanément dans une voie commune, où les deux systèmes ont tendance à se confondre.

SECTION V. — *Audition des témoins.*

Le témoignage des hommes occupe le premier rang parmi les preuves qu'accepte la procédure

criminelle; et, comme nous l'avons dit, il est la base même du système accusatoire. En raison de cette importance, le législateur a cru devoir entourer ce genre de preuves de certaines formes, qui sont une garantie à la fois de la spontanéité et de l'indépendance des témoignages.

En France, la disposition essentielle, qui donne au témoignage son caractère, est contenue dans l'art. 319 C. I. C., qui établit que les dépositions devront être continues, ininterrompues. On considère en effet que toute interruption pourrait troubler le témoin, mettre le désordre dans ses idées, et gêner ainsi la spontanéité de sa déposition. Le témoin est donc libre de déposer comme il veut, d'exposer les faits dans l'ordre et dans les termes qui lui plaisent, et le président ne doit permettre aucune interpellation avant que la déposition soit entièrement achevée.

Mais une fois celle-ci terminée, l'accusé ou son avocat peuvent, non directement, mais par l'organe du président, poser des questions au témoin ainsi que dire de lui ou de son témoignage tout ce qu'ils croient utile à leur défense. C'est au président qu'il appartient d'estimer si ces interpellations sont véritablement utiles à l'accusé et si, par conséquent, elles sont en droit d'être faites; et il doit, pour cette appréciation, consulter uniquement les intérêts de la défense, sans se laisser influencer par des considé-

rations de convenance ou par la crainte de froisser le témoin.

Ainsi donc, ce qui caractérise l'audition des témoins dans la procédure criminelle française, c'est la continuité des dépositions, et l'obligation de n'interpeller les témoins que par l'organe du président.

Le législateur anglais a pris exactement le contre-pied de ce système. Il a rejeté la déposition continue, en alléguant que c'est là une tâche très délicate et très difficile pour un homme qui n'est pas habitué à coordonner et à exprimer publiquement ses idées; et que, d'autre part, le témoin laissé à lui-même, n'étant pas placé pour apprécier exactement la valeur des faits dont il dépose, peut fort bien s'attarder à des faits insignifiants pour négliger au contraire ceux qui seraient seuls importants.

En ce qui concerne le second point, le législateur anglais objecte que les questions posées au témoin perdent, dans la bouche du président, leur poids et leur caractère, parce que le président peut très bien ignorer dans quelle intention la question a été posée par l'avocat, et ainsi ne pas savoir tirer du témoin tout ce que l'avocat, agissant par lui-même, pourrait faire.

Il peut être intéressant de citer le passage suivant où M. Stephens, dans son *Histoire du droit criminel en Angleterre*, fait une comparaison entre les deux systèmes anglais et français :

« Tout le système anglais est basé sur le principe, que je dois regarder comme vrai, que le seul moyen de rendre des témoignages oraux complets et pertinents est qu'ils soient tirés du témoin par des questions posées par la partie qui présente le témoin. Et le seul moyen de rendre ces témoignages dignes de foi est qu'ils soient exposés dans chacun de leurs détails à une critique aussi sévère que possible de la partie adverse. En Angleterre, on atteint ce but par le contre-examen, où la partie adverse attaque de la déposition tout ce qu'elle croit vulnérable, où elle attaque même, si elle le croit utile, le caractère et la moralité du témoin. Notre système est basé sur ce principe que tous les faits devraient, autant que possible, être exposés, avant qu'on procède à les discuter. Dans le système français, au contraire, chaque déposition est discutée aussitôt qu'elle est terminée. Et une partie importante, si ce n'est la partie principale de cette discussion, est l'examen de l'accusé lui-même sur les faits de cette déposition. L'interpellation directe du témoin est confiée au président, qui n'a pas, pour douter de la véracité de celui-ci, ces fortes raisons qu'a l'avocat, et qui seules peuvent rendre le contre-examen efficace. Les parties, et surtout l'accusé, doivent interpellier le témoin par l'entremise du président; et une telle interpellation, confiée à un tiers qui peut être hostile aux intérêts de l'accusé, qui tout au moins y est indiffé-

rent, est aussi efficace que de se battre par l'intermédiaire d'un représentant à qui l'on n'a que le droit d'indiquer où il doit frapper. On ne doit jamais oublier que les débats sont un combat; et si on l'oublie pour un instant, on risque de rendre le combat inégal et injuste. Les témoins cités contre chaque partie sont pour le moment l'ennemi de cette partie; et il devrait être permis au représentant de chacune d'elles de les attaquer corps à corps. »

En Angleterre, donc, le témoin ne fait pas une déposition continue. C'est la partie qui le représente qui tire de lui ce qu'elle veut lui faire dire, par le moyen de questions successives. Mais, afin de sauvegarder le plus possible la spontanéité des témoignages, il est interdit à l'interrogateur d'agir par des réponses insidieuses. Ce premier interrogatoire terminé, c'est alors l'avocat de la partie adverse qui procède au contre-examen, pour lequel il jouit d'une latitude presque absolue, beaucoup plus grande que celle dont jouit l'avocat français. Cela s'explique si l'on songe que c'est sur ce contre-examen que l'on compte surtout pour faire jaillir la vérité : car les dépositions n'ont pas, comme en France, passé par le crible d'une minutieuse instruction préliminaire. C'est dans ce contre-examen que l'avocat anglais fait surtout valoir son habileté et ses talents; et, de même que l'avocat français porte surtout ses efforts sur une plaidoirie fortement constituée et persuasive,

de même c'est dans le contre-examen, par ses questions adroites, que l'avocat anglais cherche à détruire l'une après l'autre les charges apportées par les témoins, et à faire éclater ainsi l'innocence de son client.

Pour mieux justifier l'usage de l'interpellation ou contre-examen comme moyen de défense nous citons le passage suivant de Faustin Hélie :

« Il importe peu que les interpellations aient pour effet d'attaquer la moralité des témoins, si elles se rattachent aux faits de l'accusation; il importe peu qu'elles prennent même, sinon dans la forme, au moins au fond, un caractère diffamatoire, si elles sont utiles à la défense. Il serait étrange, en effet, que des raisons de convenance et d'égard personnelles puissent arrêter des interpellations qui peuvent conduire à la vérité. L'intérêt de la justice est le seul intérêt qu'il faille consulter. Les interpellations sont une voie d'instruction, un moyen de preuve, il n'est pas plus permis de les dénier à l'accusé, que de lui dénier le droit de produire des témoins ou des pièces. Il est regrettable sans doute que le débat puisse froisser quelques personnes et dévoiler quelques faits; mais il serait plus regrettable que, pour ne pas toucher à ces personnes, la justice s'exposât à ajouter foi à une déposition suspecte ou intéressée. Le degré de confiance que mérite un témoignage emporte nécessairement celle de la probité du

témoin, et la loi l'a compris ainsi lorsqu'elle a permis à l'accusé de tout dire « tant contre lui que « contre son témoignage. »

En comparant ce passage avec ce que nous avons dit avant, de l'interpellation des témoins en Angleterre, il paraîtra que les deux systèmes sont d'accord sur le principe à appliquer, savoir que en cas de besoin la sensibilité du témoin doit être sacrifiée afin que la vérité soit manifestée mais le principe reçoit une application beaucoup plus rigoureuse et intransigeante en Angleterre qu'en France, où il est tempéré par l'intervention du juge.

Les législateurs n'ont pas seulement réglé la forme des témoignages; ils ont aussi, dans l'un et l'autre pays, cherché à en relever la valeur, en excluant ceux qui pourraient paraître suspects, soit en raison de la personnalité du témoin, soit en raison de la source où celui-ci les aurait puisés.

En Angleterre comme en France, en règle générale, toute personne peut être témoin, hors celles dont la loi ordonne ou autorise de ne pas admettre le témoignage. On peut les diviser en quatre classes :

1° Les individus que la loi déclare incapables de témoigner, en raison d'une condamnation qui leur enlève le droit d'être crus en justice, telles que des condamnations à une peine afflictive ou infamante, ou encore ceux à qui un jugement correctionnel a expressément interdit ce droit.

2° Les individus que la loi déclare témoins reprochables, à raison d'un lien étroit de parenté ou d'alliance qui les unit à l'accusé : les ascendants et descendants, les frères et sœurs, le mari et la femme, et les alliés du même degré.

3° Les individus dont une cause de suspicion entache le témoignage, tels que les dénonciateurs récompensés pécuniairement par la loi, et la partie lésée qui s'est constituée partie civile.

4° Les individus qui exercent une fonction qui les empêche de témoigner, tels que les prêtres, les avocats, les médecins, qui sont dispensés de témoigner sur les faits dont ils auraient pu acquérir connaissance dans l'exercice de leurs fonctions.

Ces exemptions si larges auraient certainement porté obstacle à l'administration de la justice, si elles n'avaient été tempérées par deux dispositions :

1° L'art. 322 C. I. C., dit que « l'audition des personnes ci-dessus désignées ne peut opérer une nullité lorsque, soit le Procureur général, soit la partie civile, soit les accusés, ne se sont pas opposés à ce qu'elles soient entendues ».

2° Toutes les exemptions, en général, ont été rendues à peu près inutiles dans certains cas, par l'effet du pouvoir discrétionnaire qu'a le président d'entendre toutes personnes, ce dont nous avons déjà parlé. Il peut, en vertu de ce pouvoir, reprendre les témoins qui ont été écartés, soit par

l'opposition des parties, soit d'office par la juridiction, non plus, il est vrai, à titre de témoins, mais à titre de simples renseignements.

Le législateur anglais n'a pas cru devoir prononcer toutes ces exemptions qu'on a trouvées impraticables en France, ainsi que nous venons de le voir. Depuis longtemps, le seul cas d'incapacité absolue reconnue par la loi était celui du mari contre ou en faveur de sa femme, et réciproquement.

Mais cette incapacité vient d'être levée par la nouvelle loi qui accorde à l'accusé la faculté d'être témoin dans sa propre cause. L'époux est maintenant un témoin facultatif; il peut être témoin, ou ne pas l'être, dans l'affaire où son conjoint est inculpé. Ainsi on peut dire qu'il n'existe plus en Angleterre d'incapacité personnelle d'être témoin, sauf l'abstention permise à l'accusé ou à son conjoint.

Mais si le législateur anglais est beaucoup plus large en ce qui concerne l'admissibilité des personnes en témoignage, il l'est beaucoup moins sur l'admissibilité des faits. Il a cherché à établir par des règles la valeur et la pertinence des témoignages, et à faire une fois pour toutes un travail d'épuration analogue à celui que fait pour chaque affaire le juge d'instruction.

Le témoin, d'abord, ne peut déposer que ce dont

il a une connaissance personnelle, ce qu'il a vu ou entendu lui-même. Cette disposition exclut donc absolument les oui-dire, c'est-à-dire des dépositions *ex auditu alieno*. Des dépositions de ce genre ne sont admises qu'à la police, en qualité d'indices pouvant servir à remonter jusqu'à la source des faits eux-mêmes, et à découvrir ainsi des preuves directes. C'est pour cette raison que toutes les dépositions doivent être faites en présence de l'accusé, afin que celui-ci puisse, en interrogeant le témoin, s'assurer que ce dernier a bien réellement une connaissance personnelle des faits qu'il avance.

On ne fait exception à cette règle que dans les cas d'assassinat et d'homicide, où il est permis alors d'admettre le récit de la déposition d'un mourant. Encore la jurisprudence restreint-elle cette faculté dans les plus étroites limites. C'est ainsi qu'elle exige une preuve préalable que le mourant, au moment où il a fait sa déposition, était convaincu de son état désespéré, c'est-à-dire qu'il a parlé sous le coup de l'impression de sa mort imminente, dans des conditions où, en général, on est peu porté à mentir.

En France, les simples oui-dire sont admis, non seulement comme moyens d'instruction, mais comme témoignages devant la Cour d'assises, comme moyens de preuves. Les témoins peuvent déposer sur tous les faits, même ceux *ex auditu*

alieno, sauf pour le Jury à y avoir tel égard que de raison.

Nous avons vu que le système accusatoire exige que la culpabilité de l'accusé soit établie par l'accusation, indépendamment de celui-ci. Ce principe doit avoir pour effet d'exclure absolument l'aveu. L'aveu est cependant admis comme preuve; mais son admissibilité, lorsqu'il est fait en dehors des débats, est soumise à un système assez compliqué de conditions, qui doivent en garantir la spontanéité. Si l'aveu a été fait devant une autorité, on ne le reconnaît valable qu'à la condition que l'accusé ait été prévenu au préalable que son aveu serait porté comme charge contre lui. Et dans tous les cas, s'il y a la moindre raison de croire que l'aveu a été extorqué contre promesse ou menace, il est absolument écarté.

Une déclaration d'un accusé n'est jamais admise comme preuve contre son co-accusé. Dans quelques cas cependant, lorsqu'une affaire comporte plusieurs accusés, et que l'on n'est pas parvenu à réunir des charges suffisantes contre aucun d'eux, on décharge l'un d'entre eux des poursuites, qui devient alors un témoin ordinaire, et dépose contre ses complices. Ce procédé n'est évidemment appliqué que dans des cas très rares, pour des affaires graves où l'intérêt public exige un châtiment, et l'on choisit alors l'un des accusés qui ont joué dans

l'affaire le rôle le moins actif. Ce témoin est connu sous le nom de « témoin de la Reine ».

Il est interdit aux témoins de faire aucune allusion aux antécédents de l'accusé, avant que le verdict du Jury ait été prononcé.

En France, à l'opposé de ce qui existe en Angleterre, toute la procédure de l'instruction et des débats tend à obtenir de l'accusé un aveu. D'autre part, la confrontation des co-accusés, dans le but de les mettre en contradiction les uns avec les autres, est un des principaux moyens d'instruction. Et enfin, les antécédents officiellement constatés de l'accusé sont un des éléments les plus importants d'appréciation du Jury.

L'ensemble des règles de la procédure anglaise que nous venons d'énumérer, offrent beaucoup de garanties à l'accusé; mais leur application rend en même temps très difficile l'accomplissement de la tâche de ceux qui sont chargés de la répression des crimes. Mais, une fois les témoignages ainsi épurés, ceux-ci forment un faisceau solide, dont le Jury peut s'aider hardiment pour se former une opinion.

On peut se demander pourtant si, aujourd'hui que l'administration de la justice est soumise à un contrôle très actif de la part de la presse et de l'opinion publique, l'observation de ces règles est encore aussi nécessaire qu'autrefois, et s'il n'y aurait pas lieu d'adoucir un peu leur sévérité. Elles ont quel-

quefois pour résultat de laisser ignorer au Jury des faits très importants. On pourrait donc peut-être se montrer moins sévère sur l'admission des faits. Cela pourrait se faire avec d'autant moins de risques que la procédure anglaise a conservé le résumé final du juge, et que celui-ci pourrait, dans ce résumé, attirer l'attention du Jury sur le degré de valeur concluante de chaque déposition.

SECTION VI. — *Le jugement.*

Nous savons déjà que le jugement définitif des affaires criminelles est confié, en France et en Angleterre, à une Cour d'assises composée de deux éléments : le magistrat et le Jury. Cette situation soulève naturellement dès l'abord la question suivante : Dans quelle mesure chacun de ces deux éléments doit-il participer à l'accomplissement de la tâche commune : le jugement?

Si l'on s'en rapporte aux aptitudes de chacun d'eux, on sera naturellement porté à poser en principe, pour la répartition des deux parties de la tâche, que le Jury doit se prononcer sur les faits, et le magistrat sur le droit.

Mais ce principe, si simple et si clair dans sa forme, n'est pas sans présenter de nombreuses difficultés dans l'application. Dans certains cas, par

exemple, la question de droit est tellement identifiée à la question de fait, qu'on ne sait comment les séparer, et réserver à chacune des deux juridictions ce que le principe lui attribue. En Angleterre, on a estimé qu'en laissant au magistrat toute liberté d'interpréter les faits reconnus par le Jury, on courrait le risque de voir celui-là, usant de son droit souverain, interpréter la loi à sa guise et contrairement à l'esprit de celle-ci, et rendre impuissant ainsi le verdict prononcé par le Jury.

Nous allons considérer l'application de ce principe en France et en Angleterre, et nous verrons par quels moyens les deux législateurs ont tranché les difficultés soulevées.

Chaque affaire criminelle présente quatre ordres différents de questions à résoudre :

1° La réalité des faits : les faits sont-ils établis?

2° La moralité des faits : l'accusé est-il coupable de ces faits?

3° La criminalité des faits : les faits tombent-ils sous l'application de la loi?

4° La quotité de la peine : quelle peine faut-il appliquer?

Les deux premières questions ne soulèvent pas de difficultés, et leur résolution rentre indiscutablement dans les attributions du Jury : car nous sommes exclusivement sur le terrain des faits, dont l'appréciation est la seule raison d'être du Jury.

Mais c'est la troisième question surtout dont la résolution a soulevé des doutes et fait naître des discussions. Et les deux législations se sont écartées l'une de l'autre dans les deux solutions qu'elles ont adoptées.

En France, la question n'a été tranchée qu'après de vives discussions entre une partie de la doctrine, d'une part, et la jurisprudence, de l'autre.

Le nœud de la difficulté réside dans l'art. 337 C. I. C., qui est ainsi conçu : « La question résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces termes. L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation? »

Cet article attribue en premier lieu au Jury la détermination de tous les faits et de toutes les circonstances qui constituent le fait incriminé. Il lui attribue en second lieu l'appréciation de la moralité de l'accusé, puisqu'il l'appelle à déclarer si celui-ci est ou n'est pas coupable.

Mais l'article paraît aller plus loin encore, et confier au Jury la tâche de décider si cet acte rentre ou ne rentre pas dans la classe des faits prévus et punis par la loi pénale; en un mot, il semble attribuer au Jury le rôle de donner aux faits qu'il trouve constants leur qualification légale.

En effet, quand on dit : « La Cour posera au Jury

la question ainsi qu'il suit : L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre? », il est clair qu'on interroge le Jury, non seulement sur une question de fait, mais aussi sur le point, souvent fort délicat, de savoir si ce fait constitue ou non ce que la loi pénale a qualifié de meurtre. Or, pour résoudre cette dernière question, il faut avoir étudié la définition, contenue dans le Code, de ce crime, et être au courant de l'interprétation que la jurisprudence en a donné : bref, c'est résoudre une question de droit.

D'après ceux qui interprètent cet article de cette manière, la loi n'aurait réservé à la Cour d'assises, c'est-à-dire au magistrat, que les questions qui se détachent des faits, les questions de pur droit, qui sont uniquement relatives à l'application de la peine.

Les adversaires de cette opinion la repoussent pour les raisons suivantes. La tâche, dit-on, que ses partisans voudraient imposer au Jury, exigerait des connaissances de la loi et des aptitudes spéciales que les jurés n'ont pas. On dit, en outre, que cette interprétation est contraire à plusieurs articles où la distinction des fonctions du magistrat et du Jury est nettement prévue, notamment aux art. 364 et 365 C. I. C., qui disent que, lorsque le fait déclaré constant par le jury paraît à la Cour n'être pas défendu par une loi pénale, elle absoudra l'accusé;

que si, au contraire, la Cour reconnaît dans ces faits des actes punissables par la loi pénale, elle prononcera la peine établie par la loi. De ces articles, il résulte nettement que c'est à la Cour d'apprécier la criminalité des faits et de leur donner leur qualification légale.

L'art. 342, qui contient une instruction aux jurés sur la nature de leurs devoirs, porte à la même conclusion. La loi, dit cet article, ne demande pas compte aux jurés des motifs de leur décision; elle ne leur adresse qu'une question : « Avez-vous une intime conviction? » Or, cette expression ne semble pas imposer au Jury la nécessité de résoudre une question de droit, car la résolution d'une question de droit est quelque chose de positif, qui exige autre chose qu'une « intime conviction », qui exige des connaissances nettes et précises.

On peut supposer que la question posée par l'art. 337 n'est qu'une manière d'assurer que la délibération du Jury va se porter sur le fait incriminé par l'arrêt de renvoi.

C'est cette opinion qui a fini par l'emporter. Et il est maintenant reconnu en France, par une jurisprudence constante, que c'est au Jury d'établir les faits et à la Cour de leur donner leur qualification légale, et qu'en conséquence le président, en posant les questions au Jury, ne doit lui poser aucune question de droit.

Nous extrayons de l'ouvrage de Faustin Hélie le résumé suivant de la pratique dans cette matière. Et si cette pratique admet que l'on transige quelquefois avec le principe, celui-ci n'en demeure pas moins la règle générale qui domine la répartition de la tâche du jugement définitif entre le Jury et le magistrat :

« La double compétence du Jury et de la Cour d'assise est fondée sur la distinction du fait et du droit; la loi a attribué aux jurés la déclaration des faits et aux juges l'application de la loi. Les questions doivent donc être posées de manière à ne présenter aucune question de droit à résoudre aux jurés. Ils doivent être interrogés sur les faits qui sont les éléments de la qualification légale et non sur cette qualification même; sur toutes les circonstances d'où peut résulter une question de droit, non sur le caractère légal des faits, sur le sens et la portée de la loi. Ainsi, dans une accusation de complicité ou de tentative, la question ne doit pas demander s'il y a tentative ou complicité, elle se borne à énoncer les circonstances caractéristiques de l'un et de l'autre attentat, et quand les faits sont ainsi constatés, la Cour examine s'ils renferment les éléments exigés par la loi.

« Cette règle cependant n'est pas et ne peut être très rigoureusement appliquée. D'abord, il ne résulte aucune nullité de ce que la question exprime-

rait que le fait constitue tel ou tel crime, par exemple un faux en écriture publique, pourvu qu'à côté de cette énonciation se trouvent les faits et circonstances auxquels s'appliquent ces qualifications. Ensuite il y a des cas où la séparation du fait et du droit est très difficile. Dans une accusation de fausse monnaie, la question de savoir si les pièces contrefaites ont cours légal, circonstance constitutive, appartient au Jury. Le Jury est également compétent pour statuer dans une accusation de vol si le vol a été commis sur un chemin public, avec escalade, avec emploi de fausses clefs.

« La jurisprudence, dans ces cas et dans plusieurs autres, permet une formule qui suppose l'appréciation légale des faits. Boitard condamne sévèrement cette pratique qu'il trouve vicieuse et une violation flagrante des principes. »

En Angleterre, cette importante question a été résolue d'une autre manière. En principe, c'est le Jury qui est le juge suprême dans l'affaire, et son verdict embrasse à la fois le droit et le fait.

L'explication de ce rôle si étendu qu'on a donné au Jury, et qui paraît incompatible avec les aptitudes qu'il tire de sa composition, c'est dans l'histoire qu'il la faut chercher.

Sans entrer dans le détail, on peut dire que cette question a passé par quatre phases successives :

1° Lors de l'apparition du jugement par le Jury,

le droit était coutumier et local; et le Jury, composé des habitants du district, était donc aussi compétent qu'un autre juge à se prononcer sur les questions de droit.

2° Au fur et à mesure que les lois devinrent écrites et générales, le Jury devint de moins en moins compétent à les connaître, et le droit se sépara d'autant d'avec les faits. Le juge prit alors peu à peu l'habitude d'expliquer la loi au Jury, qui demeurerait cependant encore le juge souverain.

3° Avec le développement du pouvoir absolu, des juges, ayant abdiqué leur indépendance, imposèrent leur verdict au Jury, sous le prétexte d'interpréter la loi et ne craignirent même pas de punir les jurés d'amendes et d'emprisonnement, lorsque ceux-ci avaient refusé de se soumettre à leur injonction. A l'occasion d'une affaire célèbre, dont nous avons déjà parlé, le Jury revendiqua et obtint le droit d'émettre un « général verdict », c'est-à-dire un verdict embrassant à la fois le droit et le fait.

4° Le principe établi par cette décision n'a jamais été mis en question depuis lors. Mais on a trouvé, en l'appliquant, le moyen d'éviter la confusion qu'il entraîne entre le fait et le droit, et d'échapper à la critique qu'on ne manquerait pas de lui faire, d'imposer au Jury des fonctions qui sortent de sa compétence, et pour l'accomplissement desquelles

il lui manque une connaissance indispensable de la loi.

Lors de son résumé final, et avant que les jurés se retirent pour délibérer, le juge leur explique les questions de droit relatives à l'affaire sur laquelle ils vont se prononcer. Il leur dit, par exemple, que s'ils admettent tel fait avec telles et telles circonstances, cela constitue un meurtre; avec telles autres circonstances, c'est un assassinat, etc. En général, le Jury a un grand respect pour cette interprétation du juge, dans lequel il reconnaît sans peine l'autorité d'un homme ayant une connaissance approfondie de la loi. Mais, en réalité, il est toujours impossible de savoir s'il a admis ou non cette interprétation : car, dans la réponse laconique qu'il donne à la question unique du juge sur la culpabilité de l'accusé et dans laquelle il applique au fait qu'il a reconnu constant une qualification légale, il est impossible de discerner avec certitude quel est ce fait, avec les circonstances qui en ont déterminé la qualification. Il en résulte que le Jury est donc libre d'admettre ou de rejeter l'interprétation du juge.

On use encore d'un autre moyen pour tirer le Jury de la difficulté qu'il peut éprouver à trancher la question de droit. Si, malgré les explications du juge, il se croit encore incapable de résoudre cette question, il a la faculté de rendre ce qu'on

appelle un verdict spécial, c'est-à-dire un verdict dans lequel il spécifie les faits qu'il trouve constants et il laisse alors à la Cour le soin de donner à ces faits leur qualification légale. En réalité, c'est une renonciation du Jury à son droit de juger le Droit.

Nous savons que, en France, le principe qui attribue au Jury la compétence du jugement des faits et au magistrat celle du jugement du droit, est aussi nettement appliqué qu'il est nettement posé. En Angleterre, on le voit, c'est presque toujours aussi l'interprétation du juge qui, bénéficiant de l'autorité de celui-ci, s'impose au Jury; si bien que quelques auteurs, trompés par cette situation, l'assimilent à celle qui existe en France. Mais on vient bien de voir cependant, dans l'exposé, si court qu'il soit, que nous venons de faire de cette matière, que le Jury, par la grande liberté d'interprétation qu'il garde, en dépit du juge, a ainsi comme une arme de réserve, dont il lui serait toujours loisible d'user en cas d'abus de la part de magistrats qui dépendent du pouvoir central.

Il nous reste encore à examiner la quatrième des questions que comporte toute affaire criminelle, à savoir : l'application de la peine.

En Angleterre, cette tâche est confiée au juge, et, sauf dans le cas d'assassinat, il jouit ici d'une très grande latitude. Le Jury peut adjoindre à son verdict un appel à l'indulgence du juge; mais, bien

qu'en général les juges en tiennent compte, ils n'y sont cependant nullement tenus.

En France, en raison de l'institution des circonstances atténuantes, le Jury participe pour une large part dans la détermination de la peine. L'admission des circonstances atténuantes par le Jury a sur cette détermination un double effet, l'une obligatoire, l'autre facultatif : le premier est l'abaissement de la peine prévue par la loi de un degré; le second est la faculté laissée à la Cour, quand elle veut s'associer à l'indulgence du Jury, d'abaisser la peine de deux degrés.

Cette participation du Jury à la détermination de la peine est sujette à certaines critiques. Il semble bien que cette tâche soit plutôt de la compétence exclusive de la Cour, soit en raison des circonstances extérieures au fait incriminé (sa fréquence, sa gravité dans l'état des mœurs, etc...) qui peuvent nécessiter une plus ou moins grande sévérité, soit en raison de la nécessité qu'il y a de punir toujours les mêmes actes de la même peine, et dont le Jury, vu son caractère provisoire, ne peut être juge.

Nous avons passé en revue quelques-uns des points de comparaison qui existent entre la Cour d'assises en Angleterre et en France. Nous aurions pu, en entrant plus avant dans le détail de la matière, en trouver d'autres non moins intéres-

sants. Mais, puisqu'il nous fallait faire un choix, nous nous sommes arrêté à ceux dont l'examen pouvait nous permettre de dégager quelques-uns des principes sur lesquels reposent les deux législations.

CHAPITRE VI

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

La revue que nous venons de faire du système de procédure criminelle en Angleterre et en France, quelque incomplète qu'elle puisse être, suffit, nous l'espérons du moins, à mettre en relief, à faire saisir ce par où les deux systèmes s'écartent l'un de l'autre dans leurs principes et dans leurs tendances. Tous deux visent au même but; mais ils y tendent et y parviennent par deux routes différentes, qui quelquefois même se trouvent très éloignées l'une de l'autre.

Toutes ces divergences peuvent, nous semble-t-il, se ramener à deux, à savoir : d'une part l'esprit différent avec lequel les législateurs de chacun des deux pays envisagent et considèrent l'infraction à la loi pénale; et d'autre part, la forme différente que revêt, ici et là, la procédure où se traduit cet esprit. Nous voudrions, avant de terminer complètement cette

étude, essayer de nous rendre compte de ces deux différences fondamentales.

Ce qui semble être par-dessus tout l'objet des préoccupations du législateur français, c'est, nous l'avons vu, de punir l'accusé, pour sauvegarder les intérêts de la société; et il s'attache tellement à ce soin qu'il semble bien perdre parfois de vue l'autre côté de la question, c'est-à-dire les intérêts de l'accusé. En Angleterre, au contraire, une poursuite criminelle est considérée, d'abord, comme une atteinte à la liberté individuelle de l'accusé; et celui-ci est, en conséquence, le premier objet de la sollicitude du législateur. De sorte que, dans les cas où il paraît impossible de concilier les deux intérêts de la société et de l'accusé, le législateur anglais n'hésite pas à sacrifier ceux de la société.

C'est l'histoire des origines de chacun des deux systèmes qui peut nous rendre compte de cette différence fondamentale.

Le Code français de procédure criminelle a été institué par un pouvoir qui, succédant à une époque de troubles et de graves désordres politiques, s'était donné la mission d'asseoir un gouvernement solide, et de reconstituer la société sur des garanties telles que la reproduction des désordres antérieurs ne fût plus à craindre. Pour cela, ce pouvoir, se considérant comme la meilleure de ses garanties, s'est appliqué surtout à se consolider lui-même, et a cherché à cet

effet, en mettant dans sa main l'organisation judiciaire, à se donner ainsi une arme de plus qui pût lui servir au besoin de moyen de répression. L'organisation sociale instituée par l'Empire a été une réaction. Et, après les excès qu'avaient amenés le déchaînement de la liberté individuelle, on tendit au contraire à restreindre celle-ci plus peut-être qu'il n'eût fallu.

En Angleterre, il en est tout autrement. L'organisation judiciaire y vise un double but : outre la répression des crimes, elle est la garantie des droits publics du citoyen. Ceux-ci, en effet, ne sont pas, comme en France, établis et consacrés par une Constitution écrite, et l'organisation judiciaire est leur seule sauvegarde. La liberté individuelle, le droit de réunion, la liberté de la presse, le droit de pétition, tous ces droits, qui sont garantis en France par une Constitution, ne sont établis en Angleterre que par un verdict du Jury ou un jugement du tribunal, qui a acquis force de loi. Lorsque le pouvoir a tenté de porter atteinte à ces droits publics, il l'a fait presque toujours par le moyen de l'organisation judiciaire, en s'en prenant à l'indépendance des juges, revêtant ainsi ses abus d'une apparence de légalité. Doit-on s'étonner alors si, l'organisation judiciaire anglaise étant la seule garantie de la liberté individuelle du citoyen, elle s'attache avant tout à protéger cette liberté, et lui sacrifie au besoin des intérêts de la société?

C'est cette même raison qui nous explique encore la part si large que le citoyen occupe en Angleterre, à côté du magistrat, dans l'administration de la justice. Le Jury, ici, n'est pas tant un délégué de la société, chargé de défendre ses intérêts, qu'un délégué des citoyens, tous solidaires de l'accusé, chargé de défendre les droits de celui-ci.

Passons maintenant à l'examen de la seconde des deux grandes divergences que nous avons reconnues, de la forme différente que revêt dans chacun des deux pays la procédure criminelle.

En France, les principes sur lesquels repose la procédure criminelle ont été très nettement formulés et ils sont appliqués non moins nettement, avec une rigoureuse logique et jusqu'à leurs dernières conséquences. Tout est prévu et réglé avec le même soin, jusqu'aux détails les plus minutieux; le moins possible est laissé à l'appréciation personnelle et à l'arbitrage du juge.

En Angleterre, tout autre est l'état de choses. La plus grande partie des lois pénales n'ont pas été codifiées, non plus que la procédure criminelle. Presque toute cette matière est faite d'anciennes coutumes et de décisions judiciaires qui ont acquis force de lois : elle est aussi dans des statuts séparés, traitant d'une partie isolée du droit. Non seulement des détails, mais des points considérés comme essentiels sont laissés à l'arbitraire du juge.

C'est encore dans les origines de chacun des deux systèmes que nous trouverons la raison de cette seconde différence fondamentale.

Le système français a été institué de toutes pièces; il est sorti tout fait, et tout d'un coup, des mains du législateur, qui, avant de le construire, a bien clairement posé les principes sur lesquels il entendait se diriger.

Il n'en a jamais été ainsi, au contraire, du système anglais. Tel qu'il existe aujourd'hui, c'est une vieille construction qui n'a pas été bâtie sur un plan, qui a été remaniée et complétée suivant les besoins du moment, et qui présente ainsi des traces de toutes les époques à travers lesquelles s'est effectué son développement.

En allant plus au fond des choses, la véritable raison de cette différence tient à l'esprit national. C'est à la fois la force et la faiblesse du caractère français, que la fidélité à un principe une fois admis, et le courage de le suivre jusqu'à ses dernières conséquences. Et on a bien dit, d'autre part, que, en matière de droit comme en bien d'autres matières, les Anglais font bon marché des principes et s'inquiètent avant tout de la pratique et de la réalité. Et il est bien vrai que, dans toute affaire, si la « justice substantielle », la justice réelle, a été appliquée, les Anglais s'inquiètent peu de savoir si tel ou tel principe a été violé,

On peut se demander, cependant, comment, étant donné le manque de précision qui caractérise le système de leur procédure criminelle, les Anglais peuvent croire que cette « justice substantielle » a été rendue. Il faut l'attribuer à la confiance qu'ils ont en l'administration de la justice, en raison, d'abord, de la large place qu'y occupe l'élément civil, et ensuite, du respect qu'ils ont pour les juges. Nous avons dit déjà comment ce sentiment s'explique à l'égard des juges non rétribués. Quant aux autres, le prestige dont ils jouissent est dû à plusieurs causes, que fait ressortir le passage suivant extrait de l'ouvrage de M. de Franqueville sur *le système judiciaire de la Grande-Bretagne*.

« J'essaierai, dit cet auteur, de résumer, en quelques mots, l'impression qui se dégage de l'étude des systèmes judiciaires de l'Angleterre et de la France. D'un côté, tout conspire à donner aux magistrats le prestige et la réalité du pouvoir : leur mode de recrutement, leur petit nombre, leur grande situation, leur indépendance, l'absence de tribunaux administratifs et de ministère public, l'immense pouvoir dont ils jouissent, l'appui que leur donne l'opinion en échange du contrôle qu'elle exerce sur eux. De l'autre, tout est combiné pour les amoindrir : la façon dont ils sont choisis, leur grand nombre, l'infime modicité de leurs traitements, la continuelle surveillance qu'exercent sur

aux le ministère et le parquet, l'existence de la justice administrative et, par conséquent, la faculté pour le gouvernement d'élever le conflit, l'organisation du ministère public, qui interdit aux citoyens l'accès direct des tribunaux, l'absence du soutien de l'opinion publique.

Le vice capital de notre système, c'est que la politique empoisonne la source même de la justice; la nomination des juges, leur avancement, leur révocation, les poursuites et les non-poursuites, les condamnations ou les acquittements, l'exercice du droit de grâce, tout cela se fait par l'action directe ou indirecte d'une officine centrale, dirigée par un politicien que le hasard place, pour une durée généralement assez courte, à la tête de la Chancellerie et dont l'unique souci est de satisfaire aux caprices de ceux qui peuvent le renverser. Intimidée par l'autorité qui devrait la défendre, n'étant pas soutenue par l'opinion, ne pouvant ni saisir elle-même, ni recevoir directement les plaintes des particuliers, assistés de jurés mal choisis, parce que la politique intervient même dans la confection des listes, assurée que si elle frappe un ami du pouvoir, le droit de grâce s'exercera aussitôt, la justice demeure énervée et impuissante à remplir le grand rôle social qui lui incombe.

Le juge anglais, qui donc oserait lui donner un avis, lui adresser une recommandation ou lui

faire une menace? Il est nommé à vie, indépendant et vigoureusement appuyé par l'opinion; pas de ministre pour l'influencer, pas de député pour l'intimider, pas de procureur général pour l'empêcher de rendre justice au plus humble contre le plus puissant. Il sait enfin que ses arrêts seront respectés, que le droit de grâce, exercé avec une sérieuse attention, n'interviendra pas sans son assentiment. Pourquoi donc fléchirait-il? Il a un traitement égal à celui du premier ministre, il n'a pas d'avancement à obtenir, une faiblesse ou une complaisance le déshonorerait sans profit.

Il faut être juste; j'admire beaucoup les juges anglais, mais j'admire bien plus le système qui rend le devoir si aisé et la vertu si facile. De même, aussi, je critique bien moins les magistrats français que le système qui établit, à l'état permanent, une lutte entre leur intérêt et leur conscience. Il faudrait qu'un juge anglais fût le dernier des hommes pour manquer à son devoir; pour remplir le sien tout entier, il faut que le magistrat français soit un héros. Là est le mérite capital des institutions anglaises, là le vice fondamental des nôtres.

Nous laissons à l'auteur la responsabilité de cette opinion sur la magistrature française, et nous ne voulons retenir de ceci que l'idée assez exacte qu'il donne de la situation indépendante des magistrats en Angleterre. Cette opinion est d'autant

plus intéressante que l'auteur, après une étude approfondie de la procédure criminelle anglaise, est loin d'en être un admirateur aveugle. Il résume, en effet, l'impression qu'il a emportée de cette étude par cette double conclusion :

« Il n'est pas possible d'imaginer un système qui donne plus de facilités à un accusé coupable, mais riche, pour échapper à une condamnation; il est difficile de concevoir un système qui assure à un accusé non coupable, mais pauvre, moins de facilités pour faire éclater son innocence. »

Il nous paraît que cette appréciation, bien qu'elle contienne une part de vérité, ne tient pas assez compte du rôle que peut jouer et que joue l'initiative du juge pour combler les lacunes de la loi et en atténuer les sévérités, et de la bienveillante protection qu'il est toujours prêt à accorder aux accusés. Et cette omission est d'autant plus étrange que, ainsi que nous venons de le voir, l'auteur a des juges la meilleure opinion.

Et s'il nous faut, pour finir, donner sur chacun des deux systèmes une appréciation qui résume toute cette étude, nous adoptons celle que donne M. Glasson dans son ouvrage classique, aussi exact que profond, sur l'« Histoire du Droit et des institutions de l'Angleterre. »

« Toute la procédure criminelle anglaise, telle qu'elle existe actuellement, présente comme la nôtre

ses avantages et ses défauts. La loi anglaise pourrait faire d'utiles emprunts à la nôtre; de notre côté nous pourrions nous inspirer des principes qu'elle renferme. Mais il faut bien reconnaître que les éloges décernés chez nous sans mesure à la législation anglaise contiennent des exagérations et des injustices vis-à-vis de notre droit. En Angleterre, l'absence du ministère public compromet la répression et oblige la loi à payer des dénonciations; la distinction entre les crimes et les délits est confuse; les sessions des assises ont lieu à des intervalles trop éloignés et font durer longtemps la détention préventive pour les malheureux qui n'ont pas pu être mis en liberté provisoire; les arrestations sont trop faciles; il est surtout fâcheux d'être obligé, au risque de la prison, de fournir des garanties d'une bonne conduite future; l'institution du témoin de la reine est injuste et immorale; l'accusé ne recevant pas communication des pièces de la procédure, de la liste des témoins et des jurés, reste souvent dans une ignorance dangereuse; au jour de l'audience il est abandonné à son inexpérience s'il n'est pas assez riche pour payer un avocat. Sur tous ces rapports la loi anglaise pourrait prendre notre loi comme modèle à imiter. De l'autre côté, nous pourrions mieux protéger l'accusé dans certains cas. La liberté provisoire, déjà largement accordée, comporterait peut-être de nouvelles extensions; on pour-

rait surtout abréger la détention préventive en jugeant plus rapidement les délits : il serait juste d'autoriser le prévenu à prendre une plus large part à l'instruction préparatoire ; mais ce sont surtout nos présidents d'assises qui devraient comprendre et imiter l'impartiale bienveillance des juges anglais. S'inspirant de l'esprit de leur loi, les juges anglais s'abstiennent scrupuleusement de tendre aucun piège à l'accusé et s'attachent à assurer l'égalité la plus parfaite entre l'accusé et la défense. Il faudrait réagir en France contre la tendance de sacrifier l'individu à la société, et en Angleterre contre celle de sacrifier la société à l'individu. Si les juges anglais n'assurent pas toujours suffisamment la répression, nos magistrats de leur côté cherchent trop souvent un coupable. Il est utile d'atteindre tous les coupables, mais dans le doute, il vaut encore mieux, comme disent les Anglais, laisser échapper dix coupables plutôt que de risquer de condamner un innocent. »

Vu par le Président de la thèse :

GLASSON.

Vu par le Doyen :

GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES CONSULTÉS POUR LA PRÉPARATION DE LA THÈSE

I. En anglais.

ARCHIBALD.	<i>Pleading and Evidence in Criminal Cases.</i>
BLACKSTONE.	<i>Commentaries on the Laws of England.</i>
HARRIS.	<i>Principles of the Criminal Law.</i>
STEPHEN (sir James).	<i>Digest of the Criminal Law,</i>
—	<i>History of the Criminal Law of England.</i>
STEPHEN.	<i>Commentaries on the Laws of England.</i>
TASWELL LANGMEAD.	<i>English Constitutional History.</i>
FORSYTHE.	<i>History of the Jury.</i>

II. En français.

BOITARD.	<i>Leçons de droit criminel.</i>
DALLOZ.	La loi du 8 décembre 1897. Rapports, compte rendu des séances du Sénat et de la Chambre, Circulaire du Garde des Sceaux.
—	Article sur la procédure criminelle.
FAUSTIN HÉLIE.	<i>Pratique criminelle.</i>
—	<i>Traité de l'instruction criminelle.</i>
FRANQUEVILLE.	<i>Le système judiciaire de la Grande-Bretagne.</i>
GARRAUD.	<i>Précis de Droit criminel.</i>
GLASSON.	<i>Histoire du Droit et des institutions de l'Angleterre.</i>
GUEREN.	<i>Étude sur la procédure criminelle en Angleterre.</i>

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	1
Caractères du système accusatoire, du système inquisi- toire, du système mixte.	2
CHAPITRE I ^{er} . — <i>L'organisation judiciaire en Angleterre en matière répressive.</i>	10
Tableau des tribunaux répressifs.	11
La section du Banc de la Reine.	12
La Cour d'assises.	14
La Cour centrale criminelle.	16
Cours de sessions.	17
Compétence des diverses Cours.	19
La justice préventive en Angleterre.	22
La justice préventive en France.	26
Les juges non rétribués.	27
Les tribunaux répressifs d'exception.	29
La Haute-Cour du Parlement.	29
La Cour des cas réservés à la Couronne.	31
CHAPITRE II. — <i>L'exercice de l'action publique.</i>	33
Le système anglais.	33
Pouvoirs d'arrestation dans les deux pays.	35
Appréciation du système anglais.	38
Remèdes portés aux inconvénients de ce système.	39
Le système français.	45
Ses défauts.	47
Garanties contre ces défauts.	47
Les avantages du système.	51

CHAPITRE III. — <i>L'instruction préparatoire.</i>	55
En Angleterre.	55
Appréciation de ce système.	59
Garantie contre l'arrestation illégale.	61
L'instruction préparatoire en France.	64
Fonctions du juge d'instruction.	65
Appréciation de ce système.	66
Discussion qui a précédé la loi du 8 décembre 1897.	70
Texte de cette loi.	78
CHAPITRE IV. — <i>La mise en accusation.</i>	87
En Angleterre.	87
L'histoire du développement du Jury.	89
Le Grand Jury.	98
Appréciation.	99
Les juridictions de mise en accusation en France.	105
Historique.	106
Système actuel.	109
CHAPITRE V. — <i>Les juridictions de jugement définitif.</i>	117
Généralités.	117
Composition de la Cour d'assises.	122
Composition du Jury de jugement.	125
Fonctions du Président de la Cour d'assises.	140
Interrogatoire de l'accusé.	147
Les dépositions.	158
Le jugement.	170
CHAPITRE VI. — <i>Observations générales.</i>	183
Deux différences principales.	183
Explications historiques.	184
Appréciation des deux systèmes.	190

